



**FRANCE PROCÈS
DU 13 NOVEMBRE :
LA FILIÈRE BELGE**

**ENQUÊTE — MESSAGERIE TELEGRAM,
UN TÉNÉBREUX EMPIRE *TEXAS* — UNE LOI
ANTIABORTEMENT ABJECTE**



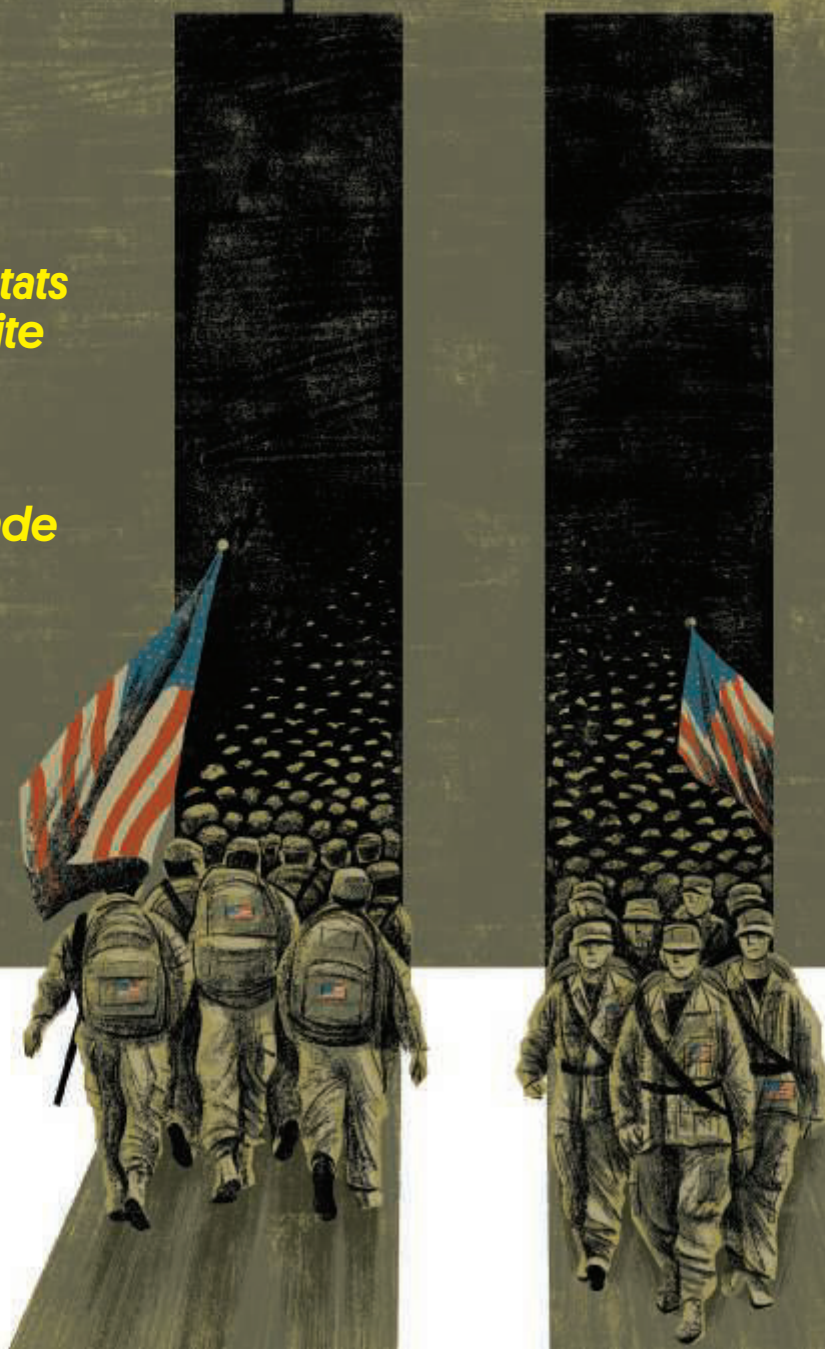
**Courrier
international**

N° 1610 du 9 au 15 septembre 2021
courrierinternational.com
France : 4,50 €

Afrique CFA 3,40 € CFA, Algérie
530 DA, Allemagne 5,40 €, Andorre
5,00 €, Canada 7,75 \$ CAN, DOM
5,00 €, Espagne 5,20 €, Grande-
Bretagne 4,60 €, Grèce 5,20 €, Italie
5,20 €, Japon 850 ¥, Maroc 41 DH,
Pays Bas 5,20 €, Portugal cont.
5,20 €, Suisse 6,70 CHF, TOM
850 XPF, Tunisie 7,20 DT.

LA FIN DU SIÈCLE AMÉRICAIN ?

**Vingt ans après les attentats
du 11 Septembre, la défaite
en Afghanistan marque
un tournant. La longue
période de domination
des États-Unis sur le monde
semble s'achever.**



M 03183 - 1610 - F: 4,50 €



VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

Aujourd'hui, Moussa se félicite

d'avoir une



. Car en



,

avec la grève, c'était le bouchon

assuré. Idem en



. De toute

façon, sa sœur avait besoin du



(la fac de droit, ça faisait

sacrément loin pour la



). Oui,

Moussa est tellement heureux

d'avoir pris sa



qu'il en a crié de

joie. Il a seulement oublié que,

contrairement à une



,

sur une



, il n'y a pas de vitre...

SEAT Move^{**}

une voiture + un eScooter + une trottinette électrique

We move like you move.^{*}**  SEAT

Modèles présentés : Gamme SEAT Ibiza : consommation mixte WLTP (min - max l/100 km) : 5,1 - 6,2. Émissions de CO₂ WLTP (min - max g/km) : 121 - 141. E-scooter électrique SEAT MO 125 : autonomie WLTP jusqu'à 137 km, 0 émissions de CO₂ en phase de roulage. Depuis le 1^{er} septembre 2018, les véhicules légers neufs sont réceptionnés en Europe sur la base de la procédure d'essai harmonisée pour les véhicules légers (WLTP), procédure d'essai permettant de mesurer la consommation de carburant et les émissions de CO₂, plus réaliste que la procédure NEDC précédemment utilisée. **Trottinette électrique SEAT MO 25 : autonomie jusqu'à 25 km.** Produits dans la limite des stocks disponibles, dans le réseau SEAT participant. Volkswagen Group France – S.A. au capital de 198502510 € – 11, avenue de Boursonne Villers-Cotterêts RCS SOISSONS 832277370. **Voir conditions sur [seat.fr](https://www.seat.fr)** *Les trottinettes électriques doivent circuler sur les pistes cyclables lorsqu'il y en a. **La mobilité par SEAT. ***On avance, comme vous.



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

La fin du siècle américain ?

p. 28

Si nous devons avoir recours à la force, c'est parce que nous sommes l'Amérique; nous sommes la nation indispensable." Les États-Unis sont-ils toujours cette nation-là, vantée par Madeleine Albright après l'intervention en Bosnie et les accords de Dayton de 1995 ? C'est la question que pose **The Observer** en ouverture du dossier de cette semaine en citant l'ex-secrétaire d'État américaine. Et qui traverse l'ensemble des articles que nous avons sélectionnés et traduits à l'occasion des commémorations du 11 Septembre. Vingt ans après les attentats contre le World Trade Center et le Pentagone, aux États-Unis, qui firent près de 3000 morts, les images de la défaite

américaine en Afghanistan et de la chute de Kaboul semblent dire tout le contraire. Est-ce pour autant la fin d'une ère ? "La plus grande question est peut-être de savoir si ces scènes [à l'aéroport de Kaboul] marquent les derniers soubresauts du 'siècle de l'Amérique'", écrit **The Observer**. "L'expression 'siècle américain', explique encore l'hebdomadaire britannique, a été forgée en 1941 par le magnat de l'édition Henry Luce, dans un essai où il suggérait : 'Nous pouvons créer un internationalisme véritablement américain et en faire quelque chose d'aussi naturel pour nous que l'avion ou la radio.'" C'est sciemment que nous lui avons emprunté cette formule pour la une. Car elle résume à elle seule une époque qui semble aujourd'hui s'achever. Après la libération de l'Europe, les États-Unis sont devenus peu à peu le gendarme du monde, guidés par des objectifs très différents suivant leurs zones d'intervention. Avec la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'Union

soviétique, "on a assisté à l'émergence d'une unique superpuissance mondiale sans rival", souligne **The Observer**. Jusqu'au 11 septembre 2001, qui allait bouleverser durablement le monde et engager Washington et ses alliés dans deux guerres interminables, en Afghanistan et en Irak. Les attentats contre le World Trade Center et le Pentagone ont été le signe annonciateur que le XXI^e siècle serait une ère de troubles et de désastres, écrit George Packer dans un très beau texte paru dans **The Atlantic**. Le journaliste américain était à New York en septembre 2001 et à travers son récit, du lendemain des attentats au retour des talibans, on comprend bien ce qui a profondément changé dans le rapport des États-Unis au monde. Et en quoi la riposte des différents dirigeants américains aux attaques d'Al-Qaïda fut une erreur qui se paie encore aujourd'hui. "Le 11 Septembre a donné naissance à l'idée que la sécurité sur le sol américain dépendait de la mise en place

des valeurs démocratiques dans le monde musulman. C'était le point de vue des interventionnistes de gauche (dont je faisais partie avant un reportage en Irak en 2003), et il souffrait de l'illusion que la guerre et le pouvoir pouvaient se plier à des fins humanitaires", reconnaît George Packer. Il n'est pas le seul à s'être trompé. "De toutes les innombrables séquelles du terrorisme, la plus importante est celle qui est la moins prise en compte : c'est ce que la lutte contre le terrorisme a coûté à notre démocratie", estime l'ancien journaliste du **Guardian** Spencer Ackerman, cité par **The Observer**. Qu'en est-il réellement de la puissance américaine aujourd'hui ? "L'Amérique est de retour", avait annoncé Joe Biden en février. Avant de promettre le retrait de toutes les troupes américaines d'Afghanistan d'ici au 11 septembre. Avec les conséquences que l'on sait. "L'Amérique est de retour", mais la question se pose désormais : pour faire quoi ? Le sommet pour la démocratie prévu pour

décembre perd singulièrement de sa crédibilité alors que les écoles d'Afghanistan vont sans doute de nouveau se fermer aux filles et que les Afghans qui ont cru à la liberté cherchent désespérément à fuir leur pays", analyse Roger Cohen dans le **New York Times**. Aujourd'hui, une autre menace pèse sur les États-Unis, estime George Packer. "Vingt ans après le 11 Septembre, écrit-il, nous ne sommes plus ces Américains qui pensaient que rien ne pouvait leur arriver, et qui, quand ils furent démentés, traversèrent l'océan pour débarrasser le monde des 'monstres'. Les experts considèrent désormais le suprémacisme blanc comme un péril plus dangereux sur notre sol que le terrorisme islamiste. Le nouveau combat qui se joue est celui pour sauver notre démocratie."

En couverture :

dessin de **Chloe Cushman** paru dans **The Washington Post**, États-Unis.

France : dessin de **Herrmann**, Suisse.



Sommaire

360° p.48

TELEGRAM, TÉNÉBREUX EMPIRE



PAVLO GONCHAR/SOPA IMAGES/LIGHTROCKET VIA GETTY IMAGES

Faute de régulation, ce service de messagerie attire terroristes, criminels et complotistes. Qui est Pavel Dourov, le mystérieux milliardaire russe qui l'a créé ? Une enquête du **Spiegel**.

7 JOURS p.8

Une loi anti-avortement abjecte

Selon **USA Today**, la nouvelle loi interdisant toute IVG après six semaines de grossesse est une atteinte aux droits des femmes comme aux valeurs américaines.

FRANCE p.16

13 Novembre : interrogations belges

Parmi les quatorze accusés comparissant au procès des attentats de 2015, dix sont issus de la région bruxelloise, relève le quotidien belge **Le Vif-L'Express**.

ÉCONOMIE p.38

Le crépuscule de la plus vieille banque du monde

Fondée en 1472, Monte dei Paschi di Siena faisait la fierté de Sienne, raconte le **New York Times**. En très mauvaise santé, l'institution est au bord du rachat.

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de **Courrier international** sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

Arabi21 (arabi21.com) Doha, en ligne.
The Atlantic Washington, mensuel.
The Daily Telegraph Londres, quotidien.
Le Djely (ledjely.com) Conakry, en ligne.
The Economist Londres, hebdomadaire.
Frankfurter Allgemeine Zeitung Francfort, quotidien.
The Guardian Londres, quotidien.
Hospodárské Noviny Prague, quotidien.
Khuyut (khuyut.com) Aden, en ligne.
Kompas Jakarta, quotidien.
Mainichi Shimbun Tokyo, quotidien.
Middle East Eye (middleeasteye.net) Londres, en ligne.
The New York Times New York, quotidien.
Nikkei Asia Tokyo, hebdomadaire.
The Observer Londres, hebdomadaire.
L'Orient-Le Jour Beyrouth, quotidien.
El País América (elpais.com/america) Mexico, en ligne.
La Repubblica Rome, quotidien.
Rossia v Globalnoï Politiki Moscou, bimestriel.
Der Standard Vienne, quotidien.
Le Vif-L'Express Bruxelles, hebdomadaire.
Le Soir Bruxelles, quotidien.
Der Spiegel Hambourg, hebdomadaire.
USA Today McLean (Virginie), quotidien.



[Ajouter une tâche](#)

- ✓ Capacité de charge de la batterie vérifiée
- ✓ Produit 100% fonctionnel
- ✓ Livraison & service

 Samir

 Carine

 Cyril

 Audit qualité – commande mystère 4158

Et voilà comment Back Market se dépasse pour prouver que le neuf, c'est dépassé

MarieRobin





Google Workspace permet aux équipes de toutes tailles de se retrouver, de créer, et de collaborer. Alors que vous reconditionnez des produits tech ou rachetez d'anciens appareils, Google Workspace est là. **Et voilà !**

Google Workspace

À découvrir sur workspace.google.com





SOMMAIRE

7 jours dans le monde

8. États-Unis. Au Texas, une loi antiavortement abjecte

D'un continent à l'autre

12. Allemagne. Olaf Scholz, l'improbable favori

14. République Tchèque. L'hymne à la Bohémie

16. France. 13 Novembre. Procès parisien, interrogations belges

18. Rwanda. La puissance diplomatique au bout du fusil

19. Algérie-Maroc. Otages d'un conflit de voisinage

20. Colombie. L'héritage de Luis Carlos Galán reprend vie

22. Birmanie. Face à la junte, que font les moines ?

24. Papouasie-Nouvelle-Guinée. Les mots de la tribu

26. Yémen. Après six ans de guerre, un pays fragmenté

À la une

28. La fin du siècle américain ?

Transversales

38. Économie. Le crépuscule de la plus vieille banque du monde

40. Sciences. Chez la fourmi, la paresse paie

41. Signaux. Comme un arbre dans Madrid

Spécial vins

43. La presse étrangère explore les vignobles français

360°

48. Enquête. Telegram, ténébreux empire

52. Plein écran. Le Japon à l'école de l'e-sport

54. Gastronomie. Aux bons anchois de menaïca

55. Histoire. Arwa, l'autre reine de Saba



SUR NOTRE SITE

Édition spéciale 11 Septembre. Vingt ans après

À travers des articles inédits, et d'autres sélectionnés dans nos archives, retrouvez dans notre édition du Réveil Courrier du samedi 11 septembre les témoignages de ceux qui ont vécu les attentats, et aussi le ressenti de ceux qui sont nés après.

Mode. Le costard n'a pas dit son dernier mot

La pandémie et le télétravail ont accentué la tendance à délaisser le costume, qui n'est plus, désormais, l'uniforme du bureau, explique le quotidien britannique **The Times**. Raison de plus pour se mettre sur son trente et un, juste pour le plaisir.

Le Courrier des recettes. Le "lecso", la ratatouille hongroise aux mille visages

Ce mélange de légumes épais, à base d'oignons, de tomates et de poivrons, incarne l'un des essentiels de la gastronomie magyare. La chroniqueuse du portail **Telex** n'en cuisine jamais deux pareils, mais elle l'aime avec du lard et plutôt épicé. Ses explications dans notre rendez-vous hebdomadaire.

Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

Atlas
du réchauffement
climatique

Des pôles à l'équateur, la science et les cartes, des infographies et les analyses de l'Agence Climat pour décrypter la crise.

**NOTRE NOUVEAU
HORS-SÉRIE**

Allemagne, Canada, Madagascar...
**La crise climatique
bouleverse la planète.**
Peut-on encore la contrer ?

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

**Courrier
international**

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : *Courrier international*
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

☐ 1 AN (52 numéros) au prix de **119 €** au lieu de ~~218,80 €~~*

☐ 1 AN (52 numéros) + **6 hors-séries** au prix de **149 €** au lieu de ~~269,80 €~~*

RCO21BO002

☐ Monsieur ☐ Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP..... VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :

<https://abo.courrierinternational.com/ours2021>

ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Étranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-cv

En retournant ce formulaire, vous acceptez que *Courrier international*, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnll.fr.



Avantages abonnés :

Rendez-vous sur courrierinternational.com

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique :

(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com

USA-Canada :

(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com

Suisse :

(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch



Édité par *Courrier international* SA, société anonyme avec

directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €

Actionnaire : La Société éditrice du Monde

Président du directoire, directeur de la publication : Arnaud Aubron

Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard

Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président

Dépôt légal Septembre 2021. Commission paritaire n° 0722c82101.

ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web

www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com

Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) Rédacteurs en chef adjoints

Raymond Clarinard (16 77), Virginie Lepetit (16 12), Claire Pomarès (web)

Responsable du numérique Joffrey Ricome Direction artistique Sophie-Anne

Delhomme (16 31), Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delport (16 98), Fatima Rizki (17 30), 7 JOURS DANS LE MONDE François

Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence

Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Catherine Guichard

(Allemagne, Autriche, Suisse allemande, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha

Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Antoine

Moutau (Pays-Bas), Vincent Barros (Portugal), Carlin Lohrenz (chef de rubrique,

France, 16 93), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le

Pavous (Hongrie), Romain Su (Pologne), Guillaume Narguet (République tchèque,

Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle

Vitureau (Lituanie), Alda Engolan (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine)

AMÉRIQUES Béatrice Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert

Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil),

Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef

de service, Chine, Singapour, Taiwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est,

16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Guillaume Delacroix (Asie du Sud), Elisabeth D.

Inandiani (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) MOYEN-ORIENT Ghazal Golshiri (Iran),

Pascal Fenaux (Israël), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Malik Ben Salem

(Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), TRANSVERSALES

Pascal Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de

rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie), MAGAZINE 360°

Marie Béteille (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Delphine Veaudor

(16 76), HISTOIRE Mélanie Liffschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef

d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (rédacteur éditeur web), Gabriel

Hassan (rédacteur éditeur web, 16 32), Carole Lyon (rédactrice éditrice web, 17 36),

Hoda Saliby (rédactrice éditrice web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo édition,

16 65), Nora Houdart-Ouah (développement web) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath

(16 51), Jean-Luc Majourat (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz

(chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe,

anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon

(anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrehon (anglais, allemand), Caroline

Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais),

Olivier Ragasol (anglais, espagnol), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION

Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak,

Aurore Delvigne, Françoise Hérol, Julie Martin

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable), WEB DESIGN ET ANIMATION

Alexandre Errichello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-

Badet, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine

Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE

Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller (chef de fabrication), Gilles

de Obaldia CARTOGRAPHIE Thierry Gauthé (16 70) INFOGRAPHIE Catherine Doutey

(16 66) INFORMATIQUE Denis Scudeller

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la

communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08) Dialla Konate (17 38)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de

fabrication, 45 35) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45 330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Julien Abirama, Giuseppe Arditi, Jean-Baptiste Bor,

Isabelle Bouchery, François Burkard, Anne-Françoise Cochet, Frédéric Dailéas, Marie

Daoudal, Madalena De Vio, Marion Dautreigne, Corinne Duqueyrou, Clara Limouzin,

Valentine Morizot, Astrid Mouget, Adrien Palluet, Anne Romefort, Valentin Scholz,

Nina Schreier, Isabelle Taudière, Rachel Teyssandier, Léo Thomas, Yuta Yagishita

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75017 Paris

Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Présidente Laurence Bonicalzi Bridier, Directrice

générale adjointe, Marketing & Études Elisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international

David Eskenazy (david.eskenazy@mpublicite.fr, 38 63) Directeur délégué Activités

programmatiques, AD Tech & Monétisation Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) Directeur délégué, pôle Agences François de Ren (françois.

deren@mpublicite.fr, 30 21) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steve

Dablin (steve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellani (16 06) Lucie

Madalena (gestion) Droits Eleonora Pizzi (16 52) Comptabilité 01 48 88 45 51 Directeur

de la diffusion et de la production Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude

Responsable commerciale internationale Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20)

Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion

Brigitte Billiard, Christiane Montillet MARKETING Sophie Gerbaud (directrice, 16 18),

Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Kevin Jolivet (16 89),

Martine Prévot (16 49)

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 08 05 01 47 Service clients

Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 — 62066 Arras

Cedex Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au vendredi de 9h à 18h) Courriel

abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropo-

litaine : 119 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com>

Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Courrier international, USPS number 015-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in August and December), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o Express Mag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.



Origine du papier: Allemagne, 100% de fibres recyclées. Cemaimage est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Émissions: Ptot: 0,002 kg/tonne de papier. Ouvrage imprimé à 100% avec des encres respectueuses de l'environnement et conformes à la norme Blue Angel.

Ce numéro comporte un encart La Croix posé sur certains abonnés France Métropolitaine

CETTE NOUVELLE GÉNÉRATION QUI A TOUT POUR PLAIRE

LA NOUVELLE GÉNÉRATION D'ÉPARGNE COMPÉTITIVE, RESPONSABLE ET ACCESSIBLE DÈS 50€/MOIS

- Une offre diversifiée qui concilie recherche de performance financière et placements responsables.
- Des fonds labellisés Investissement Socialement Responsable ou respectant des critères environnementaux pour vos assurances vie, Plans d'Épargne en Actions et Comptes Titres Ordinaires.
- Une offre accessible dès 50€/mois, à personnaliser avec votre conseiller selon votre situation, vos objectifs et horizons de placement.

**C'EST VOUS
L'AVENIR**  **SOCIÉTÉ
GÉNÉRALE**

Les investissements sur les marchés financiers présentent un risque de perte en capital.

Document à caractère publicitaire – Préalablement à toute souscription, il convient de s'assurer auprès de votre conseiller que la solution d'investissement envisagée est adaptée à votre situation patrimoniale et budgétaire, à vos objectifs et horizon de placement, à votre profil investisseur ainsi qu'à vos connaissances et expérience financières. Société Générale, S.A. au capital de 1 066 714 367,50 € – 552 120 222 RCS PARIS – Siège social : 29, bd Haussmann, 75009 PARIS. Intermédiaire en assurances, immatriculation ORIAS n° 07 022 493 (www.orias.fr).

États-Unis. Au Texas, une loi antiavortement digne de George Orwell

Selon *USA Today*, l'entrée en vigueur d'une loi interdisant toute IVG après six semaines de grossesse est une atteinte aux droits des femmes et aux "valeurs américaines".



CAGLE CARTOONS

—**USA Today** McLean (Virginie)

Les femmes texanes sont confrontées à une nouvelle réalité abjecte. Un projet de loi voté en mai, qui est entré en vigueur le 1^{er} septembre, offre 10 000 dollars ou plus de récompense à quiconque poursuivra en justice le médecin ou la personne se rendant complice d'un avortement à six semaines de grossesse ou plus (y compris en cas de viol ou d'inceste).

Emmener votre fille en voiture pour une IVG vous expose à être traîné en justice. Tout comme payer les frais médicaux de votre femme, ou encore travailler pour un médecin qui pratique des avortements. Et vous ne serez pas poursuivi par un procureur local ou par l'État. N'importe qui pourra vous attaquer en justice : un voisin trop curieux, votre ex ou un étranger qui a des arrière-pensées idéologiques.

Si vous écopez d'un procès par pure malveillance, vous n'êtes pas au bout de vos peines. Imaginons que quelqu'un

porte plainte parce qu'il vous a vu vous garer près d'une clinique où l'on pratique l'avortement, vous allez devoir débours des milliers de dollars en frais de justice pour vous défendre et, en cas d'accusation sans fondement, il n'y a pas de dédommagement possible. D'ailleurs, toute personne poursuivie et jugée coupable de "complicité" d'avortement devra payer les frais de justice du plaignant.

Le Texas a créé un système à la George Orwell où la délation est rémunérée. Lors de l'enquête, les cliniques pourront être contraintes de briser le secret médical en communiquant les dossiers médicaux afin de pouvoir prouver qu'une femme a subi ou n'a pas subi un avortement, et à combien de semaines de grossesse. Nul besoin d'être un défenseur de l'avortement ou de considérer que l'arrêt Roe vs Wade de la Cour suprême [qui

Emmener votre fille pour une IVG vous expose à être traîné en justice.

✓ "Retour en arrière pour le droit à l'avortement", est-il indiqué sur ce cintre qui figure la carte du Texas. Dessin de **Bill Day**, États-Unis.

a légalisé l'avortement en 1973] est une victoire marquante pour les droits des femmes pour comprendre que cette loi texane n'a rien d'américain.

Ce système totalitaire a été mis en place parce que les opposants à l'avortement ont trouvé la parade pour empêcher la Cour suprême et les cours fédérales de suspendre cette loi avant qu'elle n'entre en vigueur. En créant une armée de procureurs, la législature texane complique le travail des opposants à cette loi, puisqu'il est en effet difficile de distinguer qui poursuivre en appel. Le 1^{er} septembre, la Cour suprême des États-Unis a refusé de suspendre la nouvelle loi. Cette année, la Cour suprême des États-Unis a déjà accepté d'étudier un recours du Mississippi qui, selon les opposants à l'avortement, permettrait de renverser l'arrêt Roe vs Wade.

Nous espérons que les juges de la Cour suprême conserveront la jurisprudence en vigueur, car cette loi texane n'est pas seulement une remise en question du droit à l'avortement, mais aussi des valeurs de notre pays.—

Publié le 2 septembre

Un effet boule de neige

●●● La décision texane va-t-elle créer un appel d'air pour les antiavortements ? Le **Washington Post** en est persuadé, qui rapporte que des élus républicains ont commencé à agir dans ce sens dans sept États au moins, parmi lesquels la Floride et l'Arkansas. "Et davantage encore vont leur emboîter le pas", écrit le journal en se faisant l'écho du Guttmacher Institute, un organisme de recherche qui publie des statistiques sur le contrôle des naissances et l'avortement aux États-Unis. Selon ce dernier, près de 100 restrictions à l'IVG ont été adoptées cette année, "la pire depuis Roe vs Wade, en 1973". Mais ce n'est pas tout. Le Mississippi a déposé un recours auprès de la Cour suprême visant à abroger deux des arrêts historiques qui ont légalisé l'avortement. Avant même que la plus haute juridiction n'examine la question, la présidente de la Chambre des représentants, la démocrate Nancy Pelosi, a décidé de contre-attaquer et "dit qu'elle organiserait un vote en vue de cimenter le droit à l'avortement dans la loi fédérale".

Le bitcoin pour devise



SALVADOR

— Sous l'impulsion de son jeune président très populaire, Nayib Bukele, le Salvador est devenu le 7 septembre le premier pays à adopter le bitcoin comme monnaie officielle aux côtés de la devise en cours, le dollar américain. Mais l'opération ne fait pas l'unanimité. Le 2 septembre, s'appuyant sur un sondage qu'il a réalisé lui-même dans le pays, le plus grand quotidien salvadorien **La Prensa Gráfica** titrait ainsi : "Le rejet du bitcoin est majoritaire."

Circoncision de masse

SOUDAN DU SUD — Au cours des cinq prochaines années, les autorités espèrent circoncire 1,5 million d'hommes âgés de 15 à 49 ans, soit environ la moitié de cette tranche d'âge, rapporte le site **Sudans Post** le 6 septembre. Elles entendent ainsi freiner la propagation de l'épidémie de sida – 2,3 % des hommes de cette tranche d'âge sont considérés comme porteurs du VIH selon Onusida. Ce même organisme recommande depuis plusieurs années la circoncision comme un moyen supplémentaire pour réduire le risque de transmission du virus chez l'homme.

Yoshihide Suga jette l'éponge

JAPON — Très impopulaire dans les sondages et rejeté au sein de sa propre formation, le Premier ministre, Yoshihide Suga, a annoncé le 3 septembre avoir pris la décision de ne pas se présenter à l'élection à la présidence du Parti libéral-démocrate (PLD), prévue le 29 septembre. "Depuis la formation de son gouvernement, en septembre 2020, le Premier ministre n'a cessé d'essuyer des défaites dans les scrutins régionaux, analyse l'**Asahi Shimbun**. Et au moment où les élections législatives approchent à grands pas, beaucoup craignent une débâcle [pour le PLD]."

L'opposition embastillée

BIÉLORUSSIE — Après la peine de quatorze ans de colonie pénitentiaire infligée en juillet à l'ex-candidat à la présidentielle Viktor Babariko, la justice a rendu le 6 septembre un verdict presque aussi terrible contre les opposants Maria Kolesnikova et Maxime Znak. Ils ont été condamnés respectivement à onze et dix ans de réclusion, sous les chefs d'accusation de "complot en vue de prendre le pouvoir", "appel public au renversement du pouvoir" et "création d'une formation extrémiste", rapporte le site indépendant **Biélorousski Partizan**. L'Union européenne et les États-Unis ont réclamé la libération de tous les prisonniers politiques.

"La grande évasion"



ISRAËL — C'est en creusant un tunnel sous le lavabo de leur cellule que six Palestiniens, incarcérés dans la prison de haute sécurité de Gilboa, dans le nord du pays, se sont fait la belle dans la nuit du 5 au 6 septembre. "La grande évasion : voilà comment les six prisonniers ont creusé leur route vers la liberté", annonce en une le quotidien palestinien **Al-Ayyam**. Sur la photo, le trou par lequel ces détenus condamnés pour terrorisme se sont échappés avant de gagner la Cisjordanie voisine, où une chasse à l'homme a été lancée.

Loup solitaire



NOUVELLE-ZÉLANDE — "Terreur dans un centre commercial", titre le 4 septembre le **New Zealand Herald**. La

veille, un Sri-lankais, surveillé et suivi 24 heures sur 24 en raison de ses sympathies pour Daech, a saisi un couteau dans un supermarché d'une banlieue d'Auckland et poignardé sept personnes avant d'être tué. Trois d'entre elles étaient entre la vie et la mort. Le djihadiste avait été emprisonné trois ans et était sous le coup d'un avis d'expulsion depuis 2019. Mais la procédure traînait. La Première ministre, Jacinda Ardern, a promis de revoir la législation en la matière avant la fin du mois.

➤ Dessin de Glez paru dans **Journal du Jeudi**, Ouagadougou.

Place aux concerts verts

ROYAUME-UNI — Aidez-nous à devenir plus propres. Voilà en substance la demande adressée par Massive Attack à son gouvernement. Le groupe culte de trip-hop britannique exige ainsi l'introduction d'"un plan visant à s'assurer que l'industrie de la musique live respecte les objectifs de lutte contre le changement climatique", rapporte le **Guardian** le 6 septembre. Un rapport commandé au préalable par le groupe de Bristol à l'université de Manchester avait "recommandé aux rock stars de prendre leurs responsabilités, en abandonnant leurs jets privés et en réduisant la quantité de matériel qu'elles emportent en tournée".

15,2

MILLIONS DE MORTS À CAUSE DU COVID-19

C'est le bilan auquel est parvenu **The Economist** après avoir compilé les chiffres de surmortalité mondiaux depuis janvier 2020. Un bilan qui inclut non seulement les décès non recensés liés au Covid-19, mais aussi ceux dus, notamment, à la saturation des hôpitaux. Ce chiffre serait ainsi quatre fois supérieur aux statistiques officielles (4,6 millions de décès). Selon l'hebdomadaire britannique, "il y a 95 % de probabilités que la vraie valeur de la surmortalité se situe entre 9,3 et 18,1 millions de morts".

GUINÉE

Marche arrière, toute !

PROCESSUS
DÉMOCRATIQUE
GUINÉEN



Des militaires ont capturé et destitué le président guinéen Alpha Condé. Un énième coup d'État sur le continent qui "symbolise un grand recul", déplore ce journal de Conakry.

— Le Djely Conakry

Que le coup d'État que revendique le colonel Mamady Doumbouya ait réussi ou pas, ce n'est pas le plus important. Que les uns applaudissent l'acte posé le 5 septembre par le Groupement des forces spéciales et que d'autres le maudissent, ce n'est pas non plus ce qui devrait retenir l'attention. De quelque bord que l'on soit, cette journée devrait symboliser un grand recul. D'abord pour la Guinée, mais ensuite pour l'Afrique. Cette manie de la soldatesque de faire irruption dans le champ politique et ces images de nos dirigeants que l'on montre à la face du monde sous leurs mauvais jours, voilà qui fige le continent africain. Ces images sombres incarnées hier par Ibrahim Boubacar Keïta [président malien arrêté lors d'un coup d'État en août 2020] et aujourd'hui par Alpha Condé ne font pas honneur à l'Afrique. D'autant qu'elles symbolisent la marche en arrière de nos pays. Mais à qui doit-on cette humiliation planétaire ? En premier lieu, à ces mêmes dirigeants.

Les événements du 5 septembre sont l'aboutissement d'une crise que le pays vit depuis pratiquement deux ans et à laquelle le président déchu n'était pas étranger. Personne ne peut nier que la crise économique liée au Covid-19 ait pu aggraver le malaise social. Mais il est admis que la volonté du président Alpha Condé de s'octroyer un troisième mandat [sa réélection controversée a eu lieu en octobre 2020] a installé la Guinée sur des charbons ardents. Et il s'est accroché à cette idée avec une telle détermination qu'il en était devenu l'otage. Inaccessible à tous les appels à la raison, il s'était, pour le succès de son projet, évertué à anéantir tous ceux qui se dressaient sur son chemin.

L'histoire se répète donc. La succession au sommet de l'État se règle au moyen d'un coup d'État. Même si cependant c'est la première fois qu'un président en vie en est la cible. Une nouvelle fois, le pays va devoir passer par l'étape d'une transition dont on ignore encore les contours. En soi, c'est un énorme recul pour une Guinée qui, le 2 octobre prochain, soufflera sa 63^e bougie. En soixante-trois ans, on aurait pu faire mieux. On aurait dû faire mieux. Le président Alpha Condé en particulier, cet opposant qui a longtemps incarné l'alternative à la dictature et l'autoritarisme en Guinée,



OPINION

aurait dû s'éviter les images de lui qui ont inondé les réseaux sociaux le 5 septembre. Par la même occasion, il aurait évité à la Guinée d'être la risée du monde. Pour cela, il aurait fallu partir quand il le fallait. Résister au mandat de trop ! Malheureusement, la tentation était décidément la plus forte. Il doit pourtant maintenant comprendre que son pouvoir ne reposait pas sur du solide. En témoigne la facilité déconcertante avec laquelle le château s'est écroulé.

— **Boubacar Sanso Barry**
Publié le 6 septembre

SOURCE



LE DJELY

Conakry, Guinée
ledjely.com

Créé en 2015, le **Djely** (le "griot" en langue mandingue) est un site d'information sur la Guinée, l'Afrique et le monde. S'appuyant sur une jeune équipe, le journal revendique son indépendance et son impartialité.

HOMMAGE

Adieu à Belmondo, l'éternel filou du cinéma français

Les quotidiens étrangers ont été nombreux à saluer la mémoire de l'acteur français, disparu le 6 septembre. Pour ce journal allemand, "il avait le monde à ses pieds".

—Frankfurter Allgemeine Zeitung (extraits) Francfort

Les belles femmes, les voitures de course, l'élégance vestimentaire, les pays exotiques, le bonheur, le faste, la fortune et la renommée : c'est ainsi que l'amateur de cinéma imagine la vie d'un acteur célèbre du xx^e siècle. Et c'est bien ce qu'a vécu Jean-Paul Belmondo. À une époque où les stars n'étaient pas pourchassées par des passants armés de smartphones mais uniquement par des paparazzis professionnels, et où les réseaux sociaux existaient surtout au bistrot et au resto, Belmondo a goûté toute la douceur d'une vie que seul le succès sur grand écran peut offrir à ceux que le public choisit.

Il a eu une liaison avec le sex-symbol de l'époque, Ursula Andress, et a joué aux côtés de Romy Schneider, Jean Seberg, Claudia Cardinale, Jeanne Moreau, Catherine Deneuve et Sophie Marceau. Il a tourné dans les Caraïbes ainsi que sur les toits de Paris, et il n'avait pas seulement l'image d'un fonceur : il l'était réellement. Il réalisait lui-même la plupart de ses cascades. Dans *L'Homme de Rio*, de Philippe de Broca, on le voit faire l'acrobate sur une poutre entre des immeubles de Brasília à une centaine de mètres de hauteur. L'idée que Belmondo avait le monde à ses pieds n'était pas seulement une métaphore, c'était une réalité cinématographique.

"Ces mille vies sont passées trop vite, beaucoup trop vite, à l'allure à laquelle je conduisais les voitures." C'est sur cette phrase que s'ouvre son autobiographie, parue en 2016 [*Mille vies valent mieux qu'une, aux*

éditions Fayard], et c'est bien avec cet appétit, cette envie de vivre que l'acteur a mené sa carrière. Né en 1933 dans une banlieue de la capitale, Jean-Paul Belmondo grandit dans un monde qui se libère de l'ombre de la Seconde Guerre mondiale. Son père, sculpteur, et sa mère, danseuse, n'encouragent pas ses ambitions d'acteur, mais son frère, entré dans le milieu du cinéma en tant que directeur de production, produira plus tard certains de ses films. Les débuts du jeune comédien sont laborieux. Son visage déjà cabossé par des années de boxe et sa bouche généreuse ne correspondent pas à l'idéal de beauté de l'époque, tout en sévérité masculine.

Un jeu unique. Ce n'est que plus tard, après avoir fait ses débuts avec Jean-Luc Godard, en 1960, que cette bouche et ce nez cassé sont devenus les attributs d'une vedette. Au moment d'engager Belmondo pour *À bout de souffle*, Godard, qui avait déjà tourné un court-métrage avec lui, ne lui livre que quelques phrases, en lieu et place de scénario : "C'est l'histoire d'un type qui se trouve à Marseille. [Il vole une voiture pour retrouver sa fiancée. Il va tuer un flic.] À la fin, il meurt ou il tue la fille. On verra." Cela suffira à faire de Belmondo le visage de la Nouvelle Vague. Le style juvénile qu'il a créé dans *À bout de souffle*, les jurons et les répliques cultes, les œillades et la cigarette au coin des lèvres ont imprégné son jeu jusqu'à la fin. Il suffit de l'imaginer en train d'imiter Humphrey Bogart, le pouce sur les lèvres, pour le voir

apparaître aussitôt devant nos yeux. Si Alain Delon, son ami et rival, est le samouraï du cinéma français, alors Belmondo, lui, en est l'éternel filou.

À bout de souffle a lancé sa carrière. [Par la suite,] Belmondo a toujours été présent sur tous les fronts, le cinéma d'auteur comme les films grand public. D'un côté, il a joué dans *Une femme est une femme*, *Pierrot le Fou*, *L'Ainé des Ferchaux*, *La Sirène du Mississippi* et *Stavisky*, mais on le retrouve également dans *Classe tous risques*, *Cartouche*, *Borsalino*, *Le Cerveau*, *L'Alpagueur*, *Le Professionnel* ou encore *Le Solitaire*. Pour lui, le cinéma était une affaire d'amitié. Il voulait s'amuser sur les tournages et choisissait les projets qui lui permettaient de retrouver sa bande du conservatoire : Jean Rochefort, Annie Girardot, Jean-Claude Brialy, Jean-Pierre Marielle et bien d'autres.

C'est peut-être aussi pour cela que Belmondo n'a jamais rejoint Hollywood. Les offres faramineuses des plus grands studios n'ont pas suffi à l'attirer, car il était profondément ancré dans l'industrie du cinéma

français, sa langue, ses rituels et ses tabous. Il a toujours méprisé les spéculations cyniques teintées de fantasmes de violence qui sont apparues dans le cinéma américain des années 1970. Résultat, Belmondo n'a jamais remporté le moindre oscar. En 2011, il a néanmoins reçu une palme d'or à Cannes, puis un lion d'or à Venise, en 2016, pour l'ensemble de sa carrière. À ce moment-là, sa carrière était déjà finie depuis longtemps. En 2001, il avait fait un AVC et en avait gardé des séquelles. Il s'est éteint à Paris, à l'âge de 88 ans.

"Je mesure, en vous la racontant, combien j'ai aimé la balade, combien elle a été joyeuse, folle, riche, semée d'amitié et d'amour." C'est sans doute la plus belle chose qui puisse se dire de la vie d'un acteur. Pour les spectateurs aussi, le Français à l'éternel visage de gamin était, et restera toujours, un ami.

—Andreas Kilb

Publié le 6 septembre



✎ Dessin de Kichka, Israël, pour Courrier international.

À la une



"LA DERNIÈRE ESCAPADE DE JEAN-PAUL BELMONDO", titre *Papei*. Le supplément culture du quotidien espagnol *El Mundo* salue une "icône rebelle et canaille du cinéma français, qui fut une étoile de la Nouvelle Vague".



"ADIEU FRIPON", titre *Mladá fronta DNES* en référence aux nombreux voyous incarnés par Bébél à l'écran. Le quotidien de Prague le souligne en manchette : le Français était "l'un des acteurs préférés du public tchèque".



"UNE LÉGENDE DE LA NOUVELLE VAGUE ET DU CINÉMA EUROPÉEN", pour *Público*, au Portugal.



"UNE VIE NE SUFFIT PAS" pour contenir tout Jean-Paul Belmondo, estime depuis Bologne *Il Resto del Carlino*, qui évoque son immense filmographie, mais aussi sa vie sur les planches.



Le Covid a mis un coup d'arrêt à beaucoup de choses, mais pas à nos visites.

J'organise des visites guidées au sein d'Amazon et j'adore rencontrer les visiteurs. Alors, quand la crise sanitaire a débuté, j'étais un peu inquiète. Mais avec mon équipe nous avons redoublé d'efforts pour mettre en place des visites virtuelles qui respectent les consignes de sécurité. Même si au début ça faisait un peu bizarre, nous continuerons les visites en ligne pour en faire bénéficier plus de personnes.

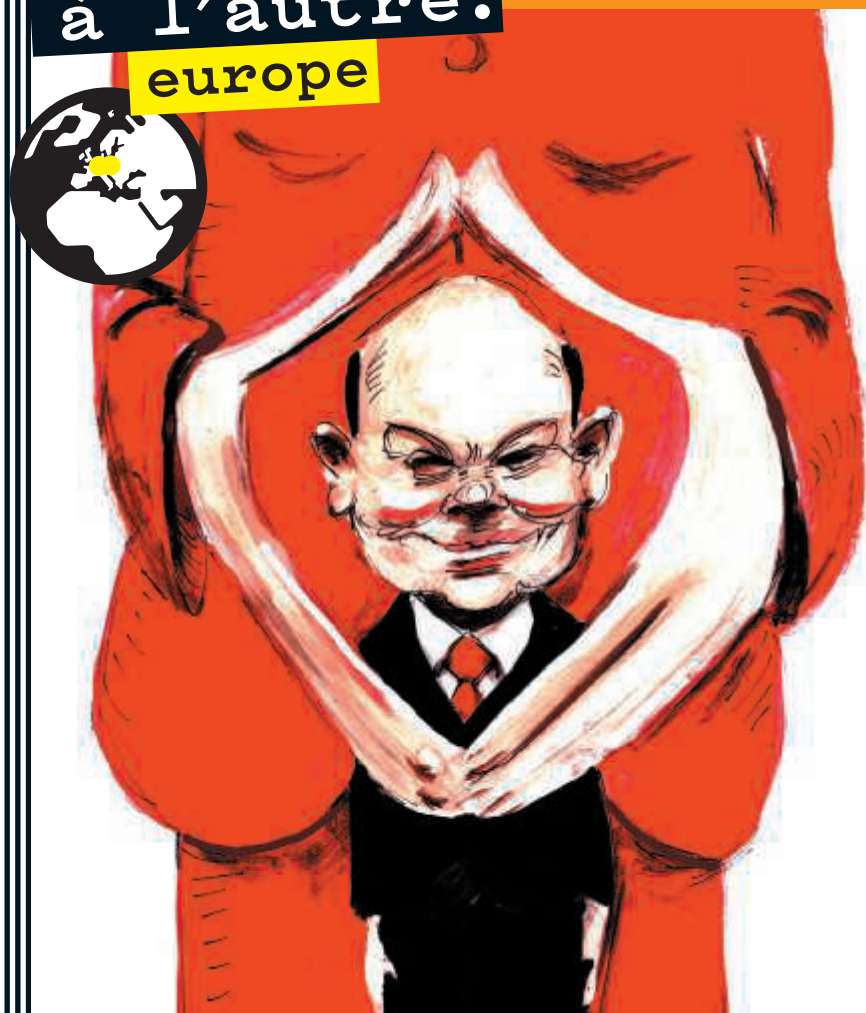
Axelle, Guide Amazon



d'un continent à l'autre.

Europe

France	16
Afrique	18
Amériques	20
Asie	22
Moyen-Orient...	26



Allemagne. Olaf Scholz, l'improbable favori

À l'approche des élections fédérales, le 26 septembre, les cartes sont totalement rebattues : contre toute attente, après des mois de campagne infructueuse, l'actuel vice-chancelier et le chef du Parti social-démocrate est désormais pressenti pour succéder à Angela Merkel, explique, de Vienne, *Der Standard*.

—Der Standard (extraits) Vienne

Dans un premier temps, Olaf Scholz a un peu de mal à nouer le contact avec les électeurs qui l'entourent. Pourtant, ce jour-là, il joue en quelque sorte à domicile : le candidat social-démocrate (SPD) à la chancellerie est au bord d'un terrain de foot de sa circonscription de Potsdam, non loin de Berlin. Sur le terrain, les jeunes recrues du club de Fortuna Babelsberg s'entraînent. Évidemment, de nombreux parents sont aussi venus encourager leurs enfants. Olaf Scholz, en costume, interpelle un papa : *"Alors, vous aussi vous regardez le match ?"* *"Ouais"*, répond celui-ci avant de s'éloigner. *"Il est un peu timide"*, s'empresse d'expliquer un des représentants du club. Mais le candidat n'a guère plus de succès auprès d'un groupe d'adolescents installés au bord du terrain. Deux filles s'enfuient en piaillant. Une autre reconnaît tout de même leur invité de marque : *"C'est peut-être le prochain Merkel."* Le troisième essai est enfin le bon. Quelques jeunes se rassemblent autour d'Olaf Scholz pour évoquer leur match. *"C'est qui ?"* s'interroge l'un d'entre eux. *"Le chancelier."*

Un choix rapide. *"Le prochain Merkel", "le chancelier"* : les jeunes de Fortuna Babelsberg expriment à haute voix le rêve d'Olaf Scholz. Après les élections législatives du 26 septembre, le vice-chancelier et ministre des Finances d'Angela Merkel espère raccrocher le manteau de subalterne, monter en grade et prendre la place de la patronne. Olaf Scholz est convaincu d'avoir tout de suite fait les choses comme il fallait. Il a été désigné candidat de son parti dès le mois d'août 2020, un choix rapide et sans remous, bien différent du duel que se sont ensuite livré Armin Laschet (CDU) et Markus Söder (CSU) pour devenir le candidat de l'union de droite CDU-CSU. Le programme électoral du SPD – hausse d'impôts pour les plus riches, revalorisation du salaire minimum – a également été publié avant celui des autres partis. *"Le SPD est le premier dans la place"*, se réjouissait Scholz en mars, alors que ses concurrents étaient encore en pleine réflexion.

Mais pendant longtemps, il ne s'est rien passé dans les sondages. Le SPD ne décollait pas et stagnait entre 15 % et 16 %. Tout semblait devoir se jouer entre Armin Laschet, le [dauphin d'Angela Merkel], candidat de l'union CDU-CSU, et l'écologiste Annalena Baerbock. À la troisième place, Olaf Scholz semblait invisible, ce qui collait à son image : celle d'un homme solide, mais terne, le vieux "Scholzomat" ["l'Automate"] répétant toujours les mêmes formules. Et puis, les deux favoris ont commencé à se relâcher. Annalena

✎ Dessin de Balaban, Luxembourg.

Repères

Les élections de l'incertitude

●●● Jamais les conservateurs n'ont été aussi bas dans les sondages. Selon le baromètre ARD-Deutschlandtend du 2 septembre, seuls 20 % des Allemands envisagent de voter pour l'Union chrétienne-démocrate (CDU) d'Angela Merkel et pour son allié bavarois (CSU). Ils représentaient 27 % début août. Face à un Parti social-démocrate (SPD) gonflé à bloc et aux écologistes qui la talonnent, la droite craint aujourd'hui la mise en place d'une coalition gouvernementale "rouge-rouge-vert", alliant le SPD, les Verts et le parti de gauche radicale Die Linke. Cette option n'a pas été écartée par Olaf Scholz, pourtant réputé très modéré. S'il l'emporte, d'autres alternatives sont possibles, comme une alliance avec les Verts et les libéraux du FDP. Mais la perspective d'un gouvernement composé de deux partis s'éloigne. À quelques semaines des élections, le paysage politique est morcelé : plusieurs partis, comme le FDP ou le groupe d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD), dépassent les 10 % d'intentions de vote. Le départ d'Angela Merkel laisse place à l'incertitude.

Baerbock a oublié de déclarer au Bundestag certaines primes [versées par son parti], a dû rectifier plusieurs fois son CV [qu'elle avait enjolivé] et a publié un livre comportant de nombreux passages plagiés. Armin Laschet, quant à lui, a commis un faux pas lors des inondations meurtrières de juillet dans l'ouest du pays, en laissant libre cours à son hilarité pendant une déclaration du président, Frank-Walter Steinmeier, sur les lieux du drame. Et dans son livre paru en 2009, il avait également emprunté des passages à d'autres auteurs, sans indiquer ses sources.

Olaf Scholz, lui, n'a connu aucune mésaventure de ce genre. Il a distribué des milliards d'euros d'aide en réponse à la crise sanitaire, et il se montre volontiers sous un jour humain. Dans une interview au magazine féminin *Brigitte*, il a ainsi exprimé son amour pour sa femme, Britta Ernst, la ministre de l'Éducation sociale-démocrate du Land de Brandebourg.

On sait désormais que, malgré ses airs inaccessibles, le candidat du SPD aime cuisiner des Königsberger Klopse [des boulettes de viande en sauce] et faire du jogging, même s'il était autrefois allergique au sport.

Désormais, c'est lui qui domine les sondages. D'après l'institut Insa, 31 % des Allemands voteraient pour Olaf Scholz dans un suffrage direct [le chancelier est en réalité désigné par les députés, sur proposition du président fédéral]. Annalena Baerbock et Armin Laschet, quant à eux, recueilleraient respectivement 14 % et 10 % des voix. Toutefois, 36 % des personnes interrogées ne choisiraient aucun de ces trois candidats. Angela Merkel reste la plus plébiscitée, bien qu'elle ne soit pas candidate. Pour de nombreux commentateurs, c'est cette popularité qui explique l'envolée d'Olaf Scholz dans les sondages. Contrairement à Armin Laschet et Annalena Baerbock, qui ne font pas partie du gouvernement, le candidat du SPD représente de toute évidence une certaine continuité paisible avec l'ère Merkel.

Il a distribué des milliards d'euros d'aide en réponse à la crise sanitaire, et il se montre volontiers sous un jour humain.

[Le 10 août], le parti enregistrait 18 % des intentions de vote, à égalité avec les Verts. [Au 5 septembre, les sondages donnaient Olaf Scholz vainqueur de la course à la chancellerie, avec entre 23 % et 25 % des voix pour le SPD.] *«Le climat évolue lentement à notre avantage, et je mise là-dessus»*, se félicitait déjà Olaf Scholz [avant de dépasser ses adversaires]. Au siège du parti, personne ne croyait à l'époque que les sociaux-démocrates pourraient doubler l'union CDU-CSU. Mais ce n'était pas non plus indispensable. De toute façon, personne n'atteindra 40 % des voix, d'après Olaf Scholz. *«Tout porte à croire que le prochain gouvernement sera composé de trois partis»*, affirme le candidat.

Si ce scénario se concrétise, l'Allemagne sera dirigée par une coalition «feu tricolore», en référence aux feux de signalisation. Elle serait formée par le SPD [représenté par la couleur rouge], les Verts et le FDP [le parti libéral-démocrate, associé à la couleur jaune]. Au vu des sondages actuels, une telle coalition pourrait prétendre à la majorité. Pour la CDU-CSU, il ne resterait alors plus que les miettes : après seize années au pouvoir grâce à Angela Merkel, les chrétiens-démocrates se retrouveraient dans l'opposition.

—Birgit Baumann
Publié le 10 août

Les fermiers ne voteront pas écolo

En Basse-Saxe, les agriculteurs s'estiment incompris des politiques. À l'approche des élections, ils redoutent particulièrement la montée en force du parti écologiste.

—Frankfurter Allgemeine Zeitung (extraits) Francfort

Sandra Ortmann-Hoping ne préfère pas imaginer ce qu'il se passerait si les Verts prenaient les rênes du pays. *«Encore plus de règles, encore plus d'accusations... Dieu nous en garde»*, soupire cette agricultrice installée à Goldenstedt, une ville dans la région de Vechta en Basse-Saxe, au nord-ouest du pays. Avec son mari, elle dirige deux exploitations qui rassemblent plus de 240 taureaux et 1 800 porcs environ. Non loin de là, à Damme, Anna Meyer travaille sur l'exploitation laitière de ses parents. Elle non plus n'apprécie pas le programme des écologistes. *«Ils tiennent souvent des propos irréalistes sur l'agriculture, déplore-t-elle. Il leur faudrait des conseillers issus du secteur, qui sont axés sur la pratique.»* Pour elle, si les Verts ont tant de succès, c'est parce que les électeurs veulent se racheter une conscience. *«Ils ont un SUV et un jardin artificiel, mais ils votent pour un parti qui défend l'environnement»*, ironise-t-elle, avant de reconnaître qu'elle force un peu le trait.

Les Verts ne seraient pas les seuls à considérer les agriculteurs comme des pollueurs : ces derniers se sentent déconsidérés par l'ensemble de la société. De plus en plus d'Allemands expriment leur défiance face à l'agriculture traditionnelle, veulent consommer de la viande bio, voire renoncent à la consommation de produits d'origine animale. Dans cette région, ces évolutions inquiètent. C'est l'élevage porcin qui a permis à la région de Vechta et Cloppenburg de prospérer à la fin des années 1950. Ce sont le blé importé du Canada et le soja venu du Brésil qui ont permis aux habitants de se lancer dans l'élevage porcin et bovin.

L'isolement des agriculteurs ne date pas d'hier, regrette Johannes Wilking, le président de l'association des agriculteurs. *«Mais aujourd'hui, il est évident que les politiques non plus ne comprennent plus le secteur»*, analyse-t-il, citant l'exemple de la nouvelle réglementation sur le transport des veaux. Jusqu'à présent, les veaux étaient

transportés dans les élevages d'engraissement quatorze jours après leur naissance. Bientôt, il faudra attendre vingt-huit jours, les veaux devront rester plus longtemps dans leur ferme d'origine. L'idée générale n'est pas mauvaise, concède Johannes Wilking, mais après vingt-huit jours, les veaux ont perdu l'immunité acquise à la naissance.

L'éleveur reproche aux législateurs de vouloir à la fois le beurre et l'argent du beurre. *«D'un côté, il faut ouvrir les étables, mais en parallèle, il y a de plus en plus de directives demandant qu'elles restent fermées, pour éviter les nuisances olfactives»*, pointe l'agriculteur. Selon lui, les politiques cèdent à la pression de la société qui réclame plus de bien-être animal, mais sans conviction.

Ces règles viennent du ministère de l'Agriculture, dirigé par Julia Klöckner, de la CDU. Pendant des années, les agriculteurs avaient une confiance totale dans son parti. Au moment des élections législatives de 2017, 50 % des agriculteurs considéraient que les chrétiens-démocrates étaient ceux qui défendaient le mieux leurs intérêts, d'après les sondages. Aujourd'hui, ils ne sont plus que 22 %. Ce sont désormais les libéraux du FDP qui inspirent le plus confiance (30 %).

Dans la région de Vechta, la CDU a obtenu de très bons scores pendant des années : en 2017 le parti y a réalisé sa meilleure performance nationale, avec près de 60 % des voix. Les agriculteurs se détourneront-ils du parti cette fois-ci ? Sandra Ortmann-Hoping est membre de la CDU et elle est candidate aux élections municipales en Basse-Saxe, qui auront lieu avant les législatives du 26 septembre. Elle veut faire bouger les lignes dans sa commune et considère

que la CDU est le meilleur parti pour cela. Mais ça ne l'empêche pas d'être en colère contre les décisions prises à Berlin. Elle se justifie : *«Je suis pour le bien-être animal, mais il faut que nos revenus soient à la hauteur.»*

S'il est vrai que, dernièrement, le prix de la viande a légèrement augmenté, les éleveurs n'en ont pas bénéficié. Les enseignes

de hard-discount, qui sont généralement considérées comme les principales responsables de la guerre des prix, accentuent la pression sur les éleveurs. Pour répondre à la demande croissante des consommateurs, Aldi et Lidl veulent, d'ici quelques années, restreindre leur offre à la viande dite «premium», qui dispose du label «agriculture biologique» ou provient d'animaux élevés en plein air.

Il s'agit d'une bonne chose, même pour les éleveurs, n'est-ce pas ? Anna Meyer est exaspérée par cette réflexion : ce sont justement ces supermarchés qui importent aujourd'hui de la viande dont les normes en matière de bien-être animal laissent à désirer. Johannes Wilking est sceptique, lui aussi, face à cette initiative. *«Nous devons travailler davantage, mais rien ne garantit que nous toucherons plus d'argent en retour.»*

Les agriculteurs souffrent avant tout du manque de certitudes, tant sur le plan politique qu'économique. Il y a quelques jours, Johannes Wilking a reçu l'appel d'un collègue désespéré, soucieux de son avenir financier. Il conclut : *«Il faut faire des investissements colossaux, dans un contexte d'incertitude totale. De nombreux éleveurs s'inquiètent pour la survie de leur exploitation.»*

—Timo Steppat
Publié le 24 août



REPORTAGE

Ifomene
Institut de Formation à la
Médiation et à la Négociation

L'ifomene de l'Institut Catholique de Paris, créé en 1997, est la référence française en formation à la médiation.

Formations internationales

- **Diplôme Universitaire de Médiateur en contexte INTERculturel et INTERNational**
Paris, Bruxelles, Beyrouth, Abidjan... 110h de formation à travers 3 continents, pour connaître, comprendre et pratiquer la médiation en contexte interculturel et international.
Nos partenaires :
- **Certification Internationale: Mediator Skills Training (CEDR)**
Obtenir une certification internationale de médiateur et l'agrément CEDR reconnu dans le monde entier par les milieux d'affaires, comme gage de qualité pour un médiateur.
Notre partenaire :

Nouveautés

- **Executive Master Médiation et Management d'entreprise**
Médiation et management : des savoir-faire et un savoir-être à développer pour mieux prévenir et gérer les relations humaines dans l'entreprise.
Notre partenaire :
- **Diplôme Universitaire Médiation et Santé**
Devenir médiateur interne ou externe aux institutions, accompagnant à la médiation, et/ou régulateur interne, dans le monde de la santé, intégrer dans sa pratique quotidienne des outils de médiation.
- **Certificat médiation et négociation entre les entreprises**
Médiation et négociation entre les entreprises : maîtriser les meilleures méthodes et stratégies de résolution des conflits qui s'offrent aux dirigeants et managers.
Notre partenaire :

Et toujours

Diplôme Universitaire de Médiateur, Formation continue du Médiateur, Analyse de Pratique, Café de la Médiation.

Institut Catholique de Paris - Ifomene
21 rue d'Assas 75270 Paris cedex 06
Tél. 33 (0)1 44 39 52 04 / 52 01 - Fax 33 (0)1 44 39 52 07 - Courriel : contact.ifomene@icp.fr
www.icp.fr/ifomene

Établissement d'enseignement supérieur privé d'intérêt général (ESIPIG) - Association loi 1901 reconnue d'utilité publique

ICP
INSTITUT
CATHOLIQUE
DE PARIS

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

L'hymne à la Bohémie

Confondue avec la Tchétchénie, encore appelée Tchécoslovaquie par certains, la Tchéquie souffre d'un petit problème d'identité, constate l'économiste Tomáš Sedláček. Qui propose une solution insolite.

—Hospodářské Noviny
Prague

Bohémie : peu de pays dans le monde possèdent un nom comme le nôtre qui est aussi une caractéristique. Peu ont un nom qui soit significatif, et encore moins sympathique. "France" est certes un joli nom mais, en dehors du fait qu'il désigne la France, il ne signifie rien. Le Texas est le Texas, l'Autriche est l'Autriche, le Canada est le Canada. Et puis il y a la Bohémie, le nom de notre peuple. Un nom qui non seulement sonne bien, mais qui en plus signifie quelque chose : il décrit qui et ce que nous sommes. Être bohème est un mode de vie, légèrement exubérant, une manière artistique d'envisager la vie. Que ne donneraient les autres peuples pour avoir ce privilège ? Je viens de Bohémie, une terre bénie de Dieu, je suis un Bohème.

Avec ce nom, bien des choses auraient enfin un sens. Par exemple, la politique étrangère de la Bohémie. Être Premier ministre ou président de la République tchèque, c'est une chose, mais être Premier ministre ou président de la Bohémie, c'en serait une autre. Pensons à tous les maux de tête que nous épargnerions aux observateurs étrangers qui s'efforcent de comprendre notre politique si tout le monde savait qu'il s'agit d'une politique de bohème. Celle-ci prendrait alors tout son sens. Comme nous sommes incapables de nous entendre sur un nom,

l'appellation "Bohémie" réglerait le problème.

Une mission se trouve aussi dans ce nom. Être un Bohème, ne rien prendre mortellement au sérieux, se moquer de tout et de rien – et surtout de soi-même – dans toutes les circonstances. Il me semble que l'Europe et le monde en ont besoin. Si nous cherchons notre raison d'être, la vie de bohème s'offre

à nous, et le sens est automatiquement contenu dans cette idée.

Quel beau nom ce serait : la "Bohémie". Au lieu de cela, pour des raisons incompréhensibles, nous avons choisi une appellation qui ne veut rien dire, bêtement ennuyeuse : la Tchéquie. Nous nous appelons pourtant la Bohème depuis des temps immémoriaux, comme le prouve tristement le nom avec lequel le monde nous a appelés pendant l'occupation allemande : le protectorat de Bohême-Moravie. Nous devrions reprendre notre nom et ne pas l'abandonner au monstrueux régime nazi. Bohèmes nous étions, Bohèmes nous sommes, et Bohèmes nous resterons. Cette adoption du nom de "Tchéquie" s'est faite en catimini, sans le moindre débat public. Si nous, économistes, avions

Nous récupérerions à moindres frais "Bohemian Rhapsody" comme hymne officiel.

mené, par exemple, une réforme des retraites de manière aussi fourbe, le peuple entier nous serait tombé dessus. Et à juste titre. Et voilà qu'ils ont rebaptisé le pays à notre place il y a quelques années, sans que personne bronche. Il est donc temps de retrouver notre beau nom.

Argument marketing. Si nous revenions au nom de "Bohémie", nous n'aurions plus à nous soucier du marketing, tout le monde remarquerait ce changement. Il ne serait plus nécessaire d'expliquer quoi que ce soit – à quel point il y fait bon vivre et comme notre bière est bonne, combien notre politique est bizarre, nos soins de santé excellents, comment nous pouvons nous promener en toute sécurité dans les rues et le peu de soucis que nous avons... Le nom même de Bohémie englobe tout cela. Sans compter que nous récupérerions comme hymne officiel, à moindres frais et sans avoir à nous préoccuper des droits d'auteur, une des plus belles chansons que le monde connaisse : *Bohemian Rhapsody*. Cette chanson porte en elle tous les styles musicaux, de la ballade au rock en passant par l'opéra. Nous n'aurions pas à la revendiquer, cette chanson serait une évidence, elle viendrait à nous d'elle-même. À chaque fois qu'elle serait jouée, où que ce soit dans le monde, elle ferait la promotion de notre république. Non, mais dites-moi les amis, quel pays a ça ? Quel peuple ne nous envierait pas ?

Et, bien que nous soyons partout tortueusement répertoriés comme la "République tchèque" ou la "Tchéquie", rien n'est perdu, nous pouvons être rebaptisés. Je pense que ce serait un bon programme politique. Peut-être plus utile que les programmes de la plupart des partis, que personne ou presque ne se fatigue à lire. Un tel programme justifierait même de mener une campagne présidentielle : être le président de la République tchèque n'est ni très excitant ni très attrayant, mais président de la Bohémie, en voilà une perspective ! Même les enfants comprendraient. Les médias du monde entier s'intéresseraient à la campagne. Ah, c'est donc là que vivent les Bohèmes... Fini les spots de publicité kitsch sur la "Tchéquie" diffusés sur CNN. Le nom de "Bohémie" se porte de lui-même. Fièrement. Il est le seul et l'unique. Précis. C'est nous. Nous sommes les Bohèmes. Alors soyons dignes. Officiellement. La Bohémie, terre de sens. Le temps est venu de recommencer à nous appeler ainsi.

—Tomáš Sedláček
Publié le 12 août

Portrait

L'AUTEUR

Après avoir été, à 24 ans, conseiller économique du président Vaclav Havel, Tomáš Sedláček, 44 ans, compte parmi les économistes tchèques les plus en vue de ces dernières années. Docteur en philosophie, professeur d'université à Prague, où il enseigne l'histoire des théories économiques, responsable de la stratégie macroéconomique d'une grande banque, il publie chaque semaine une tribune dans le quotidien **Hospodářské Noviny**. Son livre *L'Économie du bien et du mal*, best-seller traduit en plusieurs langues, dont le français (aux éditions Eyrolles, en 2013), a grandement contribué à la popularité de ce penseur en économie qui refuse de considérer celle-ci comme une science exacte dépourvue de valeurs, préférant l'envisager comme un vaste phénomène culturel.

République tchèque, Tchéquie... ou bien Bohémie?

●●● Issue de la partition de la Tchécoslovaquie, la République tchèque, ou Tchéquie, est composée de trois régions historiques : la Bohême, la plus grande, la Moravie et une partie de la Silésie. En tchèque, la Bohême est désignée sous le nom de "Čechy", alors que son nom latin est "Bohemia". De "Čechy" découlent les mots "český" (tchèque), "Čech" (Tchèque) et "Česko" (Tchéquie). Aux yeux des Moraves et des Silésiens, cette désignation est toutefois problématique, "Čech" désignant en priorité un habitant de la Bohême. Or Moraves et Silésiens sont eux aussi considérés comme des Tchèques. En 2016, dans une volonté de disposer d'une

forme plus simple, le gouvernement a approuvé l'inscription de "Czechia" en anglais – "Tchéquie" en français – dans la base de données de l'ONU ; une version courte utilisée plus comme un équivalent que pour remplacer l'appellation officielle : République tchèque. Les Tchèques eux-mêmes utilisent indifféremment les deux noms. En revanche, même en langue tchèque, le nom "Bohémie" – dont Tomáš Sedláček fait usage dans son texte – n'existe pas. D'où le choix de laisser la version "Bohémie" dans la traduction en français. Car, à travers "Bohémie", l'auteur fait bien évidemment référence à la vie de "bohème".



MARTINI

NOUVEAU

L'APERITIVO SANS ALCOOL*

LE PREMIER APÉRITIF À BASE DE VINS, SANS ALCOOL

Notre sélection de vins blancs est désalcoolisée puis assemblée à des plantes aromatiques. Cette méthode unique permet de préserver tous les arômes et le goût de Martini.

VIBRANTE

Notes de Bergamote
de Calabria

FLOREALE

Notes de Camomille
de Pancalieri

50%
MARTINI
SANS ALCOOL*

50%
TONIC

*<0.5 % ALC./VOL PROVENANT DES EXTRAITS DE PLANTES AROMATIQUES.

BMF - RCS BOBIGNY 414 749 200

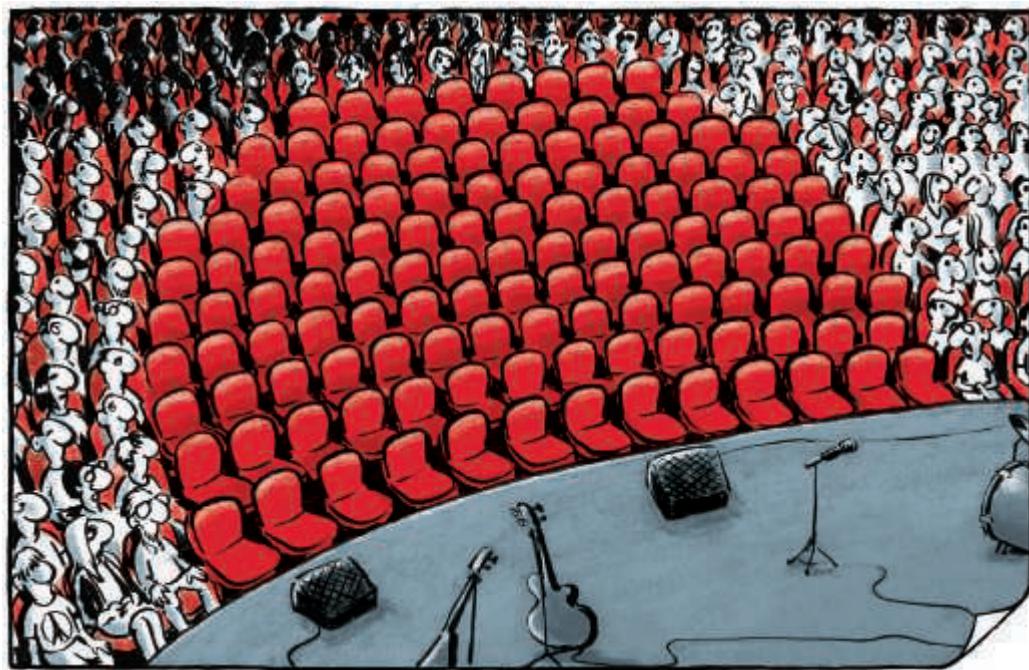
L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.



france

13 Novembre. Procès parisien, interrogations belges

Parmi les quatorze accusés qui comparaissent depuis le 8 septembre au procès des attentats de 2015, dix sont issus de la région bruxelloise. Le magazine belge *Le Vif* en fait le constat : impossible de dissocier la Belgique de l'affaire.



—Le Vif-L'Express
Bruxelles

L'ancien palais de justice de Paris, sur l'île de la Cité, s'est préparé à accueillir le mégaprocès des attentats du 13 novembre 2015. Du 8 septembre jusqu'à la fin mars 2022, la cour d'assises spéciale jugera treize logisticiens de l'État islamique – dont neuf issus de la Région bruxelloise – et le Molenbeekois Salah Abdeslam, seul survivant des auteurs directs des tueries du Stade de France, des terrasses et restaurants de Paris et de la salle de concert du Bataclan. Ce soir-là, on compta 130 morts et 413 blessés. “Aux États-Unis, il y eut un avant et un après ‘11 septembre 2001’ ; en France, il y aura désormais un avant et un après ‘13 novembre 2015’”, entame Georges Fenech dans *Le Procès* [éditions du

Rocher]. Ancien juge d'instruction et député Les Républicains (LR), il a présidé la commission d'enquête parlementaire consacrée aux attentats du 13 Novembre. “D'où vient cette barbarie ? Qui l'a commanditée ? Qui l'a exécutée ? Aurait-on pu l'éviter ? Sommes-nous aujourd'hui mieux protégés ?” Telles sont les questions qui se poseront en filigrane du procès, alors que la menace terroriste perdure et que la justice a surtout pour objectif de cerner la personnalité et les responsabilités de chacun des accusés, de décerner des peines individualisées ou des acquittements.

En Belgique, beaucoup regarderont avec inquiétude du côté de Paris. Le 16 novembre 2015, devant les députés et les sénateurs réunis en congrès à Versailles, le président François Hollande n'avait pas mâché ses

mots : “Les actes de guerre de vendredi ont été décidés, planifiés en Syrie, préparés ; ils ont été organisés en Belgique, perpétrés sur notre sol avec des complicités françaises.” Connu pour être le ventre mou de l'Europe, notre pays a longtemps fermé les yeux sur le développement d'une contre-culture islamiste, terreau fertile pour l'extrémisme religieux.

Dans un entretien au *Vif* du 8 avril 2011, Alain Winants, alors administrateur général de la Sûreté de l'État, faisait observer un risque systémique : “Je crois que le salafisme politique est quelque chose qui, sur le long terme, constitue un plus grand danger que le salafisme à tendance terroriste. Ses effets destabilisateurs se font déjà sentir maintenant : des femmes se font cracher dessus parce qu'elles ne portent pas le voile en public ; une enseignante reçoit des

coups de pied d'un enfant de 10 ans parce qu'elle donne une leçon sur la théorie de l'évolution et les parents prennent la défense de l'enfant ; des commerçants sont menacés parce qu'ils vendent de l'alcool... Dans certains milieux ou quartiers, on mène une vie totalement cloisonnée, avec des écoles, un système bancaire, des mariages, des magasins, des médias séparés... De plus, cet extrémisme peut en engendrer un autre.” Prémonitoire. L'extrême droite montrait déjà des signes de son réveil.

Sans conteste, notre pays a souvent servi de base arrière aux activités d'inspiration politico-religieuse. Au milieu des années 1990, le GIA (Groupe islamique armé), formé de combattants ayant vaincu l'Union

La Belgique a souvent servi de base arrière aux activités d'inspiration politico-religieuse.

soviétique en Afghanistan, ensablant l'Algérie et la France. Trafic d'armes et complicités terroristes alimentèrent plusieurs procès devant la 90^e chambre correctionnelle [à Bruxelles] présidée par feu Pierre Hendrickx. Le phénomène criminel était combattu par la CelTer [cellule terrorisme] de l'ancienne gendarmerie, mais ses aspects sociétaux furent négligés, malgré les alertes des services de renseignements.

La “réislamisation” menée à Bruxelles sous les auspices d'un Tariq Ramadan influença notamment l'étudiant de l'UCL [Université catholique de Louvain] Abdessatar Dahmane, avant que celui-ci ne tombe sous l'influence du “cheikh” molenbeekois Bassam Ayachi et n'assassine le commandant Massoud, avec un compatriote tunisien, le 9 septembre 2001. Hassan El-Haski, le cerveau présumé des attentats de Madrid (près de 200 morts en 2004) résida à Molenbeek, en s'appuyant sur les relais du GICM (Groupe islamique combattant marocain) à Maaseik. L'assassin du Musée juif de Belgique, Mehdi Nemmouche, trouva appui à Bruxelles (2014), de même qu'Ayoub El-Khazzani, l'auteur de l'attentat raté contre le Thalys (2015). Quant à Amedy Coulibaly, l'assaillant de l'Hyper

Cacher de la porte de Vincennes [à Paris], il s'était procuré ses armes dans la capitale [belge]. Le 28 août, *Le Monde* a divulgué le rapport de juin 2017 du Comité permanent de contrôle des services de police qui détaille tous les “ratés de la police belge”. Une succession de manquements tragiques qui avaient déjà percolé dans la presse belge. [Courrier international fait partie du groupe Le Monde.]

“Prétendre que la Belgique serait responsable de tout est inexact et n'exonère pas la France de ses propres faillites, pose cependant Georges Fenech. Ce qui est en cause, que ce soit en Belgique, en France ou dans le reste de l'Union européenne, c'est l'implantation dans nos banlieues et nos cités de l'ultracommunautarisme associé à un système mafieux protégeant une économie souterraine, alimentée par les trafiquants en tout genre sous la férule de narco-islamistes. Un système où les services publics ont quasiment disparu, où la plupart des élus ont baissé les bras, où les forces de police sont prises pour de la chair à canon.”

Conçu au parquet général de Bruxelles, appliqué par la Police judiciaire fédérale et de nombreux autres services de l'État (urbanisme, inspection sociale, auditorat du travail...), le programme baptisé Plan Canal fut [lancé en 2011 dans sept communes bruxelloises et] amplifié après les attentats de Paris. Il consistait à lutter administrativement contre le laxisme dont avaient su tirer profit les terroristes. Toutes les petites sociétés et associations de Molenbeek et des environs furent contrôlées. Il y eut du porte-à-porte pour lister les vrais résidents (environ 10000 radiations s'ensuivirent) ; on tenta de s'attaquer simultanément à la subdivision des immeubles [en espaces de sous-location non réglementaires], au trafic de drogue et à l'extrémisme. Car les groupes de Molenbeek et de Laeken qui ont organisé ou exécuté les attentats de Paris disposaient à Bruxelles d'une “base de repli”, comme le plaide Najim Laachraoui [artificier des attentats du 13 Novembre], la veille de se faire exploser à l'aéroport de Zaventem [le 22 mars 2016 à Bruxelles].

L'acte d'accusation le rappellera : les attentats ont été

✎ *Dessin de Bénédicte paru dans 24 Heures, Lausanne.*

revendiqués par l'État islamique, alors dirigé par le calife autoproclamé Abou Bakr Al-Baghdadi, abattu en 2019 par les forces spéciales américaines. Son adjoint et porte-parole, Abou Mohammed Al-Adnani, a été éliminé en 2016 par un drone américain.

Le troisième homme le plus important de cette sinistre hiérarchie, le Belgo-Marocain Oussama Atar, est toujours visé par un mandat d'arrêt international et figure au nombre des accusés jugés par défaut, faute de preuve formelle de sa mort, mais il aurait également été tué en Syrie en 2017. Un temps éclipsé par la figure d'histrion d'Abdelhamid Abaaoud, on sait aujourd'hui que c'est lui qui dirigeait la cellule des opérations extérieures de Daech qui a projeté les attentats en France et en Belgique, au départ de Raqqa, capitale de l'État islamique (Syrie). Alors qu'il avait été emprisonné en 2005 dans les prisons américaines d'Irak pour des activités terroristes

en lien avec Al-Qaida, les autorités belges, soutenues par une campagne d'opinion, ont fait des pieds et des mains pour le libérer dans l'espoir de le retourner et d'en faire une taupe ou un appât. Évanoui ensuite dans la nature [après son retour en Belgique en 2012], il a constitué ses équipes de tueurs en puisant largement dans le vivier de Laeken - dont ses cousins Ibrahim et Khalid El Bakraoui, gangsters violents décédés dans les attentats kamikazes de Paris et de Bruxelles -, en recrutant l'ancien étudiant fanatisé de l'ULB [Université libre de Bruxelles] Najim Laachraoui et le délinquant Abdelhamid Abaaoud, mort durant l'assaut de sa planque à Saint-Denis. Il confia à ce dernier la direction opérationnelle des attentats. Abaaoud fit appel à ses amis d'enfance de Molenbeek, notamment les frères Brahim et Salah Abdeslam, ainsi que Mohamed Abrini.

Le tableau est donc accablant. Parmi les treize logisticiens qui

comparaîtront devant la cour d'assises spéciale de Paris, neuf sont des Maroco-Belges, selon la formulation utilisée par Georges Fenech, l'ancien président de la commission d'enquête française. Outre Abdellah Chouaa, Mohamed Amri et Ali Oulkadi,

Oussama Atar a constitué ses équipes de tueurs en puisant dans le vivier de Laeken.

qui ont apporté une aide ponctuelle mais, selon les juges, sans savoir qu'elle s'inscrivait dans un projet terroriste, on retrouvera sur le banc des accusés Mohamed Abrini (36 ans, multirécidiviste de droit commun au service de Salah Abdeslam, mais qui ne s'est pas fait exploser à Zaventem), Hamza Attou (27 ans, qui a exfiltré Salah Abdeslam après les attentats de Paris), Mohamed Bakkali (34 ans, qui a loué des véhicules et des

appartements pour les futurs terroristes), Ali El-Haddad Asufi (36 ans, qui a acheté des fusils d'assaut à Amsterdam), Yassine Atar (35 ans, trafiquant de drogue, associé à l'organisation de son frère aîné, Oussama) et, enfin, Farid Kharkhach (39 ans, fournisseur de faux documents administratifs). Les quatre autres logisticiens sont d'origine syrienne (Osama Krayem, qui a renoncé à l'attentat suicide au métro Maelbeek), tunisienne (Sofien Ayari, déjà condamné à Bruxelles pour la fusillade de la rue du Dries pendant la cavale de Salah Abdeslam), algérienne (Adel Haddadi) et pakistanaise (Muhammad Usman). Ces deux derniers, mêlés au flot des réfugiés de 2015, auraient dû faire partie du commando du Stade de France.

Les commanditaires des attentats, de même que leurs dirigeants opérationnels ou leurs auteurs directs, ne seront pas jugés, puisqu'ils ont péri en

déclenchant leur ceinture d'explosifs lors d'assauts policiers ou sous les frappes de la coalition internationale. Seul des douze djihadistes missionnés, Salah Abdeslam, 31 ans, comparaitra dans sa troublante singularité, à la fois chef logisticien omniprésent sur le terrain européen et terroriste défaillant. Sa ceinture explosive n'a pas fonctionné, a-t-il confié à sa mère et à ses comparses qui le ramenaient de Paris. La revendication de Daech évoquait un attentat dans le 18^e arrondissement, où il aurait dû normalement s'immoler. Incarcéré à la prison de Bruges, il a pu communiquer avec Mehdi Nemmouche, qui y attendait son procès. Depuis, Salah Abdeslam a pris une pose religieuse intransigeante. Comme Osama Krayem et Mohamed Abrini, il est pourtant de ceux qui ont vu s'entrouvrir les portes du paradis et tourné le dos à l'enfer. Pourquoi ?

—Marie-Cécile Royen

Publié le 2 septembre

L'ovni israélien

LE PARISIEN

Fulgurant et radical

LES INROCKUPTIBLES

LES FILMS DU BAL, KOMPLIZEN FILM ET PIE FILMS PRÉSENTENT

AVSHALOM POLLAK NUR FIBAK

LE GENOU D'AHED

UN FILM DE NADAV LAPID



PRIX DU JURY
FESTIVAL DE CANNES
SÉLECTION OFFICIELLE 2021



AU CINÉMA LE 15 SEPTEMBRE



—Le Soir *Bruxelles*

a choisi de donner la preuve de son savoir-faire et de se présenter comme un “pourvoyeur de sécurité”, effaçant ainsi les critiques qui avaient accompagné ses interventions répétées au Congo. Le succès remporté au Mozambique par le contingent rwandais, un mois après son arrivée, n’a pas fini de faire couler de l’encre : c’est le 12 août en effet que la cité portuaire de Mocimboa da Praia a été reprise aux djihadistes par des éléments des Rwanda Defense Forces (RDF) aux côtés de militaires

[illegible]

ALGÉRIE - MAROC

Otages d'un conflit de voisinage

La rupture des relations diplomatiques entre les deux États inquiète les travailleurs marocains installés sur le sol algérien. Témoignages.



—Middle East Eye
(extraits) Londres

On a tous pensé à la crise de 1975, bien sûr, en espérant ne pas revivre la même chose... L'annonce par l'Algérie, mardi 24 août, de la rupture de ses relations diplomatiques avec le Maroc au nom d'"actes hostiles incessants" a fait remonter chez Mohsen, 34 ans, un Marocain installé en Algérie, un traumatisme collectif.

Le 18 décembre 1975, le président algérien Houari Boumédiène décidait d'expulser d'Algérie tous les ressortissants marocains [pour protester contre l'invasion du Sahara occidental par le Maroc, consécutive au retrait espagnol]. Après la rupture des relations diplomatiques par Rabat en 1976, plus de 350 000 Marocains ont été renvoyés d'Algérie.

Il faudra attendre 1983 pour que la libre circulation soit rétablie pour les résidents des deux pays, et qu'un accord sur la libre circulation progressive des personnes et des biens, ainsi que l'ouverture des lignes aériennes et ferroviaires, soit signé.

"Je pense à mes amis mariés qui doivent nourrir leurs enfants, et aux couples algéro-marocains. Ça va être un calvaire pour eux. J'espère qu'ils ne seront pas chassés, que ça ne se reproduira pas", confie à Middle East Eye cet artisan de Fès, qui a choisi de s'établir en Algérie en 2018 après avoir découvert la côte algérienne et, surtout, les perspectives de travail dans le domaine de la construction.

Selon le Centre de recherche algérien en économie appliquée pour le développement (Cread), environ 45 000 Marocains vivaient en Algérie au début des années 2010. S'ils sont officiellement recensés, les chiffres ne sont pas rendus publics. Ils ne tiendraient de toute manière pas compte des Marocains venus illégalement en Algérie, comme Mohsen, pour travailler.

Aareb, lui, est artisan décorateur d'intérieur. À 37 ans, ce Marocain originaire de la ville de Fès, dans le nord-est du Maroc, dit avoir vécu plus de temps en Algérie que dans son pays natal. "Je suis arrivé il y a presque quinze ans et je me suis installé à Mila [dans l'est de l'Algérie], raconte-t-il. Dans mon pays

natal, je leur dis que le Maroc est ma mère biologique et l'Algérie ma mère adoptive. J'ai fait ma vie ici, et, à l'exception de ma famille, je n'ai presque plus rien au Maroc."

Aareb souligne qu'à l'instar de nombreux Marocains installés en Algérie, il n'a pas le droit à un certificat de résidence. Depuis plus de dix ans, il se rend tous les quatre-vingt-dix jours chez lui pour pouvoir renouveler son permis de séjour en Algérie. Ces navettes pénibles lui permettent de revoir sa femme, restée à Fès.

"J'espérais trouver une solution et faire venir ma femme. Je ne suis pas politisé, je ne sais pas ce qui se passe. Je travaille toute la journée sur des chantiers de bâtiments, et, Dieu merci, on ne cesse de solliciter mes services depuis que je suis arrivé, insiste-t-il. Un ami m'a appelé pour me donner la nouvelle. Sous le choc, j'ai raccroché, fait mes ablutions et ma prière et demandé à Dieu que la situation n'empire pas, que je ne sois pas expulsé et que je puisse trouver une solution pour vivre auprès de ma femme."

Ismail Farih, youtubeur, pensait s'établir en Algérie et y fonder une famille. Pour lui, les tensions politiques entre les deux pays n'étaient que "des nuages passagers". Il attendait et croyait en une proche accalmie. Depuis quelques années, ce Fassi [de Fès] de 25 ans tente de "rapprocher les deux peuples frères" et de "les aider à dépasser les préjugés".

"J'ai compris qu'il y avait des tensions entre les deux pays lorsque j'ai décidé, en avril 2017, de suivre mon frère et de venir travailler en Algérie. Je suis décorateur d'intérieur, comme mon frère. Et ce métier est très recherché en Algérie, beaucoup plus qu'il ne l'est chez nous. Je n'ai rencontré aucune difficulté à m'intégrer en Algérie, car nous avons plus de choses en commun que de différences", affirme-t-il.

Il a alors décidé de convertir sa chaîne YouTube naissante consacrée à la musique en chaîne de découverte des cultures et des coutumes des deux pays voisins. "J'ai constaté que les Algériens étaient friands de tous les contenus liés au tourisme et à l'aventure. Alors j'ai décidé de travailler sur ce genre de contenus dans le but de rapprocher les deux peuples. J'ai plus de 150 vidéos sur ma chaîne aujourd'hui!"

Mourad, artisan plâtrier installé à Skikda depuis 2006, se

dit lui aussi "très heureux en Algérie". "Il y a beaucoup de travail. Je me sens épanoui professionnellement. Ce qui me manque, c'est ma femme et mes deux enfants", soupire ce quadragénaire originaire du nord-est du Maroc. D'autant plus que, avec la pandémie et la suspension des lignes aériennes, Mourad n'a pas vu les siens depuis "un an, sept mois, treize jours et douze heures".

À l'instar d'Aareb, Mourad espère ramener sa femme et ses enfants en Algérie pour y vivre et réserver les séjours au Maroc pour ses vacances. "Je sais que l'Algérie et le peuple algérien n'ont aucun problème avec le

"Le Maroc est ma mère biologique et l'Algérie ma mère adoptive."

Aareb, 37 ANS, MAROCAIN
INSTALLÉ EN ALGÉRIE

peuple marocain, assure-t-il. Les questions politiques me dépassent, je n'aime pas me prononcer sur ces sujets. Notre prophète Mahomet nous a dit que l'être humain appartient au pays qui le nourrit, et moi, depuis 2006, c'est l'Algérie qui me nourrit. Je ne connais pas la politique, mais l'Algérie doit sûrement avoir ses raisons de faire ce qu'elle a fait."

Mohamed, 21 ans, étudiant en génie électrique et énergétique à Oran, ne partage pas cet avis. "J'espérais qu'un jour la frontière terrestre serait rouverte. Autant dire que l'annonce de la rupture entre Alger et Rabat m'a mis en colère. Je ne la comprends pas!" confie-t-il. En raison de la pandémie, cela fait presque deux ans qu'il ne s'est pas rendu au Maroc pour voir sa famille.

Mohamed admet pourtant qu'il s'est toujours senti bien à Oran, où ses collègues et les personnes qu'il connaît lui témoignent bienveillance et sympathie. "Parfois, lorsque les gens apprennent que je suis Marocain, ils me traitent mieux que leurs concitoyens. Il m'arrive souvent d'être invité par mes collègues et leurs familles à dîner ou à passer la nuit. Je n'ai jamais rencontré le moindre problème. Je regrette juste ces différends politiques qui affectent le plus ceux qui, comme nous, sont coincés au milieu..."

—Leïla Hammoudi
Publié le 26 août

Contexte

●●● La suspension des relations diplomatiques de l'Algérie avec le Maroc, annoncée le 24 août par le ministre des Affaires étrangères algérien, fait franchir un nouveau palier dans ce que le site **Algérie Part** nomme une "guerre froide" entre les deux pays, voisins autant que rivaux. Depuis les années 1970, la question du Sahara occidental est au cœur de ce rapport conflictuel. Le 10 décembre 2020, l'un des derniers actes diplomatiques de Donald Trump fut de faire reconnaître par Washington la souveraineté marocaine sur la région, en échange de la normalisation des relations du Maroc avec Israël. Une opération qui se fait aux dépens d'Alger, soutien des groupes indépendantistes locaux. L'Algérie a depuis multiplié les accusations contre le Maroc, accusant notamment son voisin d'avoir contribué aux terribles incendies qui ont touché le nord du pays cet été. Les répercussions de cette situation seront d'abord économiques, estime **Middle East Eye**, qui constate que les échanges commerciaux entre les deux pays ont été divisés par trois depuis 2014.

SOURCE



MIDDLE EAST EYE

Londres, Royaume-Uni
middleeasteye.net

Fondé en février 2014, Middle East Eye est un site d'information panarabe installé à Londres. Grâce à un large réseau de correspondants, il couvre 24 pays et aborde des sujets politiques, économiques et sociaux.



amériques

Colombie. L'héritage de Luis Carlos Galán reprend vie

Ce candidat centriste avait été assassiné en 1989, alors qu'il était le favori de l'élection présidentielle. Aujourd'hui, ses fils relancent son parti en vue du scrutin de 2022, suscitant un espoir d'alternance.

—El País América Mexico

Que se serait-il passé si Luis Carlos Galán n'avait pas été assassiné ? Depuis trente-deux ans, chaque 18 août, la presse colombienne se pose cette question. Admettons donc qu'en cette année 1989, le candidat [centriste] qui avait les plus grandes chances de l'emporter à la présidentielle de 1990 n'ait pas été abattu par balles sur l'estrade d'où il allait donner un meeting dans la municipalité de Soacha, au sud de Bogotá. Et, à partir de là, imaginons ce qu'aurait pu être l'héritage du "président" Galán. Cet après-midi d'août, l'homme qui incarnait un espoir unique pour des millions de Colombiens a trouvé la mort, et un mythe naissait. "Ça a été une frustration générationnelle", résume Daniel Samper, 76 ans, journaliste et ami de l'homme politique.

Défi immense. L'an prochain, la donne aura peut-être changé. La justice vient en effet de ressusciter le Nouveau libéralisme (NL), le parti fondé par Luis Carlos Galán, après une bataille livrée par ses fils et quelques militants de la première heure. Galán est mort moins d'un an avant l'élection de 1990 et, aujourd'hui, à presque un an de la présidentielle de 2022 – premier tour le 29 mai –, ses fils cherchent à faire revivre son esprit. Le défi est immense, étant donné la fragmentation et l'hyperpolarisation de l'échiquier politique colombien.

"Mon père incarnait un espoir, et cet espoir a été assassiné avec lui", assure Juan Manuel Galán, l'aîné

des deux fils, 49 ans. Aujourd'hui, nous vivons comme une renaissance après cette décision judiciaire. C'est une immense responsabilité, mais nous n'avons pas peur." Les fils de Galán multiplient ces jours-ci les apparitions médiatiques, en essayant de réunir autour d'eux des soutiens. Les Galán font partie de tout un pan de la société colombienne convaincu que la Colombie est mûre pour le centre.

L'"uribisme" [du nom d'Alvaro Uribe, président de la Colombie entre 2002 et 2010, dont le président actuel, Iván Duque, est un fidèle] est au creux de la vague, après deux décennies à présenter des présidents de la droite la plus dure. Et la gauche souffre de la surexposition de Gustavo Petro [arrivé au second tour de l'élection présidentielle en 2018], jugé d'extrême gauche par une grande partie de la société colombienne. Un beau créneau pour une poignée de partis et de candidats qui restent à définir. Le Nouveau libéralisme compte bien se faire une place, même si le centre gauche est pour l'instant privé de leaders.

L'objectif du nouveau parti est d'attirer deux générations unies par la frustration. Ces Colombiens que Luis Carlos Galán avait laissés orphelins politiquement ont pris une part importante aux manifestations qui ont paralysé le pays entre avril et juin. "Je

propose d'ouvrir la porte à ces personnes qu'on a vues défiler, en désaccord avec le système", lance Carlos Fernando Galán – le cadet, 44 ans. "Les paysans, les femmes, les jeunes, les victimes [de nombreux crimes impunis], le mouvement LGBT", précise Juan Manuel. La journaliste María Elvira Samper pense que leur défi est, précisément, "de devenir le point de convergence des jeunes et de ces gens qui se sont éloignés du Parti libéral, tout en montrant qu'il est possible de faire de la politique loin du clientélisme, de la corruption et du messianisme". Un défi à relever dans l'ombre immense du père, assassiné à l'âge de 45 ans. "Le 'galanisme' en tant que force morale n'existe pas, estime Daniel Samper. Il a valeur d'exemple, mais il n'a pas suscité de mouvement."

Outre Luis Carlos Galán, d'autres leaders et fondateurs du Nouveau libéralisme ont été assassinés ces années-là, de sorte que bon nombre de ses militants et de ses candidats se sont retirés de la vie politique ou ont adhéré à d'autres partis. Le Nouveau libéralisme était né en 1979 sous les auspices de Galán, qui avait alors quitté le Parti libéral. Il est le premier à avoir osé dénoncer la corruption, le clientélisme, les liaisons dangereuses du

narcoterrorisme avec la politique. "C'était un homme droit, courageux, honnête, très intelligent, il ne lui manquait qu'un petit peu de méchanceté", poursuit Daniel Samper. Le narcotrafiquant le plus célèbre de l'époque, Pablo Escobar, a voulu faire partie du Nouveau libéralisme, mais Galán lui a fermé la porte. Sa manière de faire de la politique et son refus de traiter avec le narcotrafic devaient lui coûter la vie en cette année 1989. Une année que les Colombiens aimeraient bien oublier, marquée par une série d'attentats.

"Il faut des coalitions". Les frères Galán ont beau être jeunes, ce ne sont pas de petits nouveaux en politique. L'un et l'autre ont occupé différents postes et se sont présentés à des élections sous différentes étiquettes. "Ce sont des garçons intelligents, bien préparés, reconnaît Samper. Mais il existe peu de gens comme leur père. Leur comportement est irréprochable, mais je ne crois pas qu'ils arriveront à fédérer un mouvement qui puisse amener [l'aîné ou le cadet] à la présidence." Carlos Fernando a été candidat à la mairie de Bogotá en 2019, et Juan Manuel était jusqu'à présent précandidat à la Coalition de l'espoir, l'union du centre.

Gustavo Petro les a invités à s'asseoir autour d'une table. "Il n'est plus possible qu'un seul parti remporte les élections, il faut que ce soit des coalitions", assure la journaliste María Elvira Samper. Quand on leur demande

où ils seront à la prochaine échéance électorale, les frères Galán répondent qu'ils veulent chercher leur identité et se présenter en "soldats" d'un parti encore à venir, qui devra trouver ses leaders.

Tandis qu'ils se cherchent, les deux hommes profitent de l'aura médiatique que leur a donnée la décision de justice. "Je suis convaincu que mon père nous regarde, conclut Carlos Fernando. J'espère qu'il nous guidera."

—Inés Santaeslalia

Publié le 15 août

Contexte

Des espoirs à gauche

Entre avril et juin, la Colombie a été secouée par une immense vague de révolte sociale qui pourrait bien rebattre toutes les cartes de la politique du pays. L'élément déclencheur a été un projet de réforme fiscale qui aurait permis – selon le gouvernement de droite – de financer la lutte contre la pandémie de Covid-19. Même si ce projet a été très vite retiré, les manifestations n'ont pas cessé, faisant des dizaines de morts et de disparus. Le mot d'ordre, bien que confus, visait principalement le président Iván Duque, "héritier" d'une longue série de chefs d'État conservateurs. Ce mouvement social inédit changera-t-il le paysage politique à moins d'un an de l'élection présidentielle de mai 2022 ? Le leader de coalitions de gauche, Gustavo Petro, ancien maire de Bogotá mais deux fois malchanceux aux présidentielles de 2010 et 2018, souhaite profiter du mouvement social de ce printemps. L'irruption du centre gauche, via les fils de Luis Carlos Galán, pourrait lui faire de l'ombre. Sans compter la candidature surprise, annoncée le 27 août, d'Alejandro Gaviria, un universitaire et intellectuel respecté (dans les milieux urbains), clairement situé à gauche. **El País América** présente cette candidature comme une "bouffée d'oxygène", d'autant qu'elle pourrait se conjuguer avec la renaissance du Nouveau libéralisme, même si, précise le site, Alejandro Gaviria "est encore loin d'une véritable carrière présidentielle".



Avec Open, on a tout à gagner à être en famille.

Série Limitée
Pack Open 70 Go

29€99
/mois

pendant 12 mois
puis 63,99 €/mois

Soit pour les nouveaux clients Orange : remises immédiates de 14 €/mois⁽¹⁾ et remboursement différé de 5 €/mois pour l'internet avec changement d'opérateur⁽²⁾ et de 15 €/mois pour le mobile.

Fibre + TV UHD + Fixe + Forfait mobile 70 Go
et ajoutez jusqu'à 4 forfaits mobiles à prix avantageux.⁽³⁾

Offre soumise à conditions du 19/08/2021 au 02/02/2022 réservée aux particuliers en France métropolitaine, valable sous réserve d'éligibilité, sur réseaux et terminaux compatibles. Engagement 12 mois. Location Livebox nécessaire, 3 €/mois inclus. Frais de résiliation : 50 €. Frais d'activation du décodeur : 40 €.

⁽¹⁾ Remises immédiates de 9 €/mois le Bon Plan et de 5 €/mois la remise La Fibre au prix de l'ADSL. ⁽²⁾ Remboursement différé sur facture de 5 €/mois pour les nouveaux clients internet avec changement d'opérateur après le 19/06/2021 et de 20 €/mois pour le mobile. Détails et formulaire sur odr.orange.fr

⁽³⁾ Perte de l'avantage en cas de : changement d'offre, résiliation du Pack Open, demande de suppression du remboursement par le client Pack Open.

orangeTM



Birmanie. Face à la junte, que font les moines?

Dans le passé, le clergé bouddhique a souvent été en première ligne de la contestation. Courtisé des années durant par l'armée birmane, il apparaît plus divisé depuis le coup d'État de février.



—Nikkei Asia (extraits) Tokyo

Dans les jours qui ont suivi le coup d'État du 1^{er} février en Birmanie, les réseaux sociaux ont été inondés de scènes de manifestants en colère contre la brutalité des forces de sécurité. Parmi elles figuraient des photos de moines bouddhistes, souvent debout en silence avec des bougies ou défilant avec des pancartes dénonçant la junte.

Mais les moines ont joué un rôle beaucoup moins important dans les événements de cette année que lors des mouvements précédents contre les militaires [notamment en 1988 et en 2007]. Ils étaient alors en première ligne, preuve du rôle qu'ils jouent dans la vie des Birmans et de leur engagement auprès de la population contre une armée qui s'accroche au pouvoir depuis les soixante dernières années.

Les moines ont joué un rôle clé dans le soulèvement de 1988 [environ 10 000 personnes sont mortes dans la répression qui a suivi] et figuraient parmi les meneurs de la "révolution safran" de 2007 [à la suite de l'augmentation des prix de l'énergie],

ainsi nommée en raison de la couleur de leurs robes. Le clergé bouddhiste a beau avoir pour consigne de ne pas s'impliquer dans les affaires du monde, son militantisme politique en Birmanie remonte à la lutte pour l'indépendance vis-à-vis du Royaume-Uni, en 1948. Cette fois-ci, cependant, face à l'éviction par l'armée du gouvernement civil démocratiquement élu, les 500 000 moines birmans semblent divisés.

Stigmatiser les musulmans. C'est que les temps ont changé. Après la répression contre les moines en 2007, les militaires ont courtisé, infiltré et en partie coopté les instances du bouddhisme. Leur but? Se positionner comme les défenseurs du bouddhisme contre ses ennemis, ou ceux qui sont perçus comme tel, notamment la minorité musulmane du pays. Bien avant le coup d'État, les militaires et certains moines surfaient déjà sur une tendance xénophobe latente pour s'en prendre aux musulmans et aux autres minorités. Un vieux slogan ultranationaliste avait ainsi été remis au goût du jour : "Être birman, c'est être bouddhiste."

Des violences communautaires ont suivi, et ont atteint leur paroxysme en 2017 avec une campagne militaire impitoyable menée contre les musulmans Rohingyas dans le nord de l'État d'Arakan, qui a poussé environ 750 000 réfugiés vers le Bangladesh voisin. Certains moines influents ont cautionné les massacres de l'Arakan, décrivant les musulmans comme des "chiens enragés" et des "cannibales" cherchant à éradiquer le bouddhisme, religion pratiquée par 90 % des Birmans.

"Ces dix dernières années, les liens entre les militaires et de nombreux moines bouddhistes se sont renforcés", explique Benedict Rogers, du groupe de défense des droits de l'homme Christian Solidarity Worldwide, une association qui défend la liberté religieuse et les minorités religieuses persécutées. "Malheureusement, les moines bouddhistes ultranationalistes soutiennent le coup d'État ou, du moins, sont partagés."

La junte courtise le sangha [la communauté bouddhiste], rénove des monastères, organise des activités religieuses et verse des dons très généreux à certains moines. Un mouvement lancé avant le coup d'État et qui se poursuit depuis lors. L'un des projets préférés de l'instigateur du coup d'État, le général en chef Min Aung Hlaing [qui dirige de facto le pays depuis le 1^{er} février], est d'ériger une représentation géante de Bouddha dans la capitale, Naypyidaw, ce qui serait la plus grande statue de marbre du monde, selon les médias officiels. Une cérémonie grandiose sur le site, à laquelle ont assisté le général et des moines importants, a eu lieu le 26 mars – le lendemain d'affrontements durant lesquels les soldats avaient tué neuf manifestants.

Il est difficile d'évaluer la proportion de moines qui soutiennent les généraux, de ceux qui se tiennent éloignés de la politique et de ceux qui s'opposent fermement au régime militaire. Sur plus de 7600 civils arrêtés à ce jour, seuls 29 étaient des moines, selon l'Association indépendante d'assistance aux prisonniers politiques. Deux d'entre eux ont été condamnés à des peines d'emprisonnement.

Dans un rapprochement interreligieux et ethnique inédit, c'est un chrétien de la minorité chin, connu seulement sous le nom de "Dr Sasa", qui a été nommé ministre et porte-parole international du gouvernement parallèle formé par des opposants au régime. "Ce coup d'État militaire a affaibli les ultranationalistes, les groupes antimusulmans et leurs organisations, car désormais les gens ne croient plus à la propagande des militaires et de leurs marionnettes contre les autres ethnies et religions", soutient Agga Wuntha, un moine influent de Mandalay et à la tête des manifestations. Il est accusé de crimes par la junte. S'exprimant depuis un lieu tenu secret, Agga Wuntha a présenté ses excuses aux Rohingyas pour ne pas les avoir suffisamment aidés pendant

leur calvaire. "Quand quelqu'un souffre de la brutalité des militaires, nous souffrons aussi", précise-t-il.

Cependant, ces sentiments ne sont pas partagés par tous les moines. Sitagu Sayadaw, l'un des moines les plus respectés du pays, était autrefois un fervent critique de l'armée, mais il a récemment noué des liens étroits avec Min Aung Hlaing. Ce moine de 84 ans a déclaré à des officiers militaires que la violence contre les musulmans se justifiait dans certains cas.

Selon le site d'information indépendant birman The Irrawaddy, Kovida, un autre chef religieux très en vue, a également des liens avec le général et sa femme, et a fourni aux putschistes des prédictions astrologiques pour organiser au mieux la prise de pouvoir. Une pratique courante parmi les dirigeants politiques birmans.

Moines âgés et conservateurs. En mars, le comité d'État Sangha Maha Nayaka, un organisme nommé par le gouvernement et dont les membres appartiennent aux hautes instances du bouddhisme birman, a appelé à la fin des violences. Mais il s'est abstenu de toute critique à l'égard des auteurs du coup d'État. Le comité, créé pour réglementer le sangha, a été utilisé par le gouvernement pour mettre un frein à l'engagement politique des moines. Il est composé de moines âgés et conservateurs qui bénéficient de nombreux privilèges.

Certains chercheurs pensent qu'au fond le clergé bouddhique s'attache plus à protéger la religion que les idéaux démocratiques. Le theravada, la branche dominante du bouddhisme en Asie du Sud-Est, entretient historiquement une relation plus étroite avec les rois qu'avec les dirigeants élus.

"Les moines et leur bouddhisme conservateur et populaire risquent-ils de mettre en péril la démocratie?" s'interroge Paul Fuller, spécialiste du bouddhisme à l'université de Bath Spa, en Angleterre. Les messages importants dans les cortèges viennent de la jeune génération. Une génération qui rassemble au-delà des différentes cultures religieuses et qui reconnaît qu'un génocide contre les Rohingyas a eu lieu."

Les moines qui appartiennent au camp prodémocratique, souvent des jeunes, sont tout aussi vulnérables et courageux que les autres manifestants [plus d'un millier de personnes auraient été tuées depuis le coup d'État]. "Nous ne savons pas si les militaires vont nous flatter ou nous torturer, dit Agga Wuntha. Nous vivons dans la peur."

Les militaires sont passés maîtres dans l'art de diviser pour mieux régner, mais Benedict Rogers estime l'optimisme possible, car le coup d'État a fait naître la vision d'un avenir démocratique pour une Birmanie où régnerait une pluralité ethnique et religieuse.

—Denis D. Gray
Publié le 28 août

Chez Rutabago, pas de livraison *prime*, seule la **qualité** de nos **produits** **prime !**

Nos menus sont bio, gourmands,
équilibrés et livrés directement chez vous
avec rutabago.com.

30€ offerts* sur la 1^{ère} commande
avec le code **COURRIER30**

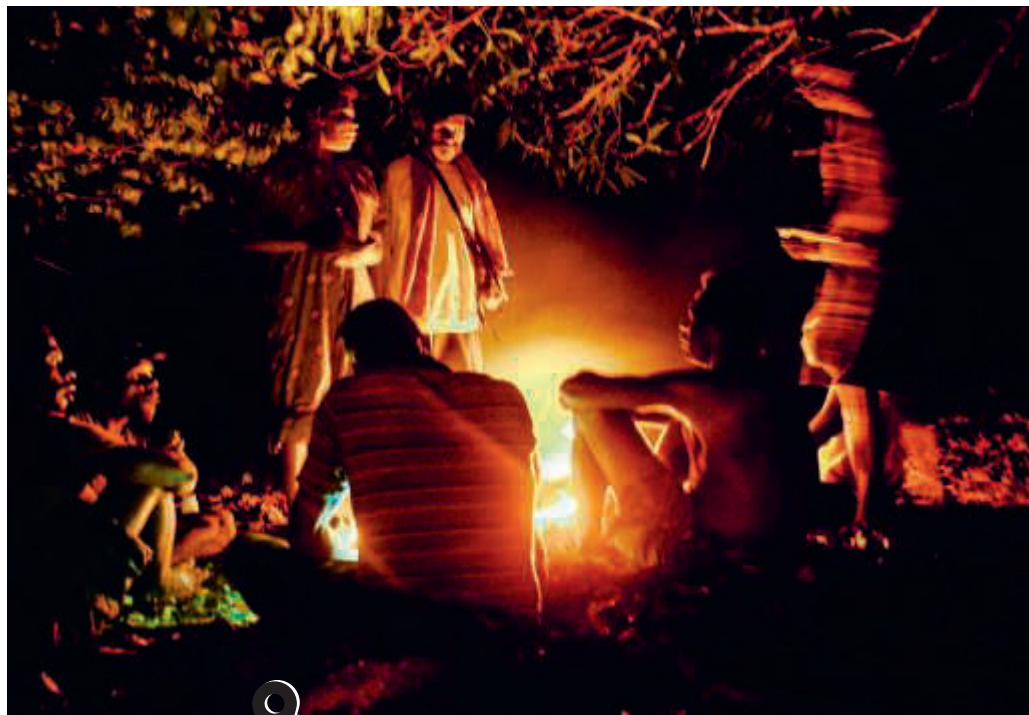
*Offre valable jusqu'au 30/09/2021 réservée exclusivement aux nouveaux clients.
Abonnement hebdomadaire flexible et sans engagement.



PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE

Les mots de la tribu

Lors d'un voyage en pirogue sur la mer d'Arafura, l'écrivain voyageur indonésien Agustinus Wibowo prend conscience de l'importance de la langue et de la terre pour les Papous.



☞ Feu de camp pour passer la nuit sur la plage de l'île de Strachan, en 2014.

Photo Agustinus Wibowo

SÉRIE 3/4
MON VOYAGE
CHEZ LES PAPOUS

Durant quatre semaines, *Courrier international* vous emmène à la découverte de la Papouasie-Nouvelle-Guinée avec l'écrivain voyageur indonésien Agustinus Wibowo, qui tient un feuilleton quotidien de son périple dans le journal **Kompas**.

—Kompas (extraits) Jakarta

En fin d'après-midi, notre pirogue quitte Ber et se dirige vers Tais, le village natal de Sisi et des autres passagers de notre embarcation, à environ 30 kilomètres [sur la côte sud de la Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG)]. La mer n'est pas aussi féroce que la veille. Au moment où la nuit commence à tomber, nous arrêtons de naviguer et cherchons un endroit pour dormir à la belle étoile. Nous poursuivrons notre voyage demain matin.

Alors que nous sommes près d'accoster sur un rivage sombre, une autre pirogue est déjà là, sur la plage. Nous ne sommes pas seuls. Soudain la tension monte. Sisi me chuchote à l'oreille de surtout ne pas faire de bruit. *"Il y a beaucoup d'individus malfaisants par ici, ils peuvent te tuer."* Les hommes de notre barque crient alors quelque chose dans leur langue maternelle, la langue na, en direction du rivage. Peu de temps après, des cris nous reviennent, dans la même langue na. Il s'agit là d'une procédure habituelle pour s'assurer que le lieu où l'on débarque est sûr. Cet échange verbal permet de vérifier que l'interlocuteur est un ami. Et cela en fonction de la langue qu'il parle.

Une extraordinaire diversité de langues existe dans le monde mélanésien. Dans la province indonésienne de Papouasie [l'île de Nouvelle-Guinée est scindée entre, d'un côté, la province indonésienne de Papouasie, et, de l'autre, l'État de PNG], on en compte environ 250, et plus de 840 en PNG. En raison de cette

extrême richesse linguistique, deux villages voisins peuvent parler des langues complètement distinctes. Pourquoi l'appartenance à une même communauté linguistique est-elle si importante ? Il faut pour le comprendre préciser la relation entre la langue, la tribu et la terre pour les Mélanésiens.

Parler une même langue signifie qu'on est originaire de la même tribu, qu'on a les mêmes ancêtres, les mêmes traditions, et qu'on est donc, en quelque sorte, du même bord. En bref, on est amis. C'est la base d'une tradition tribale appelée *wantok* (de l'anglais *one talk*, "une langue"). Les Mélanésiens ont aussi un concept foncier unique. Les étrangers s'imaginent peut-être que la Papouasie est une vaste terre sauvage, un désert vide, sans êtres humains. Mais en fait toutes les terres ont un propriétaire, aussi vides et sauvages qu'elles paraissent.

Les propriétaires terriens sont les tribus dispersées à travers tout le pays. Dans le concept mélanésien, la terre appartient

collectivement à la tribu. Les individus ne peuvent pas posséder de terres. Elles ne peuvent être louées qu'avec le consentement de tous les membres de la tribu.

Pour une tribu, la terre coutumière est très importante. C'est sur ce territoire qu'elle pratique l'agriculture et la chasse. C'est aussi là que sont enterrés ses ancêtres, si bien que la terre doit être défendue par toute la tribu. Elle est également sacrée, car elle abrite des sites liés à la religion et aux croyances.

Les terres ne peuvent être louées qu'avec le consentement de tous les membres de la tribu.

De même que tout territoire national, les terres tribales ont des frontières qui ne peuvent pas être franchies par des étrangers de façon inconsidérée. Pour les Papous, cette question frontalière est très sérieuse. Les populations locales dressent des cartes mentales précises dans leur esprit : cette rivière coule sur la terre de telle tribu, ce grand arbre pousse sur celle de telle autre, cette montagne appartient à telle communauté. Lorsqu'ils chassent ou se déplacent à travers les grands espaces naturels, les Papous font très attention à ne pas empiéter sur des terres appartenant à d'autres tribus.

La violation des terres coutumières peut avoir des conséquences très graves. Au mieux, un combat. Au pire des tortures,

un meurtre, voire des guerres tribales.

Quant aux personnes arrivées avant nous sur la plage, il s'agit d'une famille du village de Tais ayant embarqué dans sa pirogue un jeune homme blessé à la jambe pour le faire soigner à l'hôpital de Daru. Le moteur de leur bateau est tombé en panne, ils ont donc échoué sur ce rivage. Du haut d'une petite falaise surplombant la mer, ils braquent leurs lampes de poche sur nous pour nous aider à gravir la pente abrupte. Nous voici les hôtes de l'île de Strachan. En fait, vue du large, cette terre ne paraît pas être une île car elle est [insérée dans les terres mais] flanquée de deux grandes rivières, la Mai Kassa et la Wassi Kussa, regorgeant de crocodiles.

Nous ramassons des branches pour allumer un feu de camp, autour des pilotis d'anciennes maisons en bois écroulées. Assis dans les ténèbres rougies par le feu, Sisi raconte : *"Il y a très longtemps, le village de Tais se trouvait ici, sur la côte de l'île de Strachan. Mais nos ancêtres ont tous déménagé à cause d'un massacre perpétré par de mystérieux assassins, maîtres en magie noire."*

—Agustinus Wibowo

Publié le 26 juillet

Prochain épisode :
La traversée chimérique vers la frontière qui sépare l'État de Papouasie-Nouvelle-Guinée et la Papouasie indonésienne.



SOURCE : OPENSTREETMAP CONTRIBUTORS

CITEO

présente :

TOUT SAVOIR POUR NE PAS SE TROMPER DANS LE TRI DES PAPIERS

Vous êtes le premier acteur du recyclage grâce à votre geste de tri des papiers.
Tout savoir pour ne pas se tromper.

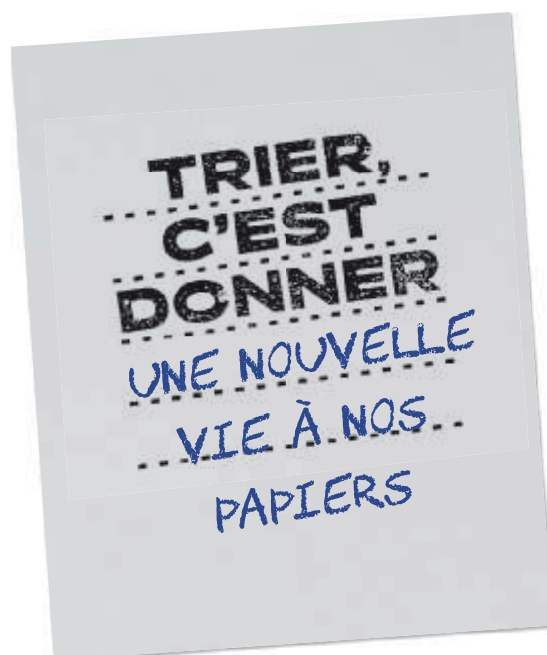
1. TOUS LES PAPIERS DU QUOTIDIEN SE RECYCLENT.

Feuilles de papier, enveloppes, cahiers, journaux, magazines... sont parfaitement recyclables. Même avec des agrafes, spirales ou avec des éléments en plastique... Lors du recyclage le papier est traité en plusieurs étapes de nettoyage et filtrage qui les éliminent.



2. ATTENTION, IL EXISTE DES FAUX-AMIS

Certains papiers portent le nom de papier mais ne se recyclent pas. Par exemple tous les papiers d'hygiène ou certains papiers cadeaux qui sont en plastique. D'autres « papiers » comme le papier photo ou le papier peint ont des traitements (plastification, résistance à la lumière, colle...) qui altèrent leur capacité de recyclage. Ils sont donc destinés au bac des ordures ménagères.



3. LES CONSIGNES DE TRI PEUVENT VARIER SELON LES COMMUNES

Vous l'aurez peut-être remarqué, on ne trie pas de la même façon partout en France, parfois tous les emballages et les papiers vont dans le même bac, parfois il faut les séparer. Peu importe le dispositif de collecte de nos papiers, ils sont traités pour être recyclés.



Pour bien trier, téléchargez
l'appli Guide du tri
ou rendez-vous sur le site
triercestdonner.fr



Après six ans de guerre, un pays fragmenté

Saoudiens et Émiratis avaient promis de chasser les rebelles houthistes du pouvoir. Mais ceux-ci sont toujours là, plus forts que jamais. Pire, une multitude de groupes armés a prospéré. Le pays est désormais divisé et instable, déplore le journaliste yéménite Yassine Al-Tamimi.



CARTOON MOVEMENT

→ Dessin de Zizou, Algérie.

—Arabi21 Doha

Depuis mars 2015, l'intervention militaire de la coalition saoudo-émiratienne au Yémen a eu le même effet que l'intervention étrangère en Afghanistan. Dans les deux cas, les préoccupations géopolitiques et sécuritaires des puissances étrangères ont éclipsé les besoins et les priorités de la population locale. Cela a aggravé la situation sur le terrain et a nourri les luttes et les violences entre une multiplicité d'acteurs.

Mais au Yémen, le peuple ne se laissera pas avaler par un groupe armé. Il se dresse contre l'idée que telle ou telle faction puisse s'imposer par la force et prendre le pouvoir par les armes. Les Yéménites s'opposent également aux projets de dépeçage de leur pays par des puissances étrangères. Et ils sont capables d'endurer beaucoup de souffrances s'il le faut pour tenir tête.

C'est ce que montre la situation autour de la ville de Marib. Depuis le début de l'année, les rebelles houthistes n'ont eu de cesse de se battre pour conquérir cette dernière grande ville du Nord qui leur échappe, et qui leur donnerait accès à d'importantes ressources de pétrole et de gaz. Mais ils s'y sont heurtés à une vraie résistance, solide et efficace de la part de l'armée régulière.

Il n'en reste pas moins que, en six ans et demi de guerre, les

Saoudiens et les Émiratis ont fabriqué un environnement propice au développement de violences endémiques. Les deux ont encouragé, créé et équipé de nouveaux groupes armés.

Les Émirats arabes unis ont nourri les rêves d'un rétablissement de l'ancienne république du Yémen du Sud [indépendant jusqu'à 1990]. Et cela quand bien même la majorité des habitants du Sud n'y adhère pas et n'y voit qu'un projet provincialiste de quelques esprits étreints. Mais le mal est fait, et Aden, capitale du Sud, est la proie de bandes sécessionnistes qui y font régner le désordre. Si besoin était, cela montre que les conditions ne sont pas réunies pour faire fonctionner un État indépendant au Sud. Riyad et Abou Dhabi ont

mis en selle d'autres acteurs. Sur la côte ouest [à Mocha, près de Taz, ville très disputée entre houthistes et diverses milices, dont des salafistes soutenus par les Émirats], une armée de quelques milliers d'hommes obéissent aux ordres de Tarek

Chacun des projets des sécessionnistes correspond à un agenda des puissances voisines.

Saleh, qui n'est autre que le neveu de l'ancien dictateur Ali Abdallah Saleh [chassé du pouvoir par le "printemps arabe" en 2012]. Lui aussi a le soutien de l'alliance saoudo-émiratienne. Et lui aussi caresse un projet politique,

là encore néfaste. À savoir le rétablissement d'un régime dictatorial à l'image de celui de son défunt oncle. À défaut de pouvoir régner sur tout le Yémen, il pourrait se contenter d'un bout du territoire pour constituer une pierre d'achoppement pour les houthistes et leur projet politique confessionnel chiite.

La situation est extrêmement confuse et mouvante. Au Sud, il y a le rêve de renouer avec l'indépendance, au Nord, la nostalgie du régime théocratique de l'imamat zaydite, et au milieu, les chimères de l'ancienne dictature. Chacun de ces projets correspond à un

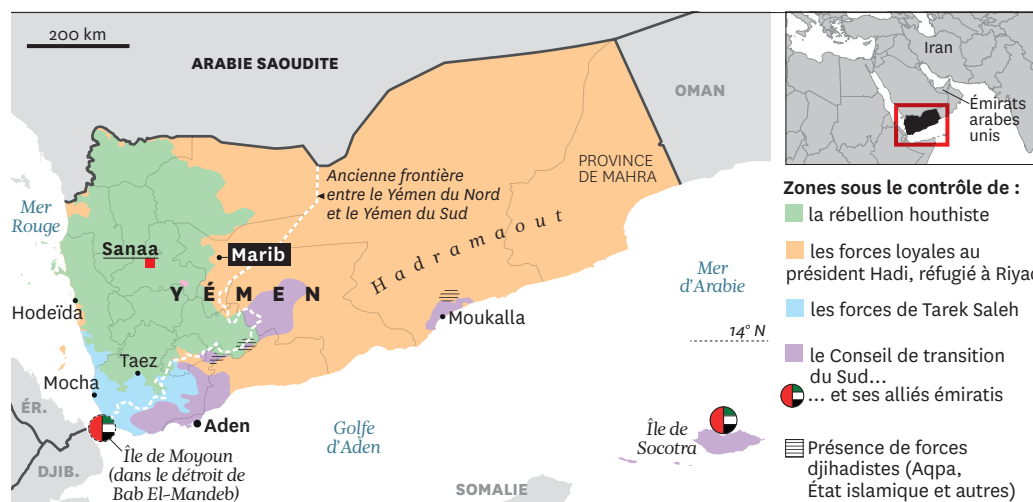
agenda des puissances voisines. L'Iran veut établir sa domination sur le Yémen en se servant des houthistes, tandis que l'Arabie Saoudite souhaite maintenir le Yémen dans un état de faiblesse et de fragmentation pour mieux pouvoir y tirer ses ficelles, [et que les Émirats sont accusés de vouloir établir un pouvoir fantôme dans le Sud].

Qui plus est, l'Arabie Saoudite cherche à retrancher un bout du territoire dans la province de Mahra à l'est, tandis que les Émirats font comme s'ils étaient déjà chez eux sur l'île de Socotra [en mer d'Arabie, à la lisière de l'océan Indien].

Pour ce qui est des houthistes, ils savent qu'ils ne règnent que par la force. Pour se maintenir au pouvoir, ils jouent sur les clivages de la société. Ils font tout pour les accentuer en tirant le zaydisme local vers le chiisme duodécimain à l'iranienne.

Les obstacles à la paix sont donc très importants. Malgré cela, les Yéménites restent déterminés à poursuivre la lutte et à déjouer les complicités régionales et internationales destinées à les empêcher de recouvrer leur État.

—Yassine Al-Tamimi
Publié le 22 août



Pression. Les houthistes poussent leur avantage

Les rebelles soutenus par l'Iran ont massivement intensifié leur offensive contre les forces loyalistes et l'Arabie Saoudite voisine alors que le pays est en proie à la plus grave crise humanitaire du monde.

Ces deux dernières semaines, les rebelles houthistes se sont lancés dans une "escalade militaire". L'objectif : obtenir de "nouveaux gains" avant le début de la mission du nouvel émissaire de l'ONU au Yémen, écrit **Al-Yemen Net**.

Cette intensification des attaques menées par le groupe armé proche de l'Iran se fait dans le cadre d'une offensive sur plusieurs fronts contre les forces gouvernementales et leur parrain saoudien. Le 29 août, une attaque sur la base militaire d'Al-Anad, la plus grande du pays, située près d'Aden, capitale du Sud, contrôlée par les forces loyalistes, a fait 30 morts. Les combats ont repris aussi dans la province stratégique de Marib (voir ci-contre).

La tension est également montée d'un cran à la frontière entre le Yémen et l'Arabie Saoudite, où les tirs de missiles balistiques et l'envoi de drones piégés depuis le Yémen sur l'Arabie Saoudite se sont intensifiés. Des attaques susceptibles de "menacer le rapprochement entre le royaume saoudien et l'Iran", qui ont recommencé à se parler en mars, selon le site yéménite.

Cette récente "escalade des tensions", comme l'écrit **L'Orient-Le Jour**, "complique" la mission de l'envoyé onusien, Hans Grundberg, "qui devra s'atteler à raviver le processus de paix, aujourd'hui au point mort". L'ONU et les États-Unis mènent des efforts diplomatiques

pour une relance des pourparlers, sans résultat jusqu'à présent. Les houthistes réclament la fin du blocus aérien et maritime comme condition préalable à un accord de cessez-le-feu.

"Nous voulons que le nouvel émissaire enregistre des avancées", explique la présidente en exercice du Conseil de sécurité, Geraldine Byrne Nason, dans une interview au quotidien panarabe **Al-Araby Al-Jadid**, dans laquelle elle évoque une "fatigue internationale" face à la crise. "La guerre et ses vic-

times sont oubliées. Nous ne pouvons pas le permettre. Nous devons trouver une solution", a-t-elle ajouté, rappelant que le Yémen est le théâtre de la plus grave crise humanitaire au monde. "Les gens n'ont pas faim. Ils sont affamés", ajoute Byrne Nason. Un rapport publié le 1^{er} septembre par deux groupes de défense des droits humains accuse les deux camps d'utiliser la famine "comme arme contre les Yéménites", résume le site libanais **Daraj**. D'un côté, les houthistes, accusés d'entraver la livraison de l'aide humanitaire. De l'autre, la coalition saoudo-émiratienne, accusée d'avoir bombardé fermes, magasins et autres installations.

Le conflit, qui est entré dans sa septième année, a fait jusqu'ici plusieurs dizaines de milliers de morts et déplacé des millions de personnes. L'économie et le système de santé du pays ne tiennent plus qu'à un fil.

— **Courrier international**



Revue de presse

Un

Dans la foulée de l'élan révolutionnaire de 2011, une nouvelle génération d'auteurs a émergé. Ce site yéménite recense ceux qui tentent, par leur plume, de faire face à la violence.

Emad Saleh, 29 ans, est en train de finir un roman qui aborde les méfaits des discours de haine entre belligérants et qu'il espère publier en ligne à la fin du mois d'octobre. Il fait partie d'une véritable vague de jeunes auteurs qui, contre toute attente, ont émergé au Yémen ces dernières années, malgré la guerre. C'est justement parce que les gens ressentent le besoin d'échapper aux mauvaises nouvelles égrenées par les médias qu'ils se tournent vers la littérature, estime quant à lui le poète Zain Al-Abidine Dhubaibi. Paradoxalement, ses poèmes sont tout sauf déconnectés de la dure réalité du pays. Au contraire, il se sert de son art pour en parler. Pour lui, "les écrivains doivent se servir de leur plume pour faire front" et défendre les principes d'égalité entre les hommes. Souvent, on considère que la littérature est un luxe qui ne sert à rien, concède de son côté Wajdi Al-Ahdal, romancier [et journaliste]. "Mais quand la société est en proie aux violences, c'est la littérature qui fournit le remède. C'est le seul moyen de transformer la bête féroce en être humain bienveillant."

Aussi, son roman *Au pays des conspirations heureuses* [traduction de l'arabe parue dans *Arabian Humanities*] aborde le sujet de l'esclavage. Car le Yémen est parmi les rares pays au monde où cette pratique criminelle persiste encore, toujours au détriment de Yéménites de peau noire. Dans un autre livre, "Pays sans ciel" [non traduit en français], il traite de la discrimination à l'égard des femmes, qui sont obligées d'accepter une situation d'infériorité jusque dans leur famille. Depuis longtemps, la littérature était un moyen de rapprocher les Yéménites entre eux, estime Rayan Al-Chibani, lui aussi un jeune auteur et journaliste. Face aux divisions actuelles, le défi n'en est que plus grand pour les jeunes auteurs du pays de continuer à jeter des ponts.

— **Najm Aldain Qasem**, dans **Khuyut**, Aden, publié le 30 juillet

ce sont probablement plus de 600 modifications qui auront été apportées. La couverture d'un manuel est ornée d'un de leurs commandants militaires, tué au combat et présenté comme un héros national. Et dans les livres d'histoire, certains de leurs chefs sont listés parmi les présidents du Yémen. Cela ne s'arrête pas là. Ils s'appliquent aussi à renforcer la chiitisation du pays, en imposant des cérémonies et fêtes qui n'avaient pas cours au Yémen, mais qui correspondent au chiisme iranien. Les élèves doivent scander des slogans importés d'Iran, et on leur impose également des fêtes telles qu'Achoura", emblématiques du chiisme duodécimain tel qu'il existe en Iran, en Irak et au Liban, par exemple, mais qui étaient étrangères au chiisme zaydite du Yémen.

L
S
ou s de
propagande

●●● "Plus dangereuses encore que les roquettes des houthistes, il y a les idées qu'ils implantent dans la tête de toute une génération", s'insurge le correspondant au Yémen du site qatari **Al-Araby Al-Jadid**. "Plus de 4 millions d'élèves dans les zones qu'ils contrôlent subissent les modifications des manuels scolaires. Selon le syndicat des enseignants, depuis 2016 et la rentrée scolaire actuelle,



DANS NOS ARCHIVES

courrierinternational.com

"Dans l'enfer de la guerre". Le 27 octobre 2018, le **New York Times** publiait ce reportage sur le Yémen accompagné d'images parfois insoutenables. Un de leurs journalistes avait traversé ce pays où les pères enterrent leurs enfants morts de faim.



à la une

LA FIN DU SIÈCLE AMÉRICAIN ?

Vingt ans après les attentats du 11 Septembre, la défaite en Afghanistan marque un tournant et signe peut-être les derniers soubresauts d'une longue ère de domination américaine.

—The Observer Londres

Il y a encore quelques mois, il y avait des bases américaines dans tout l'Afghanistan où l'on pouvait s'offrir une immersion dans l'Amérique moderne, acheter du Coca-Cola et des Snickers aux distributeurs automatiques et regarder le sport en direct à la télé.

Aujourd'hui, tout ce qui reste des Américains se trouve à l'aéroport de Kaboul, vestige chaotique d'un séjour de vingt ans et où les derniers soldats tentaient [jusqu'au 31 août, date du retrait définitif] de préserver les ultimes bribes de dignité et d'honneur de leur pays, dont les dirigeants à Washington n'ont apparemment plus rien à faire, en essayant d'évacuer les derniers Américains et les alliés afghans.

La rapidité et l'ampleur de la défaite avec laquelle la plus longue guerre de l'histoire des États-Unis a pris fin soulèvent inévitablement des questions quant à sa place dans l'histoire contemporaine, et la plus grande question est peut-être de savoir si ces scènes marquent les derniers soubresauts du "siècle de l'Amérique".

C'était une époque où les États-Unis étaient censés être le gendarme du monde, en maintenant l'ordre mondial selon un ensemble de règles définies et en intervenant lorsque cela était nécessaire pour mettre un terme aux pires crimes contre l'humanité. Si la réalité s'est souvent révélée très éloignée de cet idéal, peut-on dire que l'ensemble du projet, en théorie et en pratique, touche aujourd'hui à sa fin ?

L'expression "siècle américain" a été forgée en 1941 par le magnat de l'édition Henry Luce, dans un essai où il suggérait ce qui suit : "Nous pouvons créer un internationalisme véritablement américain et en faire quelque chose d'aussi naturel pour nous que l'avion ou la radio."

Cette ambition s'est concrétisée dans les années qui ont suivi. La libération de l'Europe du joug nazi a été suivie de politiques étonnamment réussies de construction nationale en Allemagne de l'Ouest et au Japon, des pays qui sont devenus des démocraties prospères et des alliés fiables.

"Nation indispensable". D'autres populations dans le monde ont des raisons de ne pas craindre le gendarme du monde. Les Bosniaques et les Kosovars, par exemple, pour lesquels l'Amérique est intervenue lorsque l'Europe ne parvenait pas à agir seule.

C'est d'ailleurs à la suite de l'intervention menée par les États-Unis en Bosnie et des accords de paix de Dayton qui ont suivi que la secrétaire d'État américaine de l'époque, Madeleine Albright, a déclaré : "Si nous devons avoir recours à la force, c'est parce que nous sommes l'Amérique ; nous sommes la nation indispensable." Rares sont les responsables américains à encore oser parler en ces termes aujourd'hui, et les derniers Américains restés en Afghanistan ne se sentent plus guère indispensables.

Dans d'autres parties du monde, l'interventionnisme militaire américain avait des objectifs très différents. Le gendarme du monde était là pour permettre au pétrole de couler à flots

et aux pétroliers de naviguer librement, faisant appliquer un ensemble de règles qui avaient été conçues dès le départ pour profiter aux États-Unis et à une poignée de grandes puissances. En Amérique latine, son action était encore moins discrète : le gendarme agissait comme une société de sécurité privée pour les intérêts des multinationales choisies.

Le siècle américain a atteint son apogée après la chute du mur de Berlin, et on a assisté à l'émergence d'une unique superpuissance mondiale sans rival, les États-Unis. L'Union soviétique a disparu en 1991, un demi-siècle après la publication de l'essai de Henry Luce.

Ce triomphe allait durer dix ans, jusqu'au 11 septembre 2001. Près de 3 000 personnes ont été tuées dans les attentats à New York et à Washington, et finalement c'est la réaction viscérale de l'Amérique qui a causé le plus de tort à la réputation américaine dans le monde.

Le 11 Septembre a entraîné des "guerres interminables" en Afghanistan et en Irak, qui, si elles se terminent pour les États-Unis, vont continuer à être la réalité pour les populations civiles laissées derrière pendant des années, voire des dizaines d'années.

OUSSAMA BEN LADEN A EFFROYABLEMENT RÉUSSI À CHANGER LE MONDE : LA RÉACTION IMMUNITAIRE A ÉTÉ PIRE QUE LE MAL.

Les catastrophes se sont succédé : les "printemps arabes" étaient une parodie grotesque des révolutions démocratiques européennes qu'ils étaient censés imiter, laissant un chaos sanglant à la fois avec l'effondrement des régimes en place, comme en Libye, mais aussi quand les dictateurs tenaient bon, comme en Syrie.

Les dégâts entraînés par le 11 Septembre n'ont pas eu les répercussions qu'espérait le leader terroriste Oussama Ben Laden, selon Nelly Lahoud, analyste du think tank New America, qui eu accès à ses papiers et à sa correspondance, mais il a effroyablement réussi à changer le monde. La réaction immunitaire a été pire que le mal.

Dans un nouveau livre, *Reign of Terror. How the 9/11 Era Destabilized America and Produced Trump* ("Le Règne du terrorisme. Comment l'ère du 11 Septembre a déstabilisé l'Amérique et donné naissance à Trump", inédit en français), l'ancien journaliste du *Guardian* Spencer Ackerman soutient que les pires dommages ont été auto-infligés et sont le fruit de la "guerre mondiale contre le terrorisme" et de tous ses excès : torture, surveillance généralisée, militarisme et autoritarisme.

"De toutes les innombrables séquelles du terrorisme, la plus importante est celle qui est la moins prise en compte : c'est ce que la lutte contre le terrorisme a coûté à notre démocratie", écrit Ackerman. C'est typique de l'Amérique de ne pas vouloir reconnaître que la véritable menace était le contre-terrorisme, et non le terrorisme." Et cette → 30

Chronologie

VINGT ANS DE GUERRE CONTRE LE TERRORISME

11 septembre 2001 — Quatre avions de ligne sont détournés aux États-Unis par 19 terroristes affiliés à Al-Qaïda. Deux de ces appareils sont lancés contre les tours jumelles à New York, un autre contre le Pentagone à Washington. Le dernier s'écrase en Pennsylvanie. Au total, ces attentats font près de 3 000 morts.

16 septembre 2001 — Le président George W. Bush utilise pour la première fois l'expression "guerre contre le terrorisme".

7 octobre 2001 — Début de l'intervention occidentale en Afghanistan.

11 janvier 2002 — Le premier groupe de terroristes présumés arrive à Guantánamo.

20 mars 2003 — Invasion de l'Irak.

1^{er} mai 2003 — Bush déclare sous une bannière "Mission accomplie" que les opérations de combat majeures sont terminées en Irak.

Avril 2004 — La diffusion de photos de détenus irakiens torturés et humiliés par des militaires américains dans la prison d'Abou Ghraïb déclenche un scandale.

30 décembre 2006 — Exécution de l'ex-président irakien Saddam Hussein.

19 mars 2011 — Intervention occidentale en Libye.

2 mai 2011 — Oussama Ben Laden est tué par un commando des forces spéciales de la marine américaine lors d'un raid à Abbottabad, au Pakistan.

16 juin 2011 — L'Égyptien Ayman Al-Zawahiri, ex-numéro deux d'Al-Qaïda, est nommé à la tête du réseau terroriste.

20 octobre 2011 — Muammar Kadhafi est exécuté par des soldats libyens du CNT (Conseil national de transition).

21 octobre 2011 — Le président Barack Obama annonce le retrait des troupes américaines d'Irak.

18 décembre 2011 — Retrait américain d'Irak.

23 mai 2013 — Obama déclare que la "guerre mondiale contre le terrorisme" est terminée.

28 décembre 2014 — Obama annonce la fin des opérations de combat en Afghanistan, les militaires américains restent présents dans le pays.

Septembre 2017 — Le président Donald Trump renforce la présence militaire en Afghanistan.

29 février 2020 — Trump signe un accord avec les talibans à Doha.

14 août 2021 — Le président Joe Biden confirme la date du 31 août pour le retrait définitif des troupes américaines d'Afghanistan.

30 août 2021 — Le dernier soldat américain quitte l'Afghanistan.

À la une



Au lendemain de l'attaque contre le World Trade Center, le 11 septembre 2001, *Courrier international* avait sorti un numéro spécial sobrement intitulé : "Pourquoi ?" À travers les réactions d'experts et d'analystes du monde entier, nous nous interrogeons alors sur les auteurs des attentats et leurs motivations. "Ceux qui ont détourné ces avions et tué des milliers de civils savent qu'ils seront démasqués tôt ou tard. Se présentent alors d'autres interrogations : que veulent-ils ? Comment va répondre Washington ? Comment enfin pacifier ce monde plus que jamais divisé ?" On connaît la suite.

← Dessin de Hajo paru dans *As-Safir*, Beyrouth.

29 ← réalité a engendré un rejet de l'opinion publique américaine à l'égard des interventions militaires à l'étranger. L'une des rares choses que Donald Trump et Joe Biden avaient en commun était leur détermination à quitter l'Afghanistan, et Biden a finalisé l'accord de retrait que Trump avait convenu avec les talibans en février 2020 à Doha.

La rapidité de l'effondrement du gouvernement afghan ne reflète pas seulement sa faiblesse militaire, mais aussi le manque de rigueur et l'incompétence qui se sont clairement répandus au sein des administrations. À l'instigation du président, les autorités américaines ont tenu à dire que les événements qui se déroulaient à l'aéroport de Kaboul n'étaient pas une redite de l'évacuation de Saïgon en 1975, dont les photos ont été emblématiques de la défaite américaine pendant plus d'une génération. Mais les similitudes étaient inévitables.

"Pour moi qui étais sur place, physiquement, au moment de la chute de Saïgon, c'est la même chose", a tweeté Viet Thanh Nguyen, un écrivain lauréat du prix Pulitzer dont la famille a fui le Vietnam quand il avait 4 ans.

Le fiasco de Kaboul. En 1975, les États-Unis avaient évacué 130 000 alliés vietnamiens et ensuite accepté des centaines de milliers de réfugiés en provenance du Vietnam, du Cambodge et du Laos. C'était une preuve de leur humanité, mais aussi de leur puissance. Une superpuissance qui n'a pas les moyens ou qui refuse de protéger ses alliés n'est pas digne de ce nom.

Dans une tribune publiée par le *New York Times*, Nguyen a exhorté l'administration Biden à en faire autant pour les Afghans. *"Pour ces civils, la guerre n'est pas terminée, et ne le sera pas avant de nombreuses années. Leur avenir – et seul Biden peut déterminer si c'est un avenir fait d'accueil et de nouveaux départs ou bien de peur et de misère – nous dira si l'Amérique peut encore promettre d'être toujours aux côtés de ses alliés",* écrit-il.

Le retrait des troupes américaines en 1973, et la chute de Saïgon deux ans plus tard, était à l'époque une débâcle aussi grave que la chute

de Kaboul aujourd'hui. Mais ce n'était en rien la fin de l'hégémonie américaine dans le monde.

"La stratégie américaine pendant la guerre froide – défendre la liberté et résister au communisme soviétique – a été couronnée de succès, même en tenant compte des bêtises de Washington au Vietnam et ailleurs", explique Daniel Fried, ancien haut fonctionnaire du département d'État, aujourd'hui membre du think tank Atlantic Council.

Les États-Unis restent, selon la plupart des critères, la plus grande économie du monde, avec un réseau d'alliances bien plus solide que celui de son grand rival, la Chine.

Selon Josef Joffe, ancien rédacteur en chef de *Die Zeit*, aujourd'hui professeur de relations internationales à l'université Johns Hopkins, une chose est sûre, le fiasco de Kaboul *"porte atteinte à trois qualités essentielles d'une grande puissance : sa fiabilité, sa crédibilité et la cohésion de ses alliances"*.

"Les autres pays vont maintenant y réfléchir à deux fois avant de faire confiance aux États-Unis, et plutôt se tourner vers la Chine et la Russie, souligne Joffe. Il ne s'agit toutefois pas d'un déclin. Les grandes puissances vacillent lorsque leurs ressources matérielles s'amenuisent, comme ce fut le cas de la Grande-Bretagne au xx^e siècle. En revanche, les États-Unis restent la plus grande puissance

"LES AUTRES PAYS VONT MAINTENANT Y RÉFLÉCHIR À DEUX FOIS AVANT DE FAIRE CONFIANCE AUX ÉTATS-UNIS."

Josef Joffe, PROFESSEUR
À L'UNIVERSITÉ JOHNS HOPKINS

économique, notamment grâce à son avantage technologique et à son armée, la plus moderne du monde, capable d'intervenir n'importe où sur la planète, sans parler de cette hégémonie culturelle dont la Chine et la Russie sont privées."

Même après le retrait afghan, le champ d'action militaire américain sur la planète reste redoutable, avec près de 800 bases dans plus de 70 pays.

"Les États-Unis sont la grande puissance la plus hyperinterventionniste de l'histoire moderne, de sorte que même lorsqu'ils penchent vers le désengagement ils restent impliqués dans le monde entier", remarque Dominic Tierney, professeur de sciences politiques à l'université Swarthmore.

Selon Tierney, les États-Unis n'en ont pas forcément fini avec l'Afghanistan. L'administration Biden a déclaré qu'elle continuerait à effectuer des frappes aériennes à distance dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

Par ailleurs, le retrait militaire en Afghanistan et au Moyen-Orient vise à libérer des ressources pour intensifier le bras de fer avec la Chine.

"Le désengagement du Grand Moyen-Orient [concept mis en place sous administration Bush pour définir une région allant de la Mauritanie au Pakistan] afin de se concentrer sur des objectifs plus importants pourrait bien renforcer l'hégémonie américaine et non l'affaiblir. Et je pense que c'est ce que la plupart

des membres de l'administration Biden veulent faire", explique Stephen Wertheim, historien et membre de la Fondation Carnegie pour la paix internationale.

Wertheim fait toutefois valoir que la nature de l'interventionnisme militaire américain pourrait changer après la défaite en Afghanistan. *"Il est difficile d'imaginer que le concept de démocratisation forcée survivra à la guerre en Afghanistan",* analyse-t-il. Il espère que les élans humanitaires seront désormais canalisés par des moyens autres que militaires : *"C'est, à mon sens, une forme d'action humanitaire beaucoup plus efficace que le projet périlleux consistant à tuer certaines personnes pour en sauver d'autres."*

Autres ambitions impérialistes. Rares sont cependant les musulmans bosniaques à penser que des colis humanitaires auraient pu empêcher des massacres comme celui de Srebrenica en 1995. Cudic, aujourd'hui membre du Parlement de la Fédération de Bosnie-Herzégovine à Sarajevo, relativise : *"Malgré toutes les reproches, certes légitimes, faits à la politique étrangère américaine ces dix dernières années, je pense que nous allons regretter le déclin des ambitions américaines."*

À Sarajevo, on redoute que la Russie et la Chine ne viennent occuper l'espace laissé vacant par les États-Unis, et qu'ils ne fassent rien pour empêcher la partition ultime de la Bosnie sur des bases ethniques. Un phénomène que l'on observe dans le monde entier.

"L'un des grands dangers qui guette les analyses de l'impérialisme, c'est de partir du postulat que seul l'Occident, et même d'ailleurs seuls les États-Unis, a des ambitions impérialistes. C'est très dangereux, commente Priyamvada Gopal, professeur d'études postcoloniales à l'université de Cambridge. D'ici à la fin du siècle, si nous y parvenons, le pouvoir à visées impérialistes sera complètement différent. Le centre de gravité du capitalisme se déplace vers le sud, et des acteurs, de la Russie à la Chine en passant par l'Inde, sont en train d'émerger. C'est ça qui est important."

—Julian Borger
Publié le 21 août

SOURCE



THE OBSERVER

Londres, Royaume-Uni
Hebdomadaire, 177 600 ex.
observer.co.uk

Le plus ancien des journaux du dimanche (1791) est aussi l'un des fleurons de la "qualité britannique". Il appartient au même groupe que le quotidien *The Guardian* mais est d'obédience libérale. Le journal est réputé pour ses enquêtes longues, fouillées et sérieuses. Le chroniqueur politique de *The Observer*, Andrew Rawnsley, est l'un des plus réputés du pays.





Le 11 Septembre n'était qu'un avertissement

Ce journaliste revient sur les jours qui ont suivi les attentats de 2001. Les attaques contre le World Trade Center et le Pentagone, écrit-il, ont été le signe annonciateur que le XXI^e siècle serait une ère de troubles et de désastres.

—The Atlantic Washington

Le 11 Septembre est si profondément enfoui sous des couches d'événements et d'analyses subséquentes qu'il est difficile de retrouver les véritables sentiments de cette journée. Mais une image reste gravée à jamais dans ma mémoire. Le visage d'une jeune femme sur une photo en couleur placardée à l'entrée de ma station de métro à Brooklyn, puis dans tout le quartier et dans toute la ville.

Giovanna 'Gennie' Gambale

27 ans, 1,67 m

Cheveux bruns, yeux marron

Vue pour la dernière fois au 102^e étage du World Trade Center...

Toute information bienvenue

La photo a été affichée juste après les attentats et est restée en place longtemps après avoir cessé d'être une interrogation urgente pour devenir un hommage à une enfant disparue. Les premières heures et les premiers jours étaient comme ça. Personne ne comprenait rien. Combien de personnes étaient mortes, y avait-il eu des survivants ? Quand aurait lieu le prochain attentat ? Qui l'avait commandité, et pourquoi ?

Le 12 et le 13 septembre, j'ai passé mes journées à faire la queue dans une longue file d'attente pour donner mon sang en compagnie d'autres New-Yorkais. "Je veux me sentir utile", m'a confié Matthew Timms, un producteur au

chômage. Une adolescente nommée Amalia della Paolera distribuait des cookies. "Nous devons nous serrer les coudes et faire tout ce que nous pouvons pour nous aider les uns les autres", disait-elle, et non pas "rester à la maison à regarder la télé et attendre un autre attentat."

Ce n'est que le deuxième jour que nous avons commencé à comprendre que donner notre sang n'était plus nécessaire, et même à ce moment personne n'a quitté la file d'attente avant qu'on nous dise de rentrer chez nous.

Sans pitié. La présence des autres – les veillées sur la promenade de Brooklyn Heights, les foules sur Canal Street offrant des barquettes de nourriture aux secouristes – était la seule chose qui rendait ces journées supportables. Les habitants pressés des grandes villes comme New York sont généralement gênés par l'expression des sentiments intenses – manier l'ironie leur est plus naturel. Mais au lendemain du 11 Septembre, des inconnus dans le métro se lançaient dans des conversations enflammées, se serraient dans les bras, puis ne se revoyaient plus jamais.

Je me souviens de Gennie Gambale à cause de son sourire radieux. Cette lumière mettait en évidence l'horreur de l'événement. Les terroristes avaient décidé de mettre fin à sa vie alors qu'elle vaquait à ses occupations matinales au cœur d'une grande ville. S'ils avaient

L'auteur



THE ATLANTIC

GEORGE PACKER

est journaliste et écrivain. Observateur critique des réalités américaines, il publie régulièrement de longs articles sur la politique étrangère des États-Unis et sur les divisions de la société américaine dans le magazine

The Atlantic et auparavant dans le **New Yorker**. Il est également l'auteur de romans, pièces de théâtre et essais, dont *L'Amérique défaite* qui lui a valu le National Book Award en 2013 [traduit en français en 2015, éd. Piranha], et d'un ouvrage sur l'invasion américaine en Irak *The Assassins' Gate. America in Iraq* ["La Porte des assassins. L'Amérique en Irak", non traduit en français].

pu tuer 30 000 êtres humains, ou 3 millions, ils l'auraient fait sans pitié. Elle aurait eu 47 ans aujourd'hui. La plus jeune victime, un enfant sur le vol 175 de United, en aurait 22. Les vies marquées, détruites ou avortées à cause du meurtre de 2 977 personnes doivent se compter par centaines de milliers. Il est impossible de comprendre les ratés de l'Amérique après le 11 Septembre – la panique, l'orgueil démesuré, les mensonges, les guerres sans fin, les vingt ans de déclin national – sans d'abord laisser décanter ses répercussions sur la conscience collective.

Un tiers des Américains en vie aujourd'hui étaient enfants ou n'étaient pas encore nés le 11 septembre 2001. Ils doivent se demander ce qui s'est passé.

Pendant les dix années entre la fin de la guerre froide et les attentats, les États-Unis ont joui d'un niveau de puissance, de richesse et de sécurité inégalé historiquement, sauf peut-être par le Royaume-Uni dans les années qui ont précédé la Première Guerre mondiale. "Où voulez-vous

NOUS NOUS CROYIONS IMMUNISÉS CONTRE LES ALÉAS DE L'HISTOIRE. LE 11 SEPTEMBRE A BRISÉ CE RÊVE.

aller aujourd'hui ?" clamait une publicité pour Microsoft. L'excès de confiance et le confort amollissant étaient caractéristiques de cette décennie où le prix des actions ne cessait de grimper et où les microprocesseurs étaient de plus en plus rapides. L'économie de l'information et des services avait apparemment mis fin aux cycles économiques classiques. Les États-Unis pouvaient faire la guerre avec des missiles de croisière sans que personne ne soit tué. Les Américains n'avaient pas à craindre de se réveiller un matin avec des cadavres dans les rues. Cette décennie unipolaire nous a permis de gâcher une année entière à gloser sur les galipettes de Bill Clinton à la Maison-Blanche. Lors de l'élection de 2000, beaucoup de gens ne se sont pas rendus aux urnes, comme si le choix du président n'était pas vraiment important. Nous avions tellement de pouvoir et si peu le sens des responsabilités.

Nous nous croyions immunisés contre les aléas de l'histoire, et le 11 Septembre a brisé ce rêve. C'était un rêve puéril, et le retour à la réalité a contraint de nombreux Américains, peut-être pour la première fois, à se rendre compte de l'existence du reste du monde.

Nous avions beau ne pas penser aux terroristes, nous occupions toutes leurs pensées. Depuis près de dix ans, les islamistes radicaux tentaient d'attirer l'attention de l'Amérique – en déclarant la guerre aux citoyens américains, en essayant de faire sauter nos ambassades, nos navires et le World Trade Center lui-même – sans grand succès. Le président Clinton lançait des missiles de croisière sur des camps d'entraînement djihadistes, ce qui n'impressionnait pas grand monde. Lorsque le nom d'Al-Qaïda est apparu le 11 septembre, très peu d'Américains en avaient déjà entendu parler. On connaissait mal la guerre



✎ Dessin de Boligán paru dans **El Universal, Mexico.**

asymétrique et les objectifs de l'ennemi demeuraient opaques. Lynne Stewart, une avocate de gauche aujourd'hui décédée, qui défendait des clients accusés de terrorisme, avant d'aller elle-même en prison pour leur avoir fourni une aide matérielle, m'a dit un jour que les gens dans les tours "n'ont jamais su ce qui les frappait. Ils n'auraient jamais imaginé pouvoir être pris pour cible, simplement parce qu'ils étaient américains. Ils l'ont mal pris. Alors qu'en fait ce n'était pas contre eux... Dans une guerre ou dans une lutte armée, des gens meurent, c'est comme ça."

Explications. Les attentats ont modifié le monde en y apportant un nouvel élément. Et les Américains, désormais sur le qui-vive, éco-paient du fardeau de lui donner un sens. "Tout a changé", disaient les experts. Mais penser et agir de manière nouvelle est une tâche difficile. Quand il s'est agi d'interpréter et de reposer aux attentats, la plupart de nos dirigeants ont cherché refuge dans le confort de schémas de pensée bien connus. Trois d'entre eux ont eu une influence notable sur la suite des événements.

Selon la première explication, les États-Unis avaient récolté ce qu'ils avaient semé, c'était une punition, voire une intervention divine, pour les péchés américains commis à l'étranger. On lisait partout l'expression "retour de bâton". Lynne Stewart est même allée encore plus loin en disant que tous les Américains étaient des cibles légitimes dans la guerre contre l'impérialisme. Selon ce discours, si les États-Unis arrêtaient de faire certaines choses, les attentats prendraient fin.

Le deuxième discours considérait l'Amérique comme une victime innocente, sans rien à se reprocher. C'était une lutte entre le mal (eux) qui essayait de détruire le bien (nous). Ce conflit était bien une guerre, mais une guerre contre la liberté ; la puissance militaire et morale américaine, pratiquement illimitée, finirait par vaincre les ennemis jurés de la liberté. C'était le point de vue de George W. Bush. On parlait alors de clarté morale, ce qui, dans la pratique,

est devenu une stratégie belliciste qui a rapidement fissuré l'unité nationale et fini par nous valoir l'inimitié d'une bonne partie du monde.

Selon la troisième conception des événements, l'Amérique, malgré tous ses défauts, avait une obligation de soutenir la démocratie et les droits de l'homme, même s'il fallait pour cela envoyer la 82^e division aéroportée afin d'instaurer la démocratie en Afghanistan et un changement de régime en Irak. Le 11 Septembre a donné naissance à l'idée que la sécurité sur le sol américain dépendait de la mise en place des valeurs démocratiques dans le monde musulman. C'était le point de vue des interventionnistes de gauche (dont je faisais partie avant un reportage en Irak en 2003) et il souffrait de l'illusion que la guerre et le pouvoir pouvaient se plier à des fins humanitaires.

LES DIRIGEANTS AMÉRICAINS SONT TOMBÉS DANS LE PIÈGE DES DJIHADISTES ET SE SONT LANCÉS DANS UNE GUERRE IMPOSSIBLE À GAGNER.

D'une façon ou d'une autre, ces trois visions du monde allaient dans la continuité du rêve des années 1990. Elles mettaient l'Amérique au centre ; leur postulat étant que les États-Unis pouvaient imposer la paix ou la destruction, sans se soucier vraiment des autres pays ou des gens qui y vivaient.

D'autres voix se sont élevées quand les attentats djihadistes sont devenus mondiaux et quotidiens à Madrid, Mumbai, Boston, Paris et Orlando. Ces voix ont mis en garde contre la tentation de la diabolisation et de l'angélisme. Elles essayaient de comprendre l'islamisme radical à partir de ce qu'il était vraiment – sans le voir comme un réflexe mécanique contre la politique étrangère américaine. Plutôt comme une idéologie puissante nourrie par la politique répressive d'une région ayant sa propre relation

→ "On ne peut pas le garder à la maison, il va falloir lui trouver une activité quelque part... Sur le paquetage : Première Guerre mondiale, Deuxième Guerre mondiale, guerre de Corée, Vietnam, première guerre du Golfe, deuxième guerre du Golfe, Afghanistan" Dessin de Gado, Kenya.



SOURCE

THE ATLANTIC

Washington,

États-Unis

Mensuel

462 000 ex.

theatlantic.com

"Vingt ans après"...

Le magazine

The Atlantic consacre

sa une aux attentats

du 11 septembre

et à la lutte de la famille

d'une des victimes,

Bobby McIlvaine,

pour faire leur deuil

et donner un sens

à l'impensable. Fondée

en 1857 par un groupe

d'écrivains quelques

années avant la guerre

de Sécession, la revue

s'est donnée pour

mission d'être

le porte-parole

de l'idée américaine.

Intellectuelle

et placide, The Atlantic

agrément ses pages

de poèmes

et d'illustrations

recherchées.

complexe avec l'impérialisme et la modernité. Personne ne les a jamais écoutées. Au lieu de cela, les dirigeants américains sont tombés dans le piège des djihadistes et se sont lancés dans une guerre contre le terrorisme mal définie et impossible à gagner, tout en imaginant, comme l'avait déclaré Bush, qu'"elle se terminera selon nos propres termes et à l'heure que nous aurons fixée".

Les années qui ont suivi le 11 Septembre nous ont précipités dans le cours tumultueux de l'histoire. Les bouleversements se sont succédé : la militarisation de notre pays ; la guerre d'Irak ; le recours à la torture qui a réduit à néant les grandes envolées lyriques de Bush ; la crise financière, qui a ruiné les Américains et leur confiance dans le système ; le retour des talibans en Afghanistan, l'émergence de l'État islamique en Irak et en Syrie et la montée du populisme de droite en Amérique ; les coups portés par Trump contre la démocratie ; et la pandémie de Covid-19, qui a tué deux cents fois plus d'Américains que les attaques terroristes.

Nationalisme. À la lumière de l'histoire récente, le 11 Septembre n'était pas un événement isolé dans un ciel sans nuages, mais un avertissement que le XXI^e siècle n'apporterait pas la paix et la prospérité éternelle. Et plus qu'un retour à l'obscurantisme, Al-Qaida était surtout un signe avant-coureur de la politique illibérale et du nationalisme virulent qui allaient bientôt gagner le monde, et même l'Amérique.

Pourtant les terroristes n'ont pas gagné. Après avoir dominé la géopolitique dans les années qui ont suivi le 11 Septembre, l'islamisme extrémiste a, du moins pour l'instant, reculé en tant que menace. Les informations ne débordent plus d'attentats kamikazes à Bagdad et Peshawar ou de camions lancés sur les foules en Europe. Aucun attentat de l'ampleur du 11 Septembre n'a eu lieu sur le sol américain depuis vingt ans. Pendant cette période, les États-Unis ont dépensé 3 000 milliards de dollars dans l'antiterrorisme. Un argent qui, avec le recul, a été plutôt bien dépensé. Reconnaître ce qui nous a vraiment protégés est aussi important que de rejeter ce qui nous a conduits à l'échec et à l'humiliation.

Gennie Gambale est enterrée dans le cimetière Green-Wood, à Brooklyn. Les dépouilles de soixante-dix-huit personnes assassinées ce même jour reposent à ses côtés. Vingt ans après le 11 Septembre, nous ne sommes plus ces Américains qui pensaient que rien ne pouvait leur arriver, et qui, quand ils furent détrompés, traversèrent l'océan pour débarrasser le monde des "monstres". Les experts considèrent désormais le suprémacisme blanc comme un péril plus dangereux sur notre sol que le terrorisme islamiste. Le nouveau combat qui se joue est celui pour sauver notre démocratie. Il va falloir pour cela toute la retenue, la résolution et la raison que nous avons eu tant de mal à rassembler quand l'ennemi n'était pas en notre sein.

— George Packer

Publié le 10 août

Polémique

Spike Lee, un complotiste ?

●●● C'est une controverse qu'il a vite cherché à tuer dans l'œuf. Accusé de promouvoir des idées complotistes, Spike Lee a remonté le dernier épisode de son documentaire sur New York, *NYC Epicenters 9/11-2021 1/2*, avant sa diffusion sur HBO le 11 septembre (le premier volet a été diffusé le 22 août). Le célèbre réalisateur n'a pas fait dans le détail en coupant tout le passage à l'origine des critiques, trente minutes qui faisaient entendre différents points de vue sur les causes de l'effondrement des tours du World Trade Center. Il y donnait notamment la parole au collectif Architects & Engineers for 9/11 Truth ("Architectes et ingénieurs pour la vérité sur le 11 Septembre"), fondé par l'architecte américain Richard Gage en 2006, et qui "promeut la thèse selon laquelle les tours jumelles se seraient effondrées du fait d'une démolition contrôlée, dans le cadre d'un coup monté de l'intérieur", expliquait *Slate*, qui accusait Spike Lee d'offrir "à un complotiste notoire sa plus importante tribune à ce jour". Le réalisateur a lui-même alimenté ces reproches en déclarant dans un entretien au *New York Times* qu'il se posait "des questions" et espérait "une audition du Congrès" sur les causes du 11 Septembre.



ADIEU, HÉGÉMONIE !

Le départ des troupes américaines de Kaboul a signé la fin d'une époque de domination absolue pour les États-Unis, une époque qui avait commencé dès 1991 avec l'opération Tempête du désert et la chute de l'URSS, analyse ce géopolitologue russe.

— **Rossia v Globalnoï Politiké** (extraits)
Moscou

Parfois, l'histoire adopte une cadence étonnamment régulière, comme si elle fonctionnait par étapes. Depuis la fin du xx^e siècle, chaque étape compte dix ans : 1991, l'opération Tempête du désert et la chute de l'URSS ; 2001, les attentats du 11 septembre ; 2011, les "printemps arabes" et l'assassinat quasi mystique de Kadhafi ; 2021, le retrait des troupes américaines d'Afghanistan et le triomphe des talibans.

Le discours de Joe Biden du 16 août 2021 sur les circonstances de la fin de la mission des États-Unis en Afghanistan doit être considéré comme un tournant dans la politique étrangère américaine : "Je sais que ma décision sera critiquée, mais j'ai choisi d'endosser toutes ces critiques plutôt que de reporter une nouvelle fois le poids de la décision sur les épaules du prochain président américain." D'après Biden, les États-Unis n'ont jamais eu l'intention de participer à la construction de l'État afghan et n'ont mené que des missions sécuritaires concrètes visant à éliminer les responsables d'attaques terroristes sur le sol américain – objectif atteint. Concernant la "nation building" ["reconstruction des États"], le mensonge est flagrant, mais il est surtout intéressant de voir comment

Washington rejette aujourd'hui les postulats qui avaient été décisifs il y a vingt ans. L'invasion de l'Afghanistan en 2001 est ainsi devenue un acte de représailles face aux attentats terroristes de New York et de Washington. Or, il s'agissait à l'époque avant tout d'une opération emblématique marquant la détermination des États-Unis à transformer le monde par la force. Cette politique n'avait pas été entreprise par Bush Jr. ni même par Bill Clinton, mais par le président américain qui avait célébré la victoire des États-Unis dans la guerre froide, à savoir Bush père. Le concept de "nouvel ordre mondial" est né avec l'opération Tempête du désert au début de l'année 1991. L'Union soviétique existait encore et l'intervention américaine s'était achevée par le retrait de Saddam Hussein du Koweït. Avec la disparition de l'URSS, les freins extérieurs ont disparu, et les États-Unis sont entrés dans ce que l'on pourrait appeler l'"épisode unipolaire".

Celui-ci induisait la capacité et la possibilité pour les Américains de faire sur la scène internationale tout ce qu'ils jugeaient utile. Une série de ballons d'essai plus ou moins réussis – notamment les actions militaires en Haïti, en Somalie, en Bosnie – a été couronnée par la guerre aérienne en Yougoslavie. Cette dernière a abouti à la désintégration complète d'une nation dont les États-Unis

À la une



LE TEMPS DU SOUVENIR

Pour la couverture de son numéro sur le vingtième anniversaire des attentats de 2001, **The New Yorker** a choisi de représenter un couple de jeunes qui se recueille devant le mémorial du 11 Septembre, une génération d'Américains qui n'était pas née au moment où les États-Unis ont été pris pour cible par Al-Qaïda. "Nous n'oublions pas", clame en une **New York Daily News**. Le tabloïd a interrogé, quant à lui, différents témoins des explosions, dont Jules et Gédéon Naudet, deux réalisateurs français qui ont été presque les seuls à filmer l'impact du vol 11 American Airlines sur la tour nord du World Trade Center, le premier des attentats du 11 septembre 2001.

ne voulaient pas et à la chute d'un régime politique rejeté par l'Occident.

Avec les attentats terroristes du 11 septembre 2001, les États-Unis ont eu carte blanche dans l'usage inconditionnel de la "diplomatie transformationnelle" (décrite par Condoleezza Rice comme le fondement de la politique américaine) à l'échelle globale. La création d'un monde démocratique sûr pour les Américains est en fait devenue l'objectif numéro un : plus il y aurait de démocraties, moins il y aurait de risques pour les États-Unis. La boîte à outils politico-militaire (interventions armées, mais aussi promotion de formes approuvées d'ordre social et politique par le biais des "révolutions de couleur") s'est ainsi constituée dans la première moitié des années 2000. Dès la moitié de cette décennie, certains signes indiquaient que cette politique avait un coût sans nécessairement apporter les résultats attendus. L'enlèvement de la campagne d'Afghanistan, le développement chaotique de la situation en Irak, la résistance croissante de la "matière première" dans l'espace post-soviétique,

LES CHIMÈRES SUR LE "FLAMBEAU DE LA DÉMOCRATIE", MÊME SI L'ON Y CROIT, NE FONT QU'AGGRAVER LE CHAOS.

le dysfonctionnement fatal de la Palestine après les élections démocratiques qui lui ont été imposées... Tout cela aurait dû conduire à la prise de conscience qui transparaît dans le discours de Biden sur l'Afghanistan : la nécessité d'un changement de cap radical.

L'hégémonie mondiale des États-Unis dans sa version 1991-2021 a été tellement spectaculaire qu'un retrait doux et progressif n'était pas envisageable. Cet événement se devait d'être illustré par des images aussi historiques et symboliques que celles de la chute du mur de Berlin ou des avions fonçant dans les tours jumelles. Les images de l'évacuation en catastrophe depuis l'aéroport de Kaboul et tout ce qui s'est ensuivi rejoindront sans nul doute les annales comme symbole de la fin d'une époque. De fait, dans son discours à ce sujet, Biden a proclamé que l'Amérique s'occuperait désormais d'elle-même, de sa propre sécurité et de ses rivaux stratégiques (la Chine et la Russie). Mais qu'elle n'avait plus l'intention de changer le monde – qu'il reste comme il est, adieu l'euphorie de la fin du xx^e siècle. Il est possible que les États-Unis récidivent, mais sans jamais retrouver leur statut passé.

En somme, la décision des États-Unis d'adopter une ligne politique égoïste est une avancée positive. Les chimères sur le "flambeau de la démocratie", même (et surtout) si l'on y croit, ne font qu'aggraver le chaos. Mais les interlocuteurs des États-Unis sur la scène internationale ne doivent pas oublier que, désormais, les Américains ne reculeront devant rien pour atteindre leurs objectifs, en premier lieu en matière de politique intérieure. À bon entendre salut !

— **Fiodor Loukianov**
Publié le 20 août



← Dessin de Chappatte paru dans *Le Temps*, Lausanne.

En Afghanistan, une longue litanie d'erreurs

En voulant bâtir une démocratie à leur image, les États-Unis ont fait preuve d'arrogance et de naïveté. Sauront-ils en tirer les leçons ?

—The New York Times (extraits) New York

Un chapitre de notre histoire vient de prendre fin : ouvert il y a vingt ans lorsque deux avions détournés ont été jetés sur des gratte-ciel américains, il se termine aujourd'hui sur des images d'Afghans désespérés tentant de s'accrocher à des avions américains pour fuir le changement de régime à Kaboul – certains sont tombés, l'un d'eux a été retrouvé mort dans le train d'atterrissage d'un appareil.

Cela signe l'échec d'une entreprise colossale, bipartisane, qui aura vu les États-Unis investir des moyens militaires, financiers et diplomatiques gigantesques pour vaincre une idéologie hostile visant l'instauration d'un Émirat islamique d'Afghanistan. Sur quatre mandats présidentiels (deux républicains et deux démocrates), plus de 2400 Américains y auront laissé la vie, plus de 1000 milliards de dollars auront été dépensés, pour des objectifs toujours mouvants, et pour beaucoup inatteignables.

Le rideau est tombé sur l'ère de l'après-11 Septembre, avec la reconquête par les talibans du pays qui avait servi de base aux attentats contre les États-Unis : la boucle est bouclée, et cette débâcle complète achève

d'inscrire douloureusement l'Afghanistan dans la mémoire nationale.

Des erreurs, des illusions et une naïveté (ou une arrogance) tout américaine quant à la capacité des États-Unis à refaçonner le monde à leur image ont permis aux talibans de reprendre facilement le pouvoir près de vingt ans après en avoir été chassés ; mais un autre facteur, plus fondamental, a joué. Face à une Chine qui s'affirme, les priorités de la nation ont changé. Le pouvoir relatif des États-Unis n'est plus ce qu'il était il y a vingt ans. Le pays n'a plus la même capacité à engager des moyens dans des luttes lointaines, ni la volonté de le faire. Hors guerre froide, les Américains ne sont guère enclins à ces engagements militaires à durée indéterminée qui jadis permirent de consolider la démocratie en Allemagne, au Japon, en Corée du Sud et ailleurs.

Les menaces d'aujourd'hui. “En tant que président, je serai intraitable : nous devons nous consacrer aux menaces d'aujourd'hui, celles de 2021, pas aux menaces d'hier, a déclaré Joe Biden le 16 août pour défendre sa décision de poursuivre un retrait rapide des forces militaires. Des soldats américains ne peuvent pas et ne doivent pas combattre ni mourir dans une guerre que les forces afghanes ne sont pas prêtes à livrer elles-mêmes.”



DANS NOS ARCHIVES

courrierinternational.com

Retrouvez le diaporama réalisé en avril à partir des photos du *New York Times* sur la guerre “la plus longue de l'histoire des États-Unis”. Après l'annonce du retrait des troupes américaines, le quotidien retraçait la chronologie de ce conflit grâce à des photographies prises par ses correspondants sur place.

Pourtant, s'il est une idée qui guide la présidence de Biden, c'est bien la défense de démocraties arrivées à un “point de bascule”, alors que se répandent des États répressifs sous diverses formes, et la réaffirmation des valeurs américaines. “L'Amérique est de retour”, répète-t-il. Mais la question se pose désormais : pour faire quoi ? Le sommet pour la démocratie prévu [par Joe Biden] pour décembre perd singulièrement de sa crédibilité alors que les écoles d'Afghanistan vont sans doute de nouveau se fermer aux filles et que les Afghans qui ont cru à la liberté cherchent désespérément à fuir leur pays.

Biden, qui doutait depuis longtemps de l'intérêt de la plus longue guerre des États-Unis, a agi avec la conviction qu'il était “très peu probable” que les talibans “envahissent tout et se rendent maîtres de tout le pays”, comme il l'a déclaré en juillet. Ces mots risquent de planer sur tout son mandat, même si les fautes, nombreuses, sont imputables aux deux parties. Tout comme risquent de marquer pour longtemps les images venues de Kaboul de l'ambassade états-unienne retranchée, et des forces talibanes reprenant l'arme à la main des bâtiments publics qui étaient censés incarner une démocratie bâtie par l'Amérique. “J'en suis convaincu, cela va peser lourd sur Biden, même si c'est Trump qui l'avait coincé”, analyse Cameron Munter, ancien ambassadeur des États-Unis au Pakistan, rappelant que c'est sous le mandat du précédent président qu'avait été

LA TENTATIVE DE CONSTRUCTION D'UNE ARMÉE AFGHANE A TOURNÉ AU FIASCO, POUR LA BAGATTELLE DE 83 MILLIARDS DE DOLLARS.

signé avec les talibans l'accord prévoyant pour cette année le retrait américain.

L'épisode américain en Afghanistan aura été une longue litanie d'erreurs et de méprises qui soulève pour les décideurs américains des questions fondamentales. Dès l'instant où les États-Unis ont décidé d'intervenir en Irak en 2003, sur la base de faux renseignements, et ont ainsi ouvert un second front qui a détourné de l'Afghanistan à la fois l'attention et des moyens, le conflit afghan a de plus en plus fait figure d'entreprise secondaire et sans cap. L'objectif initial de vaincre le terrorisme s'est transformé, dangereusement, en un autre : construire un État. Mais la démocratie restait une ambition lointaine dans un pays qui n'avait jamais réalisé de recensement, et où les loyautés tribales restaient puissantes. Il a toujours été peu vraisemblable qu'on puisse éviter une fraude massive aux élections, ou que les millions de dollars d'aides arrivent jusqu'à leurs bénéficiaires. La tentative de construction d'une armée afghane digne de ce nom a tourné au fiasco, pour la bagatelle de 83 milliards de dollars. “Nous avons essayé de construire à l'image de l'armée américaine une armée afghane qui est en réalité incapable de fonctionner sans nous, constate Vali R. Nasr, conseiller sur la politique états-unienne en Afghanistan de 2009 à 2011. Jamais elle → 36

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Allemagne, Canada, Madagascar...
La crise climatique bouleverse la planète. Peut-on encore la contrer ?



Atlas du réchauffement climatique

*Des pôles à l'équateur, la planète brûle.
Des cartes, des infographies et les analyses
de la presse étrangère pour décrypter la crise.*



En partenariat
avec 

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

34← n'aurait dû se retrouver dépendante de notre soutien aérien, jamais elle n'aurait dû dépendre de nous, faute de savoir entretenir elle-même ses hélicoptères.”

Le bilan de cet échec sera forcément douloureux. Cette propension à construire à notre image (au lieu de nous adapter aux besoins et aux capacités plus simples des Afghans) semble renfermer une leçon sur la place des États-Unis dans le monde au XXI^e siècle.

Cameron Munter, l'ancien ambassadeur au Pakistan, dirigea aussi la première “équipe de reconstruction provinciale” à Mossoul, en Irak, en 2006. En arrivant sur place, il raconte avoir découvert qu’*“il y avait zéro programme ou organisation”*. *“Les fonctionnaires américains qui distribuaient l'aide cherchaient plus à le faire vite qu'à savoir où elle allait précisément, car il s'agissait pour eux de convaincre, là-bas au Capitole, que nous dépensions bel et bien les budgets qui nous étaient alloués”*, se souvient-il. Pour Cameron Munter, cette expérience à Mossoul *“était une version miniature de ce qui se passait en Afghanistan”*.

La naïveté américaine a produit aussi de nombreux bienfaits. Le patron de médias Saad Mohseni compare ces vingt dernières années à un *“âge d'or”* au cours duquel l'Afghanistan est passé directement du XII^e au XXI^e siècle. Les femmes ont pu de nouveau suivre une scolarité, une classe moyenne connectée a vu le jour, des réseaux d'infrastructures et de technologies ont ouvert les Afghans au monde. *“Les Afghans ont changé pour toujours, assure-t-il. Pour nous, l'impasse avait du bon.”* Reste à savoir combien de ces changements les talibans chercheront à effacer.

Quand Richard C. Holbrooke était le représentant spécial pour l'Afghanistan, de 2009 à sa disparition en 2010, il avait exigé de tous les membres de son équipe qu'ils lisent *Un Américain bien tranquille*, de Graham Greene. Dans ce roman, un agent du renseignement américain, plein d'idéaux et de bonnes intentions, se heurte aux cruelles réalités de la guerre française en Indochine alors qu'il tente d'œuvrer au changement social et politique d'une société complexe. Le romancier fait dire à son narrateur, un journaliste cynique : *“Je n'ai jamais connu un homme qui ait eu d'aussi bons motifs pour tous les dégâts qu'il a provoqués.”*

—Roger Cohen
Publié le 17 août

Dernière minute

LA VALLÉE DU PANSHIR EST TOMBÉE

Les talibans ont annoncé lundi 6 septembre s'être emparés du dernier bastion qui leur résistait encore, la Vallée du Panshir, indique le site de l'hebdomadaire pakistanais

Friday Times.

Ahmad Massoud, chef du Front national de résistance (FNR) qui tenait jusqu'ici les rênes de cette région très difficile d'accès, à 100 kilomètres au nord de la capitale, n'a pas officialisé sa défaite mais a accepté le principe de négociations.

➤ Dessin de Pavel Constantin, Roumanie.

LES DJIHADISTES DISENT MERCI AUX TALIBANS

Vingt ans après le 11 Septembre, le risque n'est pas tant que l'Afghanistan redevienne un repaire du terrorisme islamiste, mais bien que celui-ci, ailleurs dans le monde, se sente pousser des ailes.

—The Economist Londres

Au Yémen, ils ont tiré des feux d'artifice; en Somalie, ils ont distribué des bonbons; en Syrie, ils ont félicité les talibans pour cette *“démonstration concrète”* de la façon dont le djihad peut *“renverser un régime criminel”*. Les djihadistes du monde entier ont exulté après la chute de Kaboul. Grâce à leur volonté, leur patience et leur habileté, un groupe de combattants de Dieu aux faibles ressources financières a réussi à vaincre les États-Unis et à prendre les rênes d'un pays de taille moyenne. Pour tous les musulmans qui aspirent à chasser les infidèles et à renverser les États laïcs, c'est le signe que Dieu est avec eux. L'onde de choc risque d'être violente et de se propager loin.

Dans les prochains jours, Joe Biden va devoir arranger le chaos qu'il a semé à l'aéroport de Kaboul, où les foules imploraient d'être évacuées. C'est un moment critique de son mandat. À plus longue échéance, la communauté internationale devra faire face au coup de fouet que l'humiliation des Américains a donné au djihadisme. Le risque principal n'est pas de voir les terroristes utiliser l'Afghanistan comme base depuis laquelle ils frapperont l'Occident, comme lors des attentats du 11 septembre 2001. Aujourd'hui, ces attaques sont plus difficiles à mettre en œuvre, car les pays riches sont mieux protégés. De plus, il est peu probable que les talibans tolèrent sur leur sol des camps d'entraînement à grande échelle pour les terroristes ciblant le monde entier alors même qu'ils aspirent à la reconnaissance et à l'aide internationales.

Nouvelles recrues. Il est vrai que certains talibans se sentent le devoir d'accueillir les djihadistes sunnites étrangers, et que d'autres soutiendront leurs cousins combattant au Pakistan, renforçant ainsi l'instabilité dans ce pays doté d'un arsenal nucléaire. Mais au-delà des frontières afghanes, les principales répercussions [de la chute de Kaboul] seront d'ordre psychologique. Le triomphe des talibans va exalter les djihadistes du monde entier et inciter de nouvelles recrues à les rejoindre. Cette victoire encouragera les extrémistes vivant dans les pays riches à commettre des

attentats. Dans ces États, quelques actes terroristes suffisent à semer la peur et à bouleverser les politiques intérieures.

Les conséquences seront encore plus dramatiques dans les pays pauvres et fragiles, où les djihadistes n'aspirent pas uniquement à faire des victimes, mais aussi à régner sur le territoire, ou du moins à empêcher le gouvernement en place de garder le contrôle. C'est déjà le cas au Pakistan, au Yémen, en Syrie, au Nigeria, au Mali, en Somalie ou encore au Mozambique. Plusieurs autres régions d'Asie, d'Afrique et du Moyen-Orient pourraient bien suivre le même chemin. De nombreux djihadistes s'interrogent : si nos frères afghans peuvent triompher d'une superpuissance, pourquoi ne pourrions-nous pas vaincre nos piètres dirigeants? Les djihadistes ne sont pas tous identiques : leurs doctrines respectives sont sources de conflits, ils se détestent souvent et s'affrontent les uns les autres. Les partisans de l'État islamique se moquent ainsi des talibans, qu'ils accusent, de manière insensée, d'être les laquais des États-Unis. L'une des premières actions des talibans, [lorsqu'ils ont pris] Kaboul, fut de libérer le chef de l'État islamique en Asie du Sud pour l'exécuter.

La plupart des djihadistes sont animés en premier lieu par des griefs régionaux : un gouvernement avide, des querelles ethniques ou

80000

MILLIARDS DE DOLLARS

C'est le coût des guerres menées par les États-Unis depuis vingt ans. Les chiffres publiés par le Costs of War Project de l'université Brown sont ahurissants : les guerres menées par les États-Unis en Afghanistan, en Irak en Syrie ou au Yémen depuis le 11 septembre 2001 auront coûté au Trésor public américain plus de 8 000 milliards de dollars (6 740 milliards d'euros) d'ici à la fin de 2022. Les chercheurs ont aussi calculé que ces conflits auront causé plus de 929 000 morts, dont 387 000 civils, et 38 millions de personnes déplacées. Le **Boston Globe** relève que ce rapport a d'ailleurs été cité par le président Biden le 31 août : *“Le coût estimé par l'université Brown serait de plus de 300 millions de dollars par jour pendant vingt ans en Afghanistan. Le peuple américain devrait entendre cela.”*





religieuses, la présence d'infidèles. Mais ils se nourrissent également des événements du monde entier. Leurs téléphones portables leur apportent chaque jour la preuve de l'oppression qu'ils subissent dans leur pays n'est qu'un fragment de la persécution générale qu'endurent les musulmans, que ce soit dans les goulags du Xinjiang [où sont enfermés les Ouïgours] ou dans l'enfer de Gaza. Lorsque des djihadistes remportent une victoire quelque part dans le monde, tous les autres groupes en éprouvent de la fierté et sont encouragés à passer eux aussi à l'action.

LA PLUPART DES DJIHADISTES SONT ANIMÉS PAR DES CRIEFS RÉGIONAUX : UN GOUVERNEMENT AVIDE, DES QUERELLES ETHNIQUES OU RELIGIEUSES.

Les régimes incompetents offrent des bonnes occasions aux djihadistes. Lorsqu'un État se montre injuste, ses citoyens peuvent penser que la situation serait meilleure si le pays était aux mains des djihadistes. Et même s'ils ne prennent pas les armes, ils peuvent soutenir discrètement ceux qui le font. De nombreux Afghans vivant dans les régions rurales du pays estiment ainsi que la justice rendue par les talibans, bien qu'elle soit sévère, est plus rapide et moins corrompue que celle des tribunaux du gouvernement. De même, les talibans seraient moins enclins au pillage [que les fonctionnaires] lorsqu'ils effectuent des contrôles. C'est l'une des raisons pour lesquelles l'organisation a rencontré si peu de résistance lors de sa marche sur Kaboul. L'autre facteur est d'ordre psychologique : si les talibans ont pris

le pouvoir, c'est parce que les Afghans ne voulaient pas mourir en luttant pour une cause devenue vaine après le départ des Américains. On retrouve partout des mécanismes similaires. Dans le nord-est du Nigeria, les djihadistes sont particulièrement difficiles à vaincre, parce que la population hait le gouvernement national et que les officiers de l'armée vendent à la guérilla les armes de leurs hommes, puis empochent l'argent.

Une fois au pouvoir, cependant, les djihadistes découvrent que leur idéologie est difficilement compatible avec la conduite d'un pays. Puisqu'ils veulent créer une société extrêmement pieuse et se montrent impitoyables face à ceux qui s'éloignent de cet idéal, il n'est pas facile de trouver des compromis pragmatiques. Le règne de l'État islamique sur une vaste partie de l'Irak et de la Syrie n'a duré que trois ans. Avec sa manie de noyer des opposants enfermés dans des cages et son incapacité à développer une activité économique autre que le pillage et le kidnapping, Daech s'est attiré l'hostilité des sunnites, qui auraient pourtant pu devenir des sympathisants. L'organisation a tellement effrayé les gouvernements étrangers et les Irakiens chiites qu'ils se sont alliés pour l'écraser.

Image de pragmatisme. La dernière fois qu'ils ont régné sur l'Afghanistan, les talibans se sont, eux aussi, révélés d'affreux dirigeants. Tout dépendra, donc, de leur capacité à apprendre de leurs erreurs. Si des djihadistes se montreraient capables de s'emparer d'un pays puis de le diriger relativement bien, ils deviendraient un exemple pour leurs pairs du monde entier. Les chefs de file des talibans s'emploient à renvoyer une image de pragmatisme et martèlent qu'ils respecteront les droits humains. Mais l'avenir s'annonce difficile. Les combattants

À la une



"OÙ VA L'INTERNATIONALE DJIHADISTE?"

Après la chute de Kaboul, l'hebdomadaire britannique **The Economist** pose la question en couverture de son édition du 28 août.



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

D'Al-Qaida au réseau Haqqani, en passant par l'État islamique au Khorasan (aussi appelé Daech-K) et les talibans, des liens existent entre les différentes factions présentes en Afghanistan. Et les désaccords idéologiques ne sont jamais définitifs, explique **Foreign Policy** dans cet article : **"Entre les talibans et l'État islamique au Khorasan, une convergence d'intérêts"**.

talibans commettent déjà des actes monstrueux. Dans les villes, nombreux sont les Afghans qui méprisent le nouveau régime, car ils ont goûté la liberté de s'habiller, d'étudier et de travailler comme bon leur semble, même pour les femmes. Les États-Unis ont gelé les réserves de la Banque centrale afghane, qui se retrouve donc à court d'argent. L'économie est paralysée, les prix grimpent en flèche. Les talibans doivent désormais expliquer comment ils comptent relancer le pays, mais ils préfèrent vociférer que les Afghans diplômés ne doivent pas le quitter. Ces derniers ont sans doute des projets bien différents.

Le fiasco afghan nous a notamment appris une chose : les événements qui se produisent dans des États lointains et défailants ne concernent pas uniquement leurs habitants. Ils ont des répercussions dans le monde entier. Les épreuves que traversent Kaboul aujourd'hui entraîneront une intensification des flux migratoires et une recrudescence des attentats djihadistes, et elles renforcent le risque de voir triompher d'autres insurrections islamistes. Les réper-

LES ÉVÉNEMENTS QUI SE PRODUISENT DANS DES ÉTATS LOINTAINS ET DÉFAILANTS ONT DES RÉPERCUSSIONS DANS LE MONDE ENTIER.

cussions de la crise afghane pourraient déstabiliser de nombreux pays, mettant ainsi en danger leurs citoyens mais aussi les touristes et les travailleurs étrangers.

Le désastre afghan est également la preuve qu'une approche purement militaire est peu efficace pour empêcher le djihad de prospérer. La solution à long terme consiste à bâtir des régimes plus ouverts et qui fonctionnent mieux. Si l'ancien gouvernement afghan avait été moins corrompu et moins incompetent dans ses relations avec les dirigeants des différentes ethnies, il aurait peut-être mieux résisté. De la même manière, si le nord du Mozambique, le sud de la Thaïlande, le Cachemire et les vastes étendues du Sahel étaient mieux gouvernés, ils ne seraient peut-être pas devenus le refuge des djihadistes.

Améliorer un régime politique n'est pas chose facile, d'autant plus que de nombreux pays vulnérables au djihad sont également ravagés par le changement climatique. Les sécheresses de plus en plus fréquentes alimentent le mécontentement de la population et provoquent des conflits au sujet de l'eau et des pâturages. Les donateurs [internationaux] peuvent fournir des conseils et de l'argent, mais, au bout du compte, c'est aux populations locales de bâtir des institutions en état de marche pour leurs pays. Tant que les gouvernements en place ne garantiront pas l'accès aux services de base et à une certaine forme de justice, les sirènes du djihadisme continueront à séduire. —

Publié le 28 août

trans-
versales.

économie

Sciences.....40
Signaux41

Le crépuscule de la plus vieille banque du monde

Finance. Fondée en 1472, Monte dei Paschi di Siena faisait la fierté et l'identité de Sienne, en Italie. L'institution, en très mauvaise santé, est au bord du rachat.



—The New York Times
New York

La Banca Monte dei Paschi di Siena, la plus ancienne banque du monde, s'est vu décerner [en juillet] un autre titre moins prestigieux, celui du prêteur européen le plus fragile.

Elle a été classée au dernier rang du test de résistance réalisé par les autorités de contrôle européennes pour évaluer la santé financière des établissements du continent. C'est un nouveau revers dans la longue

saga qui concerne la banque, marquée par des accords désastreux, des manigances financières, des actes criminels et une mort mystérieuse.

Le test a montré qu'en cas de grave récession la banque verrait disparaître tous ses fonds propres. Le gouvernement italien a dû regarder la vérité en face : plus de cinq siècles après sa création, la banque Monte dei Paschi est sur le point de disparaître. À l'invitation de Rome, UniCredit, l'une des plus grandes banques d'Italie, a annoncé

[en juillet] qu'elle était en pourparlers pour racheter sa rivale à condition que l'État conserve toutes ses créances douteuses.

UniCredit gardera probablement le nom de la banque fondée en 1472 pour ses agences du centre de l'Italie. Et ses clients ne verront sans doute aucune réelle différence, du moins au début. Mais l'institution cessera d'être une entité indépendante et un rappel vivant du fait que les marchands italiens de la Renaissance ont pratiquement inventé les services

bancaires. Les opérations seront gérées depuis le siège d'UniCredit à Milan, plutôt que depuis le bâtiment aux airs de forteresse qui abrite le siège de Monte dei Paschi, situé dans le Sienne ancien. [La banque d'affaires allemande] Berenberg Bank, fondée à Hambourg en 1590, héritera probablement du titre de plus vieil établissement bancaire en activité au monde.

Les problèmes de la banque Monte dei Paschi sont une épine dans le pied de Mario Draghi, Premier ministre italien et ancien président de la Banque centrale européenne (BCE), alors qu'il cherche à imposer des réformes et à faire en sorte que l'Italie ne soit plus systématiquement le cancre de la zone euro. La vente de Monte dei Paschi, nationalisée de facto il y a quelques années [en 2017] dans le cadre d'une opération de sauvetage, "permettrait de libérer des ressources, du temps et du capital politique pour s'attaquer à des enjeux plus importants", estime Lorenzo Codogno, ancien chef économiste du Trésor italien, aujourd'hui consultant indépendant. "Il y a de fortes pressions politiques pour qu'une solution soit trouvée aussi rapidement que possible."

Mais les difficultés que rencontre l'institution toscane représentent un coup dur pour les habitants de Sienne et des environs, tant sur le plan psychologique qu'économique. Rares sont les banques qui ont des liens aussi étroits avec la richesse et l'identité de leur territoire que ceux qu'entretenait Monte dei Paschi à sa belle époque. Aujourd'hui encore, le groupe est le premier employeur privé de la ville et la fondation qui en était propriétaire a financé, grâce aux bénéfices de la banque, tout un éventail d'activités civiques, des crèches, des services d'ambulance et même les costumes portés par les représentants des quartiers rivaux lors des processions qui précèdent le Palio, la course de chevaux montés à cru qui se déroule normalement deux fois par été

Céder le contrôle à la banque milanaise UniCredit "serait comme perdre sa fille".

Un habitant de Sienne

✎ Dessin de Mayk paru dans
Sydsvenskan, Malmö.

Près de 5 000 postes pourraient être supprimés, soit un tiers des effectifs.

sur la place centrale de Sienne. "Monte dei Paschi fait partie intégrante de l'identité de la ville", explique Maurizio Bianchini, journaliste local, historien du Palio et ancien responsable de la communication de l'établissement toscan. "D'un point de vue humain, c'est comme si la banque était une branche de chaque famille siennoise."

L'incertitude quant à la survie de l'institution ne date pas d'hier. Les problèmes ont commencé en 2008 après qu'elle a payé plus que ce qu'elle pouvait se permettre pour acquérir une rivale [Banca Antonveneta] et devenir la troisième banque d'Italie après Intesa Sanpaolo et UniCredit.

Acte criminel. Puis, en 2013, alors que la police enquêtait sur des allégations selon lesquelles des dirigeants de la banque auraient caché aux autorités et aux actionnaires des pertes de plus en plus importantes, le corps de David Rossi, responsable de la communication de Monte dei Paschi, a été retrouvé dans une ruelle, sous la fenêtre de son bureau. On a dit qu'il s'était suicidé. Certains de ses proches étaient convaincus qu'il avait été assassiné parce qu'il en savait trop, mais la police n'a jamais trouvé de preuves qui auraient permis de conclure à un acte criminel.

En 2019, plus d'une douzaine d'anciens dirigeants des banques Monte dei Paschi, Deutsche Bank et Nomura ont été condamnés pour avoir utilisé illégalement des produits dérivés complexes [entre 2008 et 2012] afin de masquer les problèmes de la banque italienne [et 2 milliards d'euros de pertes]. Ils ont fait appel.

La plupart des banques aux prises avec ce genre de problèmes auraient été vendues il y a longtemps, mais, pour les Siennois, l'accord de cession à UniCredit équivaut à vendre au plus offrant une part de leur identité. La ville souffrira également sur le plan économique. D'après les médias italiens, pas moins de 5 000 postes pourraient être supprimés, ce qui correspond à

Contexte

●●● “Les plus grandes banques européennes sont globalement assez solides pour supporter un nouveau choc économique sévère”, notait le **Wall Street Journal** le 30 juillet après la publication, par la Banque centrale européenne et l'Autorité bancaire européenne, du résultat des tests de résistance réalisés par 89 banques. L'objectif de l'exercice, lancé le 29 janvier : déterminer si les réserves d'un établissement sont suffisantes pour lui permettre de continuer

à prêter de l'argent aux entreprises et aux particuliers, même en cas de coup dur. Le scénario le plus pessimiste prévoyait une baisse du PIB de 3,6 % d'ici à 2023 dans la zone euro, une hausse du taux de chômage de 4,7 points de pourcentage, une chute des prix dans l'immobilier et un effondrement des Bourses de 50 % dans les économies avancées en 2021. Une seule banque ne résisterait pas à une telle crise : Monte dei Paschi di Siena, contrôlée par l'État italien.

indépendante”, explique Enrico Letta, ancien Premier ministre qui, après un passage dans le milieu universitaire, est revenu en politique [il est le nouveau secrétaire du Parti démocrate italien] et brigue le siège de député de la circonscription de Sienne et Arezzo.

D'après lui, même si le secteur bancaire restera un employeur important, la ville devrait investir dans l'autre domaine où elle est traditionnellement en position de force, la santé. Le groupe pharmaceutique britannique GlaxoSmithKline possède à Sienne un centre de recherche de premier plan où l'on met au point des vaccins contre des maladies qui sévissent dans les pays les plus pauvres, comme la typhoïde. “Sienne voulait être la capitale de la finance. Elle peut être celle des sciences de la vie !” lance Enrico Letta.

Il a ainsi appelé à la création dans la ville d'un pôle européen des sciences de la vie, et dit qu'une partie des fonds du plan de relance européen post-Covid alloués à l'Italie devrait être utilisée pour financer les recherches coordonnées par Toscana Life Sciences, une organisation à but non lucratif siennoise qui aide à leur démarrage les start-up de la santé. L'un des laboratoires de recherche qu'elle soutient travaille sur une thérapie de pointe contre le coronavirus à base d'un anticorps monoclonal. Le composé qui pourrait en résulter serait moins cher que d'autres traitements similaires et pourrait être administré par les médecins sans hospitalisation.

“On doit confier à Sienne une nouvelle mission”, affirme Enrico Letta. Certains habitants de la ville sont aussi de cet avis. Comme l'Italie elle-même, Monte dei Paschi montre qu'un passé prestigieux n'est pas une garantie de réussite dans le monde moderne. “C'était ce qui faisait la prospérité de Sienne”, commente Marco Bruttini, un graphiste retraité de 70 ans assis ce matin-là sur un banc, non loin du siège de la banque. “Mais même sans cette fusion, cette époque est révolue depuis longtemps déjà.”

— Gaia Pianigiani (à Sienne) et Jack Ewing (à Francfort)

Publié le 17 août

un tiers des effectifs. UniCredit a refusé tout commentaire. “Les Siennois sont furieux”, explique sous couvert d'anonymat un homme de 80 ans, qui discute avec des amis sur les marches d'une agence de Monte dei Paschi au centre de Sienne. Céder le contrôle à la milanaise UniCredit “serait comme perdre sa fille”, dit-il.

Les résultats du test de résistance publiés en juillet par la BCE montrent à quel point Monte dei Paschi reste vulnérable malgré les multiples recapitalisations et plans de redressement dont elle a bénéficié. Ainsi, si une récession sévère devait avoir lieu et se prolonger jusqu'en 2023, la banque verrait disparaître pratiquement tous ses fonds propres. Elle aurait besoin d'un apport en capitaux “bien supérieur” à 2,5 milliards d'euros, a déclaré le ministre italien de l'Économie, Daniele Franco, devant le Parlement [en août].

Le 29 juillet, veille de la publication des résultats du test, UniCredit annonçait qu'elle avait engagé des négociations exclusives pour le rachat de Monte dei Paschi. Le 30 juillet, Andrea Orcel, directeur général d'UniCredit, a dit aux journalistes et aux analystes que le groupe devait encore examiner soigneusement les comptes de Monte dei Paschi avant de décider s'il ira de l'avant dans une reprise. Il a cependant ajouté que l'acquisition de Monte dei Paschi

permettrait de renforcer les activités d'UniCredit dans le centre de l'Italie. “C'est le bon moment”, a-t-il commenté.

Malgré tout, de nombreux Siennois refusent d'admettre que le demi-millénaire d'indépendance de Monte dei Paschi pourrait bientôt tirer à sa fin. Le

“On doit confier à Sienne une nouvelle mission.”

Enrico Letta,
SECRÉTAIRE DU PARTI
DÉMOCRATE ITALIEN

rachat potentiel par UniCredit est devenu un enjeu des élections municipales et régionales qui auront lieu en octobre, et pourrait faire le jeu de la Ligue, parti populiste de droite qui appuie déjà le maire de Sienne, Luigi De Mossi. Ce dernier a dit récemment à des journalistes que le groupe bancaire “n'était pas un supermarché” et qu'UniCredit ne pouvait pas simplement choisir les actifs qu'il veut et laisser le gouvernement se débrouiller avec le reste. À ses yeux, l'avenir de la banque est “un enjeu social et politique qui ne concerne pas que Sienne, mais aussi l'Italie et même l'Europe.”

D'autres responsables politiques croient cependant qu'il est temps que Sienne passe à autre chose. “Le test de résistance de la BCE permet en quelque sorte de confirmer que la banque ne peut plus fonctionner de manière

COMMANDEZ DÈS MAINTENANT



Grand Atlas 2022

Toutes les questions d'actualité et les enjeux qui vont faire 2022, avec des cartes, des infographies et des synthèses efficaces. Edition Autrement en partenariat avec *Courrier international* et *France Info*.

Collection dirigée par Franck Tétart
Format : 20 X 29,5 cm - 144 pages

19,90 €
Frais de port offerts

L'agenda 2021-2022

La rédaction de *Courrier international* à imaginé pour vous un agenda original.

- Format : 145 mm x 210 mm
- 144 pages
- Une double page par semaine
- Couverture rigide
- Ruban marque page



9,90 €
Frais de port offerts

BON DE COMMANDE

À retourner accompagné de votre règlement à :
Courrier international - Service VPC - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

N° Titre	Prix	Quantité	Total
1 - Grand Atlas 2022	19,90 €	x	= €
2 - L'agenda 2021-2022	9,90 €	x	= €
Frais de port offerts			0€
Total =			€

Mes coordonnées :

VCO21BA1610

☐ Monsieur ☐ Madame
NOM
PRÉNOM
ADRESSE
CP [] [] [] [] VILLE

Je règle par chèque à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, téléphonez au service Clients
<https://abo.courrierinternational.com/vpc>
au 03.21.13.04.31 (du lundi au vendredi, de 9 h à 18 h)

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2021
Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande.
Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet :
boutique.courrierinternational.com/cgv-co

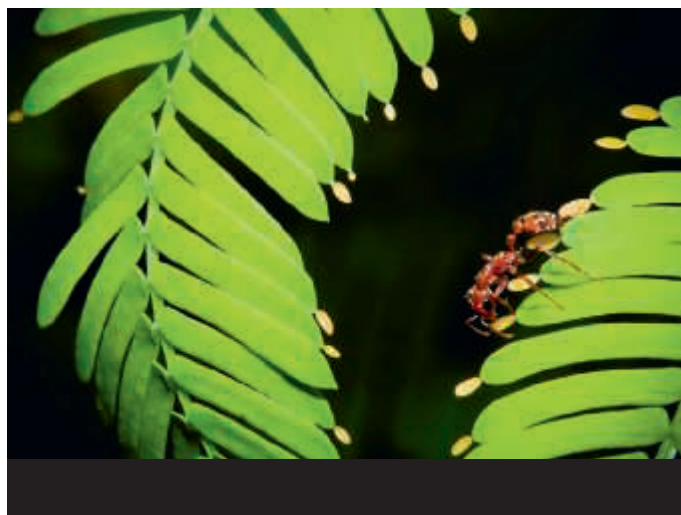
En retournant ce formulaire, vous acceptez que *Courrier international*, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi “informatique et libertés” du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante :
DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr.

SCIENCES



Chez la fourmi, la paresse paie

Biologie. Pour les inciter à travailler, l'acacia récompense davantage les fourmis les moins travailleuses parmi celles qui le colonisent.



—The Economist Londres

Les fables d'Ésope [un écrivain de l'Antiquité] sont censées illustrer une morale. Mais s'il avait vécu en Amérique centrale plutôt qu'en Grèce, Ésope aurait peut-être renoncé à en écrire une intitulée *La fourmi et l'acacia*. En effet, comme l'ont découvert Sabrina Amador-Vargas et Finote Gijssman, chercheurs [en biologie évolutionniste] au Smithsonian Tropical Research Institute, au Panama, la morale de cette histoire-ci est que la paresse paie.

Les acacias sont très répandus et forment une grande famille. L'un de ses membres, *Vachellia collinsii*, est célèbre pour sa relation symbiotique avec les fourmis. Celles-ci s'attaquent aux insectes qui mangent les feuilles de l'arbre, éliminent les plantes qui pourraient le gêner et le protègent des maladies en lui fournissant des antibiotiques produits par des bactéries vivant sur leurs pattes. En retour, l'arbre récompense les fourmis en leur offrant de la nourriture sous la forme de corps beltiens riches en protéines [des excroissances sur les feuilles] et de nectaires [une petite émergence dans laquelle est sécrété du nectar] pleins de sucre, ainsi qu'un logement sûr à l'intérieur de

↑ Fourmi de l'espèce *Pseudomyrmex ferruginea* sur un acacia en train de récolter des corps beltiens pour se nourrir.

Photo Bazzano Photography/Alamy/Photo12

ses épines creuses, qui ont évolué expressément dans ce but.

Un arrangement confortable, donc. Mais, comme tout accord, il peut être négocié. L'un des symbiotes des acacias les plus connus est *Pseudomyrmex spinicola*, une fourmi qui fait tout ce qu'on attend d'elle et aide son hôte à s'épanouir. *Crematogaster crinosa*, en revanche, est une locataire moins désirable. Paresseuse, cette fourmi ne se précipite pas pour repousser les insectes herbivores, échoue à éliminer la végétation envahissante et, à ce qu'on en sait, ne distribue pas d'antibiotiques.

Des salaires différents. Vu la disparité entre les services rendus par ces deux espèces, Sabrina Amador-Vargas et Finote Gijssman se sont demandé si les arbres leur versaient des salaires différents. Et, comme ils l'écrivent dans [leur étude publiée le 1^{er} juillet dans] *The Science of Nature*, ils ont découvert que c'était bien le cas. Mais pas d'une façon qu'Ésope aurait approuvée.

Pendant trois mois, les chercheurs ont observé des spécimens de *Vachellia collinsii* sur deux sites, dont l'un abritait les deux types de fourmis et l'autre uniquement *Pseudomyrmex spinicola*. Ils ont prêté une attention particulière aux épines, aux corps beltiens et aux nectaires des arbres, et ont également recueilli des échantillons de feuilles grignotées par des insectes. À titre de comparaison, ils ont également étudié des acacias dépourvus de colonies de fourmis.

L'acacia offre aux fourmis de la nourriture et un logement sûr.

Ils ont découvert que la quantité et la qualité des hébergements fournis par l'arbre étaient les mêmes, quelles que soient les circonstances. Même en l'absence de fourmis, les acacias développaient à peu près le même nombre d'épines creuses. Les récompenses alimentaires proposées, en revanche, variaient beaucoup.

Les arbres qui hébergeaient des fourmis présentaient 75 % de nectaires en plus que ceux qui n'en hébergeaient pas. Ce qui n'a pas beaucoup surpris les chercheurs. Ce qui les a étonnés, c'est de voir que les acacias traitaient différemment les deux types de locataires. Bien que la distribution des corps beltiens restât inchangée, les acacias accueillant des colonies de *Pseudomyrmex spinicola* ne présentaient des nectaires qu'à la base de leurs feuilles. On retrouvait la même chose chez les arbres qui hébergeaient *Crematogaster crinosa*, mais ils arboraient en plus des nectaires au bout de leurs feuilles. Les ouvrières récalcitrantes étaient ainsi encouragées à traverser la feuille pour atteindre une récompense supplémentaire. Elles pouvaient alors tomber sur des nuisibles dont elles ne se seraient peut-être pas occupées autrement, et les obliger à déguerpir.

D'un point de vue anthropomorphe, cela ne semble guère équitable pour l'ouvrière zélée qu'est *Pseudomyrmex spinicola*, qui n'a pas besoin de ce pot-de-vin pour effectuer le même travail.—

Publié le 7 juillet

LA LETTRE TECH



Tous les quinze jours, l'actualité de la Silicon Valley vue des États-Unis

PHILIPPE COSTE, à New York

L'innovation version Texas et le droit à la réparation

La nouvelle loi anti-avortement du Texas se veut très innovante. N'importe quel citoyen peut se muer en justicier et traîner devant un tribunal civil une personne ou une institution soupçonnée de faciliter une IVG, désormais illégale après six semaines de grossesse (*lire p. 6*). Les frais de justice des plaignants seront remboursés par l'État et une récompense de 10 000 dollars leur est promise en cas de succès de la plainte. Le luxueux site web antiavortement Texas Right to Life a même offert, avant que des opposants à la loi ne paralysent son serveur, la possibilité de dénoncer des "coupables" ou de s'inscrire en tant qu'informateur régulier. Hormis cela, quel rapport avec la tech ? **Protocol** rappelle que le Texas entend conserver son image de rival de la Silicon Valley. Or, cet État pourrait devenir le plus inhospitalier du pays pour les réseaux sociaux. Les sites de levée de fonds pourront-ils être attaqués en justice si l'argent est utilisé pour une IVG ? Facebook ou Twitter devront-ils démasquer les comptes anonymes et donner les noms aux tribunaux ? Lyft et Uber viennent de constituer un fonds d'urgence pour payer la défense de leurs chauffeurs s'ils venaient à conduire une femme à un avortement illégal.

Colis et autocars

Reste une solution, trouver une clinique ailleurs. Mais à moins d'habiter près de la frontière du Texas, quitter ce territoire plus étendu que la France coûte du temps et de l'argent. Comme dans les années 1960 et 1970, les femmes les plus aisées pourront prendre l'avion vers des États plus arrangeants, mais les plus modestes devront recourir à d'autres solutions, comme le téléavortement. **Bloomberg** raconte que les

fermetures de cliniques dans le Sud et dans le Midwest ont provoqué l'essor des cabinets de télémedecine spécialisés qui, après une consultation par vidéo, envoient par colis des médicaments abortifs aux patientes. Mais le Texas va interdire cette pharmacopée. Les femmes embarqueront donc dans des autocars affrétés par ces mêmes services en ligne pour aller prendre ces médicaments dans des postes mobiles situés juste de l'autre côté de la frontière.

"Right to Repair"

Le **Wall Street Journal**, lui, nous remonte le moral. Il confirme que Joe Biden s'efforce, avec un imminent projet de loi, de promouvoir un droit bafoué des utilisateurs de Mac : celui de faire réparer leurs ordinateurs ailleurs que chez Apple, dont les services techniques, aux tarifs exorbitants, n'ont d'autre but que de vous faire acheter une machine neuve. Les réparateurs non agréés, deux à trois fois moins chers, ne peuvent obtenir la documentation technique que "*sous le manteau, comme de petits dealers dans des toilettes de lycée*", grommelle l'un d'eux dans une vidéo. Quant aux pièces de rechange, elles proviennent de récupération. En obligeant Apple à fournir ces éléments, le gouvernement entend prouver sa détermination à combattre les monopoles dans la tech.—



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Inscrivez-vous sur notre site pour recevoir chaque mardi la Lettre tech.



signaux

Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

Comme un arbre dans Madrid

La petite communauté autonome est un berceau de biodiversité forestière : elle concentre un tiers des espèces végétales d'Espagne.

LES DIX PRINCIPALES ESSENCES MADRILÈNES

La communauté autonome de Madrid s'étend sur 8 030 km², dont 2 700 km² sont arborés. La région correspond à moins de 2 % de la surface totale du pays, mais est riche de 30 % des espèces végétales recensées en Espagne. On y trouve des conifères typiques de haute montagne comme des pâtures rappelant le pourtour méditerranéen.



Chêne vert
993,5 km²



Pin sylvestre
272,6 km²



Chêne tauzin
236,3 km²

Pin parasol 143,7 km²

Pin maritime 118,8 km²

Genévrier 95,4 km²



Pin blanc de Provence 70,5 km²



Frêne 65,2 km²



Pin noir 13,8 km²

Peuplier et platane 9 km²



Sources : ministère de la Transition écologique et du Défi démographique, Institut géographique national, Centre technologique forestier de Catalogne (CTFC), Communauté de Madrid.



La source

EL PAÍS. Le 1^{er} août, le journal le plus lu d'Espagne soulignait la richesse végétale de la région madrilène, concentrée dans le nord-ouest. Forêts de haute montagne, plaines de plateau et garrigues dessinent le paysage, au gré des reliefs et des types de

sol. Le dérèglement climatique, la pression humaine et la gestion forestière quasi inexistante menacent cependant cette précieuse biodiversité, déplorent des associations espagnoles. Sans compter le passage de la tempête Filomena, en janvier dernier.

Courrier international



Analyser

les points de vue de l'étranger
sur la France



Comprendre

l'actualité du monde



Débattre

des grandes questions
qui agitent le monde



Interpréter

les différents éclairages
sur l'histoire



Apprendre

en puisant dans les meilleures
sources d'information

9,90€
PAR MOIS
au lieu de
~~18,23 €*~~

**VOTRE
ABONNEMENT
COMPREND :**

1 an
(52 numéros)



l'accès au
site Internet
et au **Réveil
Courrier** sur
tous vos supports
numériques.



EN CADEAU

6 hors-séries
de **Courrier international**
si j'opte pour le prélèvement.



**Valeur
51€***

Bon d'abonnement

à retourner à : *Courrier international* - Service Abonnements A2100 - 62066 ARRAS Cedex 9

- ☐ **Oui, je profite de cette Offre liberté** pour **9,90 €** par mois au lieu de ~~18,23 €*~~
et je recevrai **en cadeau** les **6 hors-séries** de *Courrier international* au fur et à mesure de leur parution.
Je complète le mandat SEPA ci-dessous.

- ☐ **Je préfère régler en une fois 119 €** au lieu de ~~218,80 €*~~
par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :

<https://abo.courrierinternational.com/auto2>

ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures)

Réduction
de plus de
45%**

☐ Monsieur ☐ Madame

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

*Prix de vente au numéro. Offre réservée aux particuliers, valable jusqu'au 31/12/2021 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Etranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi "informatique et libertés" du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr.

RCO21BA1610

Je remplis le mandat de prélèvement SEPA ci-dessous et je joins un RIB.

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez Courrier international SA à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de Courrier international SA. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Vous acceptez que le prélèvement soit effectué à l'installation de votre abonnement. Vos droits concernant le prélèvement sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées que par le créancier pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de portabilité, de limitation des traitements, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr.

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

IBAN - Numéro d'identification international du compte bancaire
BIC - Code international d'identification de votre banque

RÉFÉRENCE UNIQUE DU MANDAT (RUM)

.....
Sera rempli par Courrier international
Paiement récurrent
Fait à :
Le :

Signature obligatoire

Organisme créancier :

Courrier international - ICS : FR11ZZZ396542
67, avenue Pierre-Mendès-France - 75013 Paris

spécial vins



← Illustrations de Mikel Casal parues dans **Wine Enthusiast Magazine**, New York.

— **The Guardian** (extraits)
Londres

Il est tôt, et la campagne bruisse encore du son des grenouilles et des oiseaux au domaine de l'Affût, en Sologne. Deux chevaux de trait, Urbanie et Bambi, cheminent à leur rythme entre deux rangées de vignes. Prudemment guidés par leur propriétaire, Jean-Pierre Dupont, et son fils, ils tirent chacun une lame de désherbage qui arrache l'herbe poussant au milieu des ceps.

Plusieurs fois par an, Urbanie et Bambi viennent travailler au domaine de l'Affût, à la surprise des passants, souvent : on a tendance à considérer la traction animale comme une pratique d'un autre âge, un vestige de l'époque précédant la mécanisation de l'agriculture, au mitan du xx^e siècle.

La propriétaire du vignoble, Isabelle Pangault, qui a racheté le domaine en 2018, n'avait pas prévu au départ de travailler avec des chevaux. C'est en creusant un peu l'histoire du domaine que l'idée a pris forme. "C'est devenu une évidence en regardant une parcelle : il fallait utiliser des chevaux", dit-elle. La parcelle en question a été plantée en 1894, des ceps tortueux qu'un tracteur aurait

Le cheval fait des miracles dans les parcelles

De plus en plus de propriétaires de vignobles sont séduits par les aptitudes de ces équidés. Ils ont l'avantage de moins piétiner le sol qu'un tracteur, d'éviter l'utilisation des herbicides chimiques et de se faufiler entre les ceps tortueux. Reportage du *Guardian* en Sologne.

risqué d'endommager en désherbant. Isabelle n'avait pas souvent vu de chevaux de trait dans les vignobles, mais elle savait qu'ils permettaient un travail plus précis ; en effectuant des recherches, elle est tombée sur Urbanie et Bambi. Isabelle fait partie des 300 vignerons au moins à utiliser des chevaux de trait en Corse et sur le continent, recensés par une étude sortie récemment, Équivigne.

Clémence Bénézet, coautrice de l'étude, s'intéresse au secteur de la traction équine depuis dix ans.

"Les professionnels de la traction animale, notamment dans la viticulture, avaient une activité rentable et constataient une demande supérieure à l'offre du fait de la pénurie de prestataires", poursuit-elle, citant les conclusions de son étude de 2017. C'est donc qu'il existait des perspectives de croissance pour ce secteur."

L'étude Équivigne avait pour but de mieux comprendre le regain d'intérêt pour le cheval de trait en viticulture. Elle a ainsi permis d'établir que les difficultés techniques, comme le relief (ou, dans

le cas d'Isabelle, l'ancienneté de la vigne), pouvaient figurer parmi les raisons motivant l'utilisation du cheval, mais que la santé du sol restait le facteur prédominant. Les chevaux permettent en effet de se passer des herbicides chimiques et compactent moins le sol qu'un tracteur.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle Isabelle prévoit d'utiliser les chevaux sur une parcelle qu'elle vient de planter. "L'objectif est d'éviter de tasser le sol dès la plantation de la parcelle", explique-t-elle. Cela permet d'avoir une

meilleure structure du sol et, par conséquent, des pieds de vigne plus sains.

Pour les vendanges de l'année dernière, Isabelle avait loué Urbanie pour tirer une remorque devant les vendangeurs. Cette option avait un coût, mais la vigneronne voulait épargner aux saisonniers les fumées d'échappement et le tintamarre du tracteur.

Pouvoir magique. Son choix a eu des effets inattendus. "J'ai pleuré quand j'ai vu ça. L'ambiance n'avait rien à voir quand le cheval était là : les gens riaient, tout le monde travaillait au même rythme. Les chevaux ont vraiment un pouvoir magique", se félicite-t-elle.

Isabelle envisage de passer la certification en biodynamie. Son profil cadre avec les résultats de l'étude Équivigne. De tous les domaines sondés recourant à la traction équine, 68 % étaient en agriculture biologique, et 22 % avaient la certification Demeter (biodynamie), soit des chiffres largement supérieurs à la moyenne nationale. Choisir de travailler avec des chevaux va souvent de pair avec une sensibilité écolo. "Si vous voulez remettre de la vie [dans les campagnes], il faut de la flore et de la faune. La flore servira d'habitat aux insectes et aux oiseaux qui m'aideront à réguler les ravageurs", poursuit Isabelle.

Les études cherchant à évaluer les bienfaits du pastoralisme dans les vignes – parfois appelé vitipastoralisme – fleurissent depuis quelques années. Leurs conclusions ont poussé de nombreuses régions à sensibiliser les éleveurs à cette pratique.

Les moutons font d'ores et déjà partie intégrante du paysage dans le vignoble de Châteauneuf-du-Pape, une AOC qui s'étend sur 3 200 hectares : en 2020, 37 domaines faisaient appel aux moutons sur plus de 400 hectares.

En Dordogne, une étude réalisée sur trois ans par la chambre d'agriculture conclut que, pour les éleveurs de moutons, le vitipastoralisme représente une source de nourriture gratuite de novembre

à mars. L'étude démontre également les bienfaits de cette pratique pour les vignerons : en utilisant des moutons plutôt que des herbicides chimiques, le sol et la qualité de l'eau s'améliorent, sans compter que la présence des ovins favorise le développement de plantes fixatrices d'azote, comme le trèfle.

Carte interactive. Certaines régions encouragent déjà les partenariats entre les éleveurs et les viticulteurs, comme dans les Costières, près de Nîmes. Directeur adjoint de la chambre d'agriculture du Gard, Guy Marjollet constate un regain d'intérêt pour le pastoralisme dans les Costières depuis 2010. «À l'époque, le vitipastoralisme était encore marginal – jusqu'à ce que l'on comprenne que c'était une option intéressante pour se passer des herbicides dans les zones de captage d'eau potable», indique-t-il.

La chambre d'agriculture a créé une carte interactive, baptisée «Qui veut mon herbe ?», afin de permettre aux vignerons (entre autres) de prendre contact avec les éleveurs.

L'Institut français du cheval et de l'équitation (IFCE) et l'Institut français de la vigne et du vin (IFV) planchent sur un nouveau projet dans le sillage de l'étude Équivigne afin de mieux intégrer les chevaux à la viticulture.

C'est un exemple de la professionnalisation en cours du secteur de la traction animale à l'échelle nationale. L'École nationale du cheval vigneron (ENCV) a ainsi vu le jour en 2019 avec pour mission de former des chevaux, des vignerons et des prestataires, tandis que la Société française des équidés de travail a créé un certificat d'aptitude sur l'utilisation du cheval en viticulture. Une association visant à réunir les différents acteurs du secteur de la traction animale, y compris dans le domaine de la viticulture, a également été montée en 2020.

Enfin, l'intégration des animaux dans la viticulture répond aussi à un intérêt très simple. «[La viticulture] est un métier difficile, et il faut trouver un minimum de plaisir dans la pratique, confie Isabelle. Or c'est toujours un réel plaisir que de voir les chevaux travailler dehors.»

—Ginger Clark
Publié le 28 juin



MIKEL CASAL - ÉTATS-UNIS

Quel délice, ce rosé corse !

Si les Britanniques connaissent les vins rouges de l'île de Beauté, cette chroniqueuse "vin" estime que le rosé corse vaut aussi largement le détour.

—The Daily Telegraph
(extraits) Londres

Il y a quatre ans, le monde s'était moqué de Trump quand il avait accidentellement placé la Corse en l'Italie. L'ancien président américain avait partagé une carte, lors de sa tournée européenne, où cette île de la Méditerranée était indiquée comme italienne et non française.

L'auteur de la carte, sûrement pas Trump, avait sans doute été induit en erreur par la consonance italienne de son nom en anglais, Corsica, et le fait que l'île, au cours des siècles, avait été sous la domination de Pise

et de Gênes. Pourtant, hormis quelques courtes périodes d'occupation (par les Britanniques, les Italiens et les Allemands), la Corse est française depuis 1769, l'année de naissance de Napoléon Bonaparte, à Ajaccio.

L'île est célèbre pour ses paysages sublimes, et ce n'est pas pour rien qu'on l'appelle l'île de Beauté. Avec ses forêts, ses falaises rouges qui plongent dans les eaux bleues de la Méditerranée, son arrière-pays montagneux et sa série de caps et de criques paradisiaques, la Corse est moins connue pour son vin, pour l'instant du moins.

Jane Anson, une autrice installée à Bordeaux, écrivait en

2017 que la Corse était désormais «l'une des destinations vinicoles les plus enthousiasmantes de France». Et il suffit de goûter l'un de ses rouges atmosphériques (qui plaira aux amateurs de côtes-du-rhône et de chianti), ses blancs aux arômes végétaux ou l'un de ses rosés translucides pour vouloir en découvrir davantage.

C'est grâce à Yapp Brothers, grand importateur de vins français du Somerset, que j'ai découvert les vins corses. L'ADN des Yapp penche résolument du côté de l'épicurisme, et la famille a une solide expérience dans la recherche de bons vins lors de ses voyages de dégustation.

Ils ont ajouté à leur catalogue leurs trois premiers producteurs corses en 2005 après avoir persuadé leur voisin, «Dave le Corse», de leur faire visiter l'île pendant une semaine. «Dave le Corse» avait écrit un guide touristique sur la Corse et connaissait bien la région. Aujourd'hui, le vin corse – principalement le rosé – fait son apparition dans d'autres endroits. La Wine Society propose un rosé de sa propre marque. La Co-op [une

coopérative de consommateurs britannique] a commencé à en vendre pour la première fois cet été. Sainsbury's a également lancé un rosé de Corse et présente l'île comme une région de vins à surveiller : «Le rosé corse est actuellement très à la mode en France comme alternative au rosé provençal, [une mode] qui, selon nous, pourrait gagner le Royaume-Uni.»

La Corse n'est pas une grande région viticole : elle ne représente que 1 % de la production nationale et compte environ 5 800 hectares de vignes, contre 26 700 hectares en Provence (à titre de comparaison, le Royaume-Uni compte environ 3 800 hectares de vignes).

L'île produit 50 millions de bouteilles de vin chaque année, et la plupart d'entre elles ne quittent jamais la France. Un peu plus d'un tiers est consommé sur place, et 45 % partent sur le continent, ce qui laisse 20 % pour l'exportation. Et si le rouge et le blanc corses sont tous deux excellents, c'est le rosé, qui représente plus des deux tiers du vin produit en Corse, qui a attiré l'attention des acheteurs, la ruée vers le rosé en été les obligeant à chercher à s'approvisionner au-delà de la Provence.

Le rosé corse ressemble-t-il au rosé provençal ? Pas vraiment. Et c'est plutôt une bonne chose. J'ai remarqué que certains amateurs de vins faisaient une fixette sur certains vins, rosés ou autres,

Comme le rosé de Provence, celui de Corse est un vrai festival de saveurs.

et passaient leur vie à chercher le même vin partout, espérant retrouver son exacte reproduction. Mais ce n'est pas ma conception du vin. Pour moi, le vin, au contraire, prône la différence et la diversité, même s'il existe des similarités entre certains vins. Les rosés corse et provençal sont deux rosés à la robe très claire, secs, délicats et rafraîchissants. Il y a cependant une différence notable. Alors que le rosé provençal a un velouté soyeux comme l'eau d'Évian, le rosé corse est plus proche de la Volvic.

Penchons-nous sur les vignes corses, dont la diversité est intéressante. Trente-trois variétés différentes sont plantées sur l'île : le grenache, forcément, → 46

de 24 à 30%

DE BAISSÉ DE LA PRODUCTION VITICOLE EN 2021

Le gel du printemps dernier a mis à mal une grande partie des surfaces viticoles françaises. La production atteindrait 32,6 à 35,6 millions d'hectolitres cette année, contre près de 47 millions d'hectolitres en 2020, selon les estimations du service statistiques du ministère de l'Agriculture.

À PARTIR DU
28 SEPTEMBRE 2021

LA FOIRE AUX VINS

ARRIVE LE 28 SEPTEMBRE DANS VOTRE MAGASIN

Pour ce nouveau cru, nos experts accompagnés d'Andreas Larsson, Meilleur Sommelier du Monde en 2007, ont sélectionné des centaines de vins issus du savoir-faire français et déniché 53 vins « Incroyables ».

Des vins avec un rapport qualité-prix exceptionnel, dont des vins bio et originaux qui raviront les amateurs comme les novices.



**7€
,60**

**AOP⁽¹⁾ CAIRANNE BIO⁽²⁾
VIGNOBLES ANDRÉ FARJON 2019**

75cl

Le L : 10,13€

PRÉCOMMANDEZ DÈS LE
14 SEPTEMBRE SUR WWW.E.LECLERC
ET RETIREZ GRATUITEMENT
VOTRE COMMANDE EN MAGASIN.



ANDRÉ FARJON

DÉCOUVREZ L'HISTOIRE DE CE VIN



La cuvée Vignobles André Farjon bio 2019 Cairanne a été créée pour répondre au mieux aux attentes des consommateurs d'aujourd'hui. C'est un vin riche et puissant dans lequel on retrouve des arômes fruités et un côté gourmand avec des tannins mûrs, élégants et soyeux.



REJOIGNEZ DÈS MAINTENANT
LA COMMUNAUTÉ WINEADVISOR
ET VENEZ DONNER VOTRE AVIS
SUR LES BOUTEILLES.

(1) AOP : Appellation d'Origine Protégée. (2) Vin issu de raisins de l'Agriculture Biologique.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.
LA LOI INTERDIT LA VENTE D'ALCOOL AUX MINEURS. DES CONTRÔLES SERONT RÉALISÉS EN CAISSE.

44 ← puisque c'est le principal cépage entrant dans la fabrication du rosé, mais les plus répandus sont le nielluccio, le sciacarello, le vermentino, l'aleatico, le biancu gentile et le muscat à petits grains.

Le nielluccio est le nom corse du sangiovese, le principal cépage du chianti, un rappel de l'héritage italien de l'île. Le sciacarello est également italien, une "très vieille variété toscane" connue également sous le nom de mammolo et probablement apportée de Toscane en Corse "pendant la domination de la république de Pise (1077-1284) ou de la république de Gênes (1284-1768)", selon l'ouvrage de référence sur les cépages de Jancis Robinson, Julia Harding et José Vouillamoz publié en 2012 [*Wine Grapes*, non traduit en français].

Comme le rosé de Provence, le rosé corse est un vrai festival de saveurs : un assemblage qui, dans le cas de la Corse, tourne autour d'un cépage ou d'une combinaison de nielluccio, de sciacarello et de grenache, et peut également en inclure d'autres, comme le vermentino, un raisin blanc que l'on trouve également en Provence, où il est appelé rolle.

Le rosé corse a des notes florales et ne manque pas de texture. Il est vraiment délicieux, mais ne vous en tenez pas uniquement au rosé, vous rateriez quelque chose. Les rouges puissants et mystérieux de l'île, aux saveurs de maquis et de soleil, sont également à découvrir.

—Victoria Moore
Publié le 12 août

Urgence climatique dans les vignes

Partout dans le monde, la viticulture évolue sous l'influence du réchauffement climatique. Pour la France, la hausse des températures occasionne d'importants changements.

La viticulture chauffe sous l'influence du changement climatique. Cette année en France, rapporte la *Tageszeitung*, "la récolte viticole va atteindre un niveau historiquement bas". Depuis 1970, l'Hexagone n'a jamais produit si peu de vin, s'inquiète le quotidien édité à Berlin. En cause : le gel tardif d'avril qui a brûlé bourgeons et premières feuilles (lire p. 44). Les viticulteurs français s'étaient retrouvés impuissants face à une météo très dure, rappelle *The Economist*. "Les vignerons italiens et français ont dû allumer des milliers d'énormes bougies, de la taille d'un seau, pour réchauffer l'air dans les vignes et éviter le gel meurtrier. Dans certaines régions, la perte est estimée à 2 milliards d'euros. Selon les autorités

françaises [le ministre de l'Agriculture] c'est 'probablement la plus grande catastrophe agronomique de ce début de XXI^e siècle'."

Pour la TAZ, le changement climatique est responsable de ces nouveaux dangers qui pèsent sur le vin et dont le gel fait partie.

Le quotidien, proche des écologistes, cite une étude des chercheurs du World Weather Attribution publiée en juin, qui identifie le gel comme futur danger majeur, la floraison des vignes ayant lieu plus tôt dans l'année à cause des températures généralement plus clémentes. Si en 2021, selon eux, le gel aurait été plus intense sans le réchauffement

climatique, ils chiffrent tout de même la probabilité de ce genre de dommage en hausse de 60 %.

L'influence du climat se manifeste également lors des vendanges. En Bourgogne, rapporte *The Economist*, elles commencent de plus en plus tôt. "Selon une

analyse des dates de récoltes en Bourgogne qui remonte jusqu'en 1354,

les températures ont tellement augmenté que, par rapport à l'époque médiévale, les vendanges ont désormais lieu deux semaines plus tôt", explique le magazine. La plus importante hausse de températures a été enregistrée au cours des trente dernières années. Et les conséquences ne s'arrêtent

pas là. "Le changement climatique change le goût du vin", ce qui n'est pas forcément une bonne nouvelle pour les vins du Sud, dont les vins français font partie, explique le journal. "Les pays où il fait plus chaud comme la France, l'Italie et l'Espagne sont dans le pétrin. Si les grains mûrissent à des températures plus élevées, le raisin sera plus sucré et moins acide, ce qui donne des vins liquoreux à forte teneur en alcool."

Selon le biologiste suisse Constantin Zohner, interrogé par le magazine, l'heure est venue de s'adapter : "Les vignerons européens doivent en être conscients et planter des cépages plus résilients et plus divers. Il n'y a pas de temps à perdre."

—Courrier international



MIKEL CASAL, ÉTATS-UNIS



Investissements. Les Français chics s'implantent aux États-Unis

●●● Les Français arrivent ! Au mois d'avril 2021, *Bloomberg* rapportait que, ces dernières années, "la fine fleur des vignerons français s'arrache les grands vignobles américains" et forme aujourd'hui une population de plus en plus importante à s'implanter aux États-Unis. Le site d'information financière cite le cas de la famille Bollinger. La célèbre maison de champagne française s'était, à ce moment-là, offert son premier vignoble américain, les Ponzi Vineyards, une propriété parmi les plus prestigieuses de l'Oregon. À en croire le site, Étienne Bizot, le patron de la holding familiale, était véritablement tombé sous le charme des vignes deux ans auparavant :

"Un week-end, Étienne Bizot sirotait du vin sur la terrasse du domaine Ponzi. Il était en vacances et jouait les touristes dans la vallée de la Willamette, en plein cœur du pays du pinot noir. Alors qu'il comparait trois variétés de pinots du domaine Ponzi, accompagnés d'une planche de fromage, son regard s'est porté sur les rangées de vignes. Une vue magnifique."

Mais Bizot est loin d'être seul, et Bollinger n'est pas une exception. En 2020, en Californie, la famille propriétaire de l'historique vignoble de Flora Springs dans le Napa Valley avait vendu les 25 hectares de son domaine à Château Smith Haut Lafitte bordelais. Quelques mois plus tard, les Diamond Creek Vineyards devenaient la propriété

de Roederer. D'autres exemples allaient suivre. Les Français consolident ainsi leur présence sur le marché américain. Mais ce n'est pas la seule raison de leur arrivée. "Le prix des vignes dans l'Oregon et en Californie est bien inférieur à ceux qui se pratiquent en Champagne, en Bourgogne ou dans le Bordelais", écrit *Bloomberg*. Côté vendeurs, les propriétaires de vignobles américains, même prestigieux, sont poussés par les prix affichant des taux record. "Les familles viticoles sont en train de repenser leur stratégie pour tenir compte, à l'avenir, des difficultés de plus en plus nombreuses, de la hausse des coûts et des risques croissants que présente aujourd'hui la gestion d'un domaine

indépendant." Un changement générationnel est une autre explication des ventes en série, les enfants des fondateurs n'étant pas toujours désireux de poursuivre le rêve des parents. Reste la question : "Ces changements de propriétaires vont-ils se refléter dans le style des vins ? Sans doute. Lorsque François Pinault, le propriétaire du domaine Château-Latour, premier cru classé, a acheté en 2013 le domaine d'Araujo, dans la Napa Valley [en Californie], les vins ont gagné en précision et en raffinement", écrit *Bloomberg*. Pour le site, l'objectif des investisseurs est néanmoins avant tout de consolider et d'améliorer les ventes de leurs propres marques aux États-Unis. —

Du 7 septembre au 24 octobre, faites votre sélection en ligne !

La seule Foire aux vins notée par



LA REVUE DU
vin
DE FRANCE

16/20

CHATEAU LAROSE PERGANSO

Appellation : Haut-Médoc

Cru Bourgeois

Région : Bordeaux



"Une densité structurée par des tanins fondus et une allonge fraîche."

La bouteille

~~13€95~~ 9€95

LES
PÉPITES
DE LA REVUE DU
VIN DE FRANCE



jereservemafoireauxvins.carrefour.fr

Faites votre choix en ligne parmi 1000 bouteilles dont 100 exclusivités web

en
magasin



drive



livré
chez vous



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION

Carrefour.fr



360



MAGAZINE

Le Japon à l'école de l'e-sport • Jeux vidéo	52
Israël sondé jusqu'à l'os • Cinéma	53
Aux bons anchois de menaïca • Gastronomie	54
Arwa, l'autre reine de Saba • Histoire	55

TELEGRAM



✓ Le logo de Telegram : un avion blanc en papier, censé représenter la liberté de penser.

Photo Pavlo Gonchar/SOPA Images/LightRocket via Getty Images

SOURCE



DER SPIEGEL

Hambourg, Allemagne

Hebdomadaire

655 371 (fin 2020)

spiegel.de

Un grand, très grand magazine d'enquêtes, lancé en 1947,

agressivement indépendant, et qui a révélé plusieurs scandales politiques. Depuis sa création, le Spiegel a choisi la ligne du journalisme d'investigation. Il est le magazine d'actualités allemand à la plus large diffusion.

TÉNÉBREUX EMPIRE

C'est l'un des services de messagerie les plus populaires, et aussi l'un des plus dangereux. Faute de régulation suffisante, il attire en masse terroristes, criminels et complotistes. Qui est Pavel Dourov, le mystérieux milliardaire russe qui l'a créé ? Quelles sont ses intentions ? Le magazine allemand *Der Spiegel* a tenté d'en savoir plus. — *Der Spiegel* [extraits] Hambourg

Pavel Dourov est assis en lotus sur le toit d'un hôtel. Le torse nu, le regard lointain, l'homme de 36 ans se détache sur la silhouette floue des gratte-ciel de Dubaï. Cette photo Instagram est l'un des rares signes de vie d'un des plus riches et influents magnats du web. Certains le surnomment le "Zuckerberg russe", car, en 2006, il a fondé le réseau social VKontakte, clone russe de Facebook. Mais bien plus importante est sa dernière création : Telegram, la messagerie instantanée la plus dangereuse du monde.

On ne sait pas grand-chose de ce milliardaire russe qui passe pour l'homme le plus riche de Dubaï, son pays d'élection. Et ce qu'il dit publiquement de lui reste souvent sibyllin. "Le monde extérieur est une réflexion du monde intérieur", a-t-il écrit en légende de sa photo sur Instagram.

Succès planétaire, l'application Telegram est installée sur 570 millions de smartphones. Depuis le début de la pandémie, elle est plus populaire que jamais. C'est une des rares plateformes de communication capable de rivaliser avec les produits de la Silicon Valley. En 2021, des millions d'utilisateurs, dont beaucoup d'Allemands, ont troqué WhatsApp [une filiale de Facebook] contre Telegram.

Toujours est-il que Telegram n'est pas qu'un autre WhatsApp. C'est un service qui échappe au contrôle des États et des autorités, où tout le monde peut écrire ce qu'il veut. Ce qui attire les coronasceptiques et les extrémistes de droite, les dealers et les arnaqueurs de tout poil. Pas besoin de longues recherches pour y trouver une "liste de personnes à exécuter" avec des noms de députés allemands. Des faussaires qui vendent des pass sanitaires. Et des dealers des drogues de toutes sortes. Ici, on planifie et réalise au vu et au su de tous des actes punis par la loi. Bref, l'application est un darknet que l'on emporte partout dans sa poche.

Les autorités regardent, impuissantes. Notamment parce que Dourov refuse de leur communiquer les données de ses utilisateurs. Il a entouré son entreprise d'un labyrinthe de sociétés difficile à démêler, qui en complique l'accès pour l'État. Il possède des firmes immatriculées jusqu'aux îles Vierges et au Belize. "Je ne suis pas un grand fan du concept de pays", déclarait-il en 2014 au *New York Times*. Longtemps, les autorités judiciaires allemandes n'ont même pas su à quelle adresse contacter Telegram.

Aujourd'hui, la plateforme s'est dotée d'une adresse à Dubaï, mais chaque fois que les autorités [allemandes] ont voulu savoir qui se cachait derrière un utilisateur à l'origine d'actes répréhensibles, elles sont restées sans réponse. "À ce jour, nous avons transmis 0 octet de données d'utilisateurs à des tiers, y compris aux gouvernements", se vante l'entreprise sur son site Internet. Telegram tire parti de l'angle mort juridique dans lequel il se trouve.

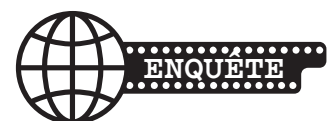
Une histoire datant de décembre 2011 donne une idée de la façon dont Dourov réagit à la requête d'un État. Fin 2011, toute la Russie a été secouée par les plus grandes manifestations contre le Kremlin depuis la fin de l'Union soviétique. Dans la ville natale de Dourov, Saint-Petersbourg, 10 000 personnes ont manifesté contre les fraudes électorales et le retour de Poutine à la présidence du pays. Pavel Dourov dirigeait alors encore VKontakte, qui totalisait plus de 100 millions d'utilisateurs. Le gouvernement russe n'appréciait guère que l'opposition appelle à manifester sur le réseau social. Les services secrets chargés de la sécurité intérieure, le FSB, ont demandé à Dourov de fermer ces groupes. Loin de s'exécuter, celui-ci a publié le message des services secrets sur Twitter et y a joint la photo d'un chien en pull à capuche en train de tirer la langue. Trois jours plus tard, des hommes armés des forces spéciales OMON surgissaient devant la porte de son appartement de luxe. Dourov les a regardés sur le

moniteur de son interphone. Il n'a pas ouvert. Une heure plus tard, les hommes sont repartis.

Cette histoire est le début du combat du milliardaire contre l'État russe, le combat de la Russie numérique moderne contre les vieilles élites. C'est aussi la légende fondatrice de Telegram : pendant que, dehors, les forces de sécurité assiégeaient sa porte, Pavel Dourov a pris conscience qu'il avait besoin d'un canal plus sûr pour communiquer avec son frère. Et qu'il devait donc en créer un. En un rien de temps, une équipe a commencé à plancher sur Telegram ; en août 2013, l'application était fin prête.

Mais l'État russe n'avait pas dit son dernier mot. D'abord, il a ouvert une enquête sur Dourov à propos d'un prétendu incident lors d'un contrôle routier. Ensuite, une entreprise proche du Kremlin a racheté des parts de VKontakte. De son côté, Dourov a refusé de transmettre au FSB des données d'utilisateurs ukrainiens opposés au président ukrainien Viktor Ianoukovitch [prorusse, qui sera renversé en 2014 après une vague de manifestations]. Puis il a quitté son entreprise et, quelques jours plus tard, son pays.

Avec son passeport de l'État caribéen Saint-Christophe-et-Nièves en poche, qu'il a obtenu pour la modique somme de 25 000 dollars, il a mené une vie de nomade à travers le monde. Il a posté sur le Net des photos de sa vie de globe-trotteur, depuis des images d'une fête Telegram à Barcelone jusqu'à celles d'une réunion de travail dans un château italien. Souvent il s'est rendu en Allemagne ;



il s'est exprimé à Munich et à Berlin lors de conférences sur les technologies.

Quelques années plus tard, Dourov s'installe à Dubaï. Dans les pays du Golfe, les chefs d'entreprise de son acabit sont exemptés d'impôts, ce qui n'est pas un détail pour lui dès la phase de création de Telegram. Mais, d'un autre côté, l'émirat est contrôlé avec tous les moyens dont dispose un État policier moderne ; les ONG y critiquent la situation des droits humains. L'homme d'affaires s'y sent malgré tout en sécurité.

Au demeurant, pas une trace de Dourov dans les locaux officiels de Telegram. Les Al Kazim Towers ne se trouvent pourtant qu'à quelques minutes en voiture de l'hôtel où il s'est fait photographier en lotus. Le siège de Telegram se niche au 23^e étage de la tour A. Un couloir au sol en marbre donne sur six portes. La porte marron n° 2301 est celle du bureau de Telegram. Ni écriteau ni sonnette. Je toque plusieurs fois. Pas de réaction. La porte est fermée à clé. En bas, à la réception, la dame de l'accueil me raconte que, depuis trois ans qu'elle travaille ici, elle n'a jamais vu personne entrer dans ce bureau. *"C'est très étrange, nous n'avons même pas un contact. Rien."* Telegram est tout de même enregistré dans le système informatique. C'est un peu mieux que rien.

Bien d'autres choses restent énigmatiques. Pendant longtemps, même le nombre d'employés n'était pas clair. L'équipe qui forme le noyau de Telegram serait constituée de 25 à 30 personnes, selon les déclarations faites par Dourov en janvier 2020 dans une déposition filmée adressée à un tribunal américain. D'anciens collaborateurs confirment ces chiffres. Rares sont cependant les noms de collaborateurs qui sont rendus publics – pour des raisons de sécurité, dit-on.

Une autre figure clé est toutefois connue : le grand frère de Pavel Dourov, Nicolaï, responsable de la technologie. C'est un enfant prodige qui lisait à l'âge de 3 ans. Étudiant, il a soutenu deux thèses en mathématiques, dont une à Bonn. Son professeur allemand était lauréat de la médaille Fields, une sorte de prix Nobel pour mathématiciens. À l'instar de Pavel, Nicolaï s'est passionné dès l'enfance pour la programmation. Les frères ont grandi principalement à Saint-Petersbourg, auprès de parents enseignants à l'université.

Il est un ancien collaborateur, Andrei Lopatine, qui connaît Nicolaï depuis l'école. Ensemble, ils ont remporté un concours de programmation à l'université, ils ont travaillé chez VKontakte, puis chez Telegram. Lopatine se souvient : c'est dans la datcha familiale des Dourov que Nicolaï et lui ont posé les bases techniques de la messagerie. Il fallait une application sûre et rapide.

Lopatine, qui a depuis lors quitté Telegram, est l'un des rares qui acceptent de donner ouvertement des informations sur les Dourov. Il parle d'eux en choisissant ses mots avec soin. Les deux frères entretiennent une relation étroite, mais c'est Pavel qui prend toutes les décisions stratégiques. De l'extérieur, Telegram ressemble à un club masculin ; Pavel ne tient pas les femmes programmeuses en haute estime, dixit Lopatine. D'après Anton Rosenberg, qui a lui aussi fait partie du noyau dur de Telegram, l'équipe est la *"secte"* de Dourov. En 2017, Rosenberg avait fait grand bruit en protestant contre son licenciement du poste de programmeur en chef. Dourov connaît la majorité de ses collaborateurs depuis des années, souligne Rosenberg lors de notre appel vidéo. Ils constituent une société fermée, dévouée corps et âme à Dourov, où seul le chef a son mot à dire. De mes discussions avec ces anciens collaborateurs se dégage l'image



→ Pavel Dourov à Londres en 2014. Photo Sam Barker/Contour/Getty Images

d'un chef d'entreprise dont la motivation, avec Telegram, n'est pas l'argent, mais l'influence et la reconnaissance mondiale. À ses yeux, l'application doit permettre au plus grand nombre de personnes de communiquer et d'échanger librement des informations. Et, toujours à ses yeux, personne n'a à s'en mêler – pas même les gouvernements. *"Fondamentalement, Dourov se voit comme l'ingénieur de son propre univers"*, résume Nicolaï Kononov, auteur d'un livre sur l'entrepreneur. Ce qui va de pair avec sa fascination pour *Matrix* et son personnage principal, le hacker Neo. Son enthousiasme pour le film [sorti en 1999] est tel qu'il a même commencé à s'habiller tout en noir, comme Neo. Et à la fin du lycée, en 2001, lorsqu'on lui demande où il se voit dans dix ans, il lâche : *"Je serai un totem d'Internet."*

SURNOMMÉE "TERRORGRAM", L'APPLICATION EST UN DARKNET QUE L'ON EMPORTE PARTOUT DANS SA POCHE.

Aujourd'hui, Pavel Dourov n'accorde plus d'interview. Lui et les membres de son équipe ne répondent pas aux e-mails et aux messages envoyés par le *Spiegel*, pas plus qu'à une longue liste de questions.

Les deux frères forment une équipe de choc, Pavel dans le rôle du stratège et Nicolaï dans celui du programmeur de génie. Et ils ont créé une plateforme qui remporte un succès mondial phénoménal. Telegram propose des fonctions faciles à utiliser, généralement plus tôt et meilleures que celles de la concurrence – par exemple des autocollants amusants. Telegram a offert un chiffrement de bout en bout, très sécurisé, bien avant WhatsApp – et s'est ainsi forgé la réputation d'être la messagerie instantanée préférée de Daech.

Les fonctions permettant de créer des groupes et des canaux jouent un rôle essentiel dans la forte croissance

de ces dernières années. Dans un groupe, privé ou public, jusqu'à 200 000 personnes peuvent discuter ensemble ; dans un canal, on peut envoyer des messages à un nombre infini d'abonnés. Rappelons que, sur WhatsApp, un groupe ne peut compter au maximum que 256 membres, Facebook ne souhaitant pas faire de sa filiale un espace public.

Grâce à ces fonctions, Telegram est bien plus qu'une messagerie destinée à la communication privée. Le mouvement coronasceptique allemand, par exemple, coordonne ses actions de protestation dans de nombreuses villes via divers groupes Telegram. Au dire de son fondateur, Michael Ballweg, l'application est *"un facteur de réussite central"* du mouvement. En Allemagne, tout un réseau est né sur Telegram où se mêlent des messages de personnes qui nient l'existence du coronavirus, d'idéologues du conspirationnisme, de néonazis et de terroristes d'extrême droite.

Un terroriste peut même devenir un héros sur Telegram. Aux États-Unis, plusieurs canaux glorifient un Texan, Coleman B., arrêté par la police américaine. De son téléphone mobile, l'homme de 28 ans avait envoyé des menaces que les autorités américaines ont prises très au sérieux. Elles pensent qu'il planifiait une tuerie de masse dans un magasin Walmart. Et, de fait, elles ont retrouvé dans son appartement armes, munitions et drapeaux aux symboles nazis. Coleman B. venait de modifier son nom sur Telegram pour qu'il ressemble à celui de l'auteur des attentats de Christchurch [perpétrés en mars 2019 contre deux mosquées de cette ville néo-zélandaise]. Une fois de plus, on a évité *"l'impensable"*, souffle le shérif responsable du dossier. Pendant ce temps, sur Telegram, une kyrielle d'utilisateurs font part de leur solidarité avec le prévenu. En particulier au sein du groupe *"Inject Division"*, manifestement créé par celui-ci, qui se présentait comme son *"président"*. *"Je vous prépare au terrorisme"*, y écrit-il dans un message.

Les groupes et incidents de ce genre ont valu à la messagerie le surnom de “Terrorgram”.

Sur bon nombre de canaux, des gens expliquent comment préparer des explosifs, fabriquer des armes ou encore concocter des poisons mortels. Sans oublier qu’avant de perpétrer son attentat [sur le marché de Noël de Berlin, en décembre 2016], Anis Amri avait échangé via Telegram avec des terroristes de Daech.

Presque tous les crimes et délits possibles et imaginables en ligne sont commis sur Telegram. On peut y acheter armes, faux billets et données piratées. Certains groupes spécialisés dans la manipulation des marchés financiers y comptent plus de 100 000 membres. Et, au vu du nombre de groupes consacrés aux drogues, la police berlinoise a même créé une unité spéciale qui, rien que dans la capitale, a réussi à identifier une centaine de réseaux de dealers, dont certains rassemblent une vingtaine de milliers de personnes. Contrairement au darknet, où un acheteur doit connaître les adresses du marché noir, les offres de substances illicites ont pignon sur rue sur Telegram. Selon le discours officiel de Telegram, les contenus illégaux y sont interdits, mais, en pratique, il n’en est rien.

Cela fait longtemps que le ministère de l’Intérieur allemand a Telegram dans le collimateur. Si l’entreprise ne coopère pas, en dernier recours il pourrait être décidé de bloquer la plateforme. La ministre de la Justice Christine Lambrecht (SPD) a d’ailleurs déclaré : “Aucune plateforme qui est utilisée par des millions de membres dans l’Union européenne ne peut se soustraire à nos lois.” Elle se bat pour que des messageries comme Telegram soient réglementées au niveau européen. Notamment parce que les autorités allemandes redoutent qu’elle ne constitue, lors de la campagne des législatives [qui auront lieu le 26 septembre 2021], une source de fausses informations – fausses informations qui risqueraient de trouver un massif écho.

Dans les pays répressifs, à l’inverse, l’application est souvent une arme centrale des mouvements prodémocratiques, notamment à Hong Kong, en Iran et en Biélorussie. Quand, en août 2020, des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans les rues de la capitale biélorusse pour dénoncer les fraudes électorales, le canal Telegram “Nexta” est devenu un outil majeur du mouvement. Le dictateur Alexandre Loukachenko a bloqué pendant des jours l’accès à certains sites Internet et services en ligne ; Pavel Dourov, lui, a fait en sorte que Telegram reste accessible. Derrière “Nexta” se cachait entre autres le blogueur dissident Roman Protassevitch – il y a quelque temps, alors qu’il voyageait sur un vol Ryanair, les autorités biélorusses ont détourné son avion et l’ont forcé à atterrir à Minsk.

L’image ambivalente de Telegram soulève cette question : où se situe Pavel Dourov sur le plan politique ?

Par le passé, il a défendu des positions plutôt libertaires : “Le monde change trop vite pour que les législateurs puissent réagir.” Au XXI^e siècle, donc, mieux vaut à son avis ne pas réglementer du tout. Ce qui convient bien à son inclination à accepter les contenus illégaux et extrémistes de tout



← Lors des manifestations de 2020 en Biélorussie, c’est sur Telegram qu’ont circulé les premières images des violences policières. © Der Spiegel

↓ L’application fourmille aussi de contenus antisémites, misogynes ou qui glorifient la violence. © Der Spiegel

crin, et à s’élever à cor et à cri contre les tentatives de censure. Pour sa part, son ancien collabo-

rateur Anton Rosenberg estime que tout cela cache avant tout des calculs économiques : “La lutte pour la liberté se vend bien

et séduit de nouveaux utilisateurs.” Dourov s’est toujours tenu à l’écart de la politique, rappellent d’autres collègues. Il s’agit de rester “neutre”, explique quant à lui l’actuel vice-président de Telegram et fidèle compagnon de route Ilya Perekopsky. Même quand, en 2011, l’opposition russe l’encensait tel un héros, il n’est pas impossible que Dourov se soit opposé aux autorités avant tout par intérêt économique – pour éviter que des utilisateurs ne se tournent vers la concurrence.

LES SALARIÉS FORMENT UN CLUB MASCULIN OÙ SEUL PAVEL DOUROV A SON MOT À DIRE.

D’ailleurs, comment fonctionne Telegram sur le plan financier ? Mystère. Ce qui est sûr, c’est que l’application génère des coûts : entre les débuts et 2017, Dourov a investi quelque 218 millions de dollars dans Telegram, une somme qu’il a sortie de sa poche, explique-t-il dans la déposition filmée. Signalons que, selon plusieurs estimations, la vente de ses parts de VKontakte lui aurait rapporté entre 300 et 400 millions de dollars. Ainsi, à 28 ans, il possédait déjà “des centaines de millions”, comme il le dit lui-même – “Mais cela ne m’a jamais rendu heureux”, soupire-t-il sur un blog.

À l’époque de VKontakte, il jetait même l’argent par la fenêtre. Au sens propre. Avec son vieil ami Ilya Perekopsky, l’actuel vice-président de Telegram, il a effectivement lancé des billets de 5 000 roubles, qui valaient alors 124 euros, du bureau du sixième étage du majestueux immeuble de la compagnie Singer, dans le centre de Saint-Petersbourg. Rosenberg se souvient de cette journée-là. C’était l’anniversaire de la ville et les rues étaient pleines de monde. “Au début, ils ont juste balancé des billets, comme ça, mais, avec le vent ils restaient coincés dans les ornements de la façade. Alors ils ont

commencé à faire des avions avec les billets et à les envoyer jusque dans la rue.” La chose a suscité grand tumulte. Et elle a inspiré le logo de Telegram : un avion en papier blanc, censé représenter la liberté de penser.

En 2017, pour assurer de juteux revenus à Telegram sans toutefois oublier la promesse de proposer une messagerie gratuite et sans publicité, les frères Dourov ont monté un plan audacieux : doter Telegram d’une cryptomonnaie propre et d’un système de chaînes de bloc du nom de Telegram Open Network (Ton). Le but ? Que les utilisateurs puissent s’envoyer de l’argent et réaliser des achats via l’application. L’équipe a levé 1,7 milliard de dollars auprès d’investisseurs. Parmi les intéressés figuraient des oligarques russes, un fonds de l’homme d’affaires Roman Abramovitch, ainsi que Jan Marsalek, le directeur général adjoint de Wirecard [une start-up financière allemande].

Telegram et Wirecard étaient très proches. À Dubaï, leurs sièges se trouvaient dans la même tour de bureaux. Mais les deux entreprises ne sont jamais parvenues à mettre en place une véritable collaboration ni des offres communes, assure un dirigeant de TonLabs au Spiegel. Ce sont les développeurs qui étaient en contact. Et tous les plans avec l’entreprise allemande ont été enterrés en octobre 2019 [au moment de l’affaire Wirecard, immense scandale suscité par la révélation de fraudes comptables à hauteur de 2 milliards de dollars].

L’opération cryptomonnaie sera peut-être le plus cuisant échec des frères Dourov. En octobre 2019, la Securities and Exchange Commission a ordonné l’arrêt immédiat de la vente de la devise numérique : le gendarme de la Bourse américain estime qu’elle constitue une entrée en Bourse illégale. Et Telegram a dû s’acquitter d’une amende de 18,5 millions de dollars.

Après ce fiasco numérique, en mars 2021, Dourov lève de l’argent par des voies plus traditionnelles : Telegram émet un emprunt de plus de 1 milliard de dollars. Du reste, des bruits circulent dans les médias russes à propos d’une possible entrée en Bourse – on spéculait sur une valorisation comprise entre 30 et 50 milliards de dollars. Autre nouveauté, Telegram devrait prochainement contenir des publicités – mais seulement sur les canaux publics, pas dans les discussions privées.

Peut-être l’argent aura-t-il plus d’influence sur le destin de la messagerie que les politiques et leurs tentatives de régulation ? Ce qui est sûr, c’est qu’annonceurs et investisseurs tiennent à travailler dans un environnement suffisamment propre.

Et que Dourov ne peut pas s’aliéner Apple et Google. Le cas de Parler, la messagerie instantanée sur laquelle a été organisé l’assaut du Capitole [en janvier 2021], illustre en effet ce qui pend au nez de Telegram. En janvier, Apple et Google ont retiré Parler de leurs boutiques. Ils lui ont ainsi coupé les vivres. Pavel Dourov n’a probablement pas envie que les choses aillent si loin.

— **Christina Hebel, Max Hoppenstedt et Marcel Rosenbach.**

Publié le 1^{er} juin



plein écran.



↓ Dessin de Redseal,
Royaume-Uni.

—Mainichi Shimbun Tokyo

L'e-sport, terme qui désigne la pratique des jeux vidéo en compétition, connaît une popularité croissante. On estime à plus de 100 millions le nombre de pratiquants dans le monde, concentrés principalement en Europe, aux États-Unis et en Corée du Sud. Au Japon, la discipline, qui a intégré le programme de certains lycées, connaît une forte progression. La dépendance aux jeux vidéo reste néanmoins un sujet d'inquiétude dans l'archipel. Nous avons mené notre enquête.

Mitsuasa Kudo, élève de troisième année au lycée par correspondance Renaissance – campus de Shinjuku-Yoyogi, dans l'arrondissement de Shibuya, à Tokyo – est inscrit au cours d'e-sport. "Qu'on puisse jouer aux jeux vidéo en classe m'a beaucoup étonné au début", confie-t-il. Deux jours par semaine, il se rend à l'école pour pratiquer, encadré par un ancien joueur professionnel. Depuis la création du cours en avril 2019, l'école a vu son nombre d'élèves exploser; elle compte actuellement une centaine d'inscrits, soit dix fois plus que la première année.

Plein essor. L'année dernière, l'établissement s'est classé troisième au III^e Championnat national d'e-sport des lycées (organisé entre autres par le *Mainichi Shimbun* [le quotidien nippon dont cet article est extrait]), auquel ont participé un nombre record de 346 équipes provenant de 194 écoles. Parmi celles-ci, la Clark Memorial International High School [à Fukagawa, dans le nord du Japon] propose aussi un cours spécialisé, et les lycées N et Sendai Ikuei, les deux écoles par correspondance arrivées en tête, possèdent un club d'e-sport. En octobre dernier, le lycée de filles Jin-ai, dans la ville de Fukui [est du Japon], a également inauguré un club d'e-sport.

Au-delà de l'enseignement secondaire, les collectivités locales commencent également à promouvoir et à diffuser de l'e-sport, contribuant à l'essor du secteur. Selon Kadokawa ASCII Research Laboratories, un organisme qui mène des recherches sur le sujet, les équipes professionnelles se multiplient et le marché, qui pesait environ 4,8 milliards de yens [37 millions d'euros] en 2018, l'"année zéro" de la discipline, a grimpé à quelque 8,7 milliards de yens [67 millions d'euros] cette année et devrait atteindre environ 18,4 milliards de yens [142 millions d'euros] en 2024.

Le nombre de supporters qui assistent au championnat des lycées ou le suivent sur écran devrait presque doubler cette année par rapport à 2018, pour dépasser 7,96 millions. Avec l'augmentation des recettes publicitaires, il est probable



IKON IMAGES

Le Japon à l'école de l'e-sport

La pratique des jeux vidéo en compétition était étonnamment peu développée dans l'archipel. Cela change. Elle fait même son entrée dans les cursus de plusieurs lycées.

que de nombreux joueurs professionnels émergent. "Malgré un ralentissement dû à la pandémie, la croissance du marché de l'e-sport est remarquable, et elle devrait encore s'accélérer à l'avenir avec la diffusion de la 5G", indique Mitsunobu Uwatoko, de l'institut de recherche Kadokawa ASCII. Après s'être imposé dans l'éducation, l'e-sport se fait aussi une place dans la sphère sociale. Dans la ville d'Akita [nord du Japon], la société informatique S2 recrute depuis juin dernier des seniors, considérés comme éloignés des jeux vidéo, en vue de monter une équipe professionnelle. Les quatorze personnes qui se sont inscrites, âgées entre 62 et 72 ans, ont commencé à s'entraîner avec les équipements mis à disposition par l'entreprise. À moyen terme, ils souhaitent se faire connaître et attirer des sponsors en diffusant des vidéos et en organisant des événements.

JEUX VIDÉO

À Osaka, la société Academia a ouvert l'année dernière un "centre de soutien à la transition professionnelle" destiné aux handicapés en recherche d'emploi intéressés par les jeux vidéo. Ils y apprennent par exemple à communiquer par le biais des jeux vidéo ou à assembler un ordinateur, et on les aide à trouver un emploi adéquat dans l'industrie de l'e-sport ou encore dans les entreprises liées à l'événementiel. "Il est important de faire le lien entre ce que l'on aime et le travail, et grâce à l'e-sport on peut se préparer à l'emploi avec motivation", explique le responsable de l'établissement.

Si le marché national de l'e-sport est en pleine expansion, le secteur n'en est encore qu'au stade des investissements. "L'attente est grande, mais il ne doit y avoir qu'une poignée d'équipes qui réussissent en tant qu'entreprises", estime le cadre d'une équipe d'e-sport.

[À titre de comparaison,] selon les chiffres recueillis par l'Union japonaise d'e-sport, le marché du base-ball professionnel au Japon s'élevait en 2018 à quelque 180 milliards de yens [1,4 milliard d'euros], celui de la J-League [ligue japonaise de football] à environ 125,7 milliards de yens [980 millions d'euros] et celui de la B-League [ligue japonaise de basket-ball] à environ 30,3 milliards de yens [235 millions d'euros]. "Peu de gameurs peuvent gagner leur vie comme professionnels", admet Yusuke Momochi, joueur professionnel qui a dominé les championnats du monde du célèbre jeu de combat *Street Fighter*. Mitsunobu Uwatoko, de Kadokawa ASCII, pense que la situation s'améliorera à mesure que la discipline se développera et que le nombre de compétiteurs augmentera.

Protéger les pratiquants. Par ailleurs, il est important de sensibiliser la société, où est encore répandue l'idée que l'e-sport n'est pas un sport et que les jeux vidéo peuvent créer une dépendance. Des progrès sont cependant réalisés dans la prise en charge de cette forme d'addiction. Hideyuki Kanda, professeur de médecine (santé publique) à l'université d'Okayama, a été nommé en avril dernier médecin de l'équipe du club d'e-sport du lycée Okayamaken Kyosei, dans la ville de Niimi [située dans la préfecture d'Okayama, dans le sud du pays]. Il a pour fonctions de surveiller l'état de santé des élèves et de les conseiller.

Concernant la dépendance, "faire passer les jeux vidéo avant toute autre chose a un impact sérieux sur la vie familiale et scolaire",

↓ Y (Avshalom Pollak) et Yahalom (Nur Fibak) dans *Le Genou d'Ahed*. Photo Pyramide Distribution

CINÉMA

confirme Hideyuki Kanda, avant d'ajouter que "dans de nombreux cas, la personne n'est même pas consciente d'être dépendante". Comme mesure préventive, il préconise de ne pas laisser les élèves négliger ce qu'ils ont à faire. Au lycée, le médecin avertit les élèves qui sont constamment en retard dans leurs devoirs ou dont les notes baissent de façon régulière qu'il peut ordonner un "arrêt médical". D'autre part, pour soulager la fatigue oculaire et les douleurs, notamment au cou, aux poignets et au dos, causées par les heures passées assis devant l'écran d'ordinateur, du temps est aménagé pour des massages et de l'exercice physique modéré. "Le sport n'en est qu'à ses débuts. Pour qu'il puisse s'établir à l'avenir en tant que culture, nous devons nous efforcer de protéger le corps et l'esprit des pratiquants", prévient Hideyuki Kanda.

Le marché mondial de l'e-sport dépasse 100 milliards de yens [800 millions d'euros]. Les États-Unis, où ont été développés *Fortnite* et nombre d'autres titres réputés à travers le globe, en représentent 30 %. Les compétitions organisées en dehors de l'archipel se distinguent par le montant élevé des prix en jeu. Au championnat mondial du populaire *Dota 2* organisé en 2019, au total quelque 3,6 milliards de yens [28 millions d'euros] étaient à remporter. La même année, un garçon de 16 ans a gagné 3 millions de dollars

"Qu'on puisse jouer aux jeux vidéo en classe m'a beaucoup étonné au début."

Mitsuasa Kudo, LYCÉEN

[2,5 millions d'euros] au championnat de *Fortnite*, un montant supérieur au prix du grand tournoi de golf masculin Masters de cette année-là, défrayant la chronique. La différence est flagrante avec le Japon, où les prix dépassent très rarement les 100 millions de yens [780 000 euros]. Le marché de l'e-sport est également bien établi en Chine et en Corée du Sud [qui se sont par exemple partagé presque tous les titres mondiaux de *League of Legends* depuis 2011]. Pour les Jeux asiatiques de 2022, qui se tiendront à Hangzhou, en Chine, il a été décidé de faire de l'e-sport une discipline officielle [ce qui ne sera pas le cas aux JO de Paris en 2024].

Le Comité international olympique (CIO) a déclaré lors du sommet olympique qui a réuni à Lausanne, en Suisse, les dirigeants des organisations sportives en octobre 2017 : "Le sport de compétition peut être considéré comme une activité sportive. Les joueurs se préparent et s'entraînent avec une intensité comparable à celle des athlètes traditionnels."

—Shusaku Sugimoto

Publié le 3 août



Israël sondé jusqu'à l'os

Avec *Le Genou d'Ahed*, qui sort en France ce 15 septembre, Nadav Lapid livre sans doute son film le plus radical. Il y interroge sa mission de cinéaste dans l'Israël d'aujourd'hui.

Les journalistes étrangers qui ont découvert *Le Genou d'Ahed* au dernier Festival de Cannes, où le film a été récompensé du prix du Jury, sont ressortis quelque peu sonnés de la projection. Parmi les plus en verve, la critique du magazine américain *Variety* évoque un long-métrage en forme de "prise d'otages", aux confins du "sensational" et de "l'insupportable". "Il est rare d'être confronté à une gravité aussi sincère et à un désespoir aussi frontal", écrit Jessica Kiang.

Le nouveau film de Nadav Lapid, réalisateur qui a reçu un Ours d'or à Berlin pour *Synonymes* en 2019, est un tour de force stylistique. Cela saute aux yeux dès la séquence d'ouverture, étincelante. Mais sa raison

d'être n'est pas l'esbroufe. Comme le souligne Jordan Mintzer dans *The Hollywood Reporter*, il s'agit avant tout pour le cinéaste israélien "d'inventer son propre langage", incisif et percutant. Réalisé alors que Nadav Lapid faisait le deuil de sa mère, la monteuse de cinéma Era Lapid, qui avait collaboré à tous ses films précédents, "Le Genou d'Ahed offre une esthétique qui n'est qu'aspérités, hiatus,

ruptures de tons et mouvements de caméras brutaux. Tout cela est aussi peu confortable qu'une articulation sans cartilage", reprend *Variety*.

D'articulation et de cartilage, il est pour ainsi dire question dès le titre. Quoique revendiqué par Lapid, le clin d'œil au *Genou de Claire*, le film de Rohmer (1970), n'existe pas dans le titre original en hébreu, *Ha'Berech* ("le genou"). En revanche, le long-métrage fait bien référence à Ahed Tamimi, cette jeune Palestinienne qui avait été condamnée en décembre 2017 à huit mois de prison en Israël pour avoir giflé un soldat de Tsahal. Le député d'extrême droite Bezalel

Smotrich avait alors regretté qu'on n'ait pas préféré tirer une balle dans le genou de l'adolescente, afin qu'elle soit "assignée à résidence pour le reste de sa vie".

Le long-métrage, tout en mises en abyme et en allégories, met en scène un cinéaste endeuilé, Y (Avshalom Pollak), qui prépare un film sur Ahed Tamimi. En plein casting pour trouver son actrice principale, il part dans le désert d'Arava, non loin de la frontière jordanienne, pour assister à une projection de son film précédent. Sur

place, il est accueilli par Yahalom (Nur Fibak), une fonctionnaire du ministère de la Culture, qui lui demande de signer un formulaire listant les sujets qu'il pourra aborder lors de la séance. Y s'indigne contre ce qu'il perçoit comme une tentative de censure et s'empare avec virulence contre un pays en pleine dérive ultranationaliste, où l'atmosphère deviendrait de plus en plus irrespirable.

Intensité. Signera-t-il (ou pas) le formulaire ? Ainsi que le constate le quotidien israélien *Ha'Aretz*, classé au centre gauche, *Le Genou d'Ahed* va bien au-delà de mettre en scène "le combat d'un homme seul contre l'ordre établi". Interrogé par A. J. Goldmann pour le magazine juif américain *Forward*, Nadav Lapid résume ainsi l'aporie dans laquelle se trouve son héros, son alter ego : "Comment peut-on être bon dans un environnement fondamentalement mauvais ? Et avoir raison a-t-il un sens si cela vous coupe de vos instincts les plus humains ?" Tendu par cette interrogation existentielle, son film devient "un cri de rage, de douleur et d'amour" contre "la société israélienne", décrypte l'hebdomadaire new-yorkais.

En Israël, où *Le Genou d'Ahed* est sorti le 15 juillet dernier, le film a naturellement divisé. La presse conservatrice, à l'instar du *Jerusalem Post*, a écrié "l'hypocrisie" d'un réalisateur qui avait touché des aides du gouvernement israélien pour tourner un tel brûlot. Le long-métrage "manque d'âme" et, même si les subventions touchées ont été loin de suffire à le financer, elles désamorcent à elles seules sa charge critique, écrit en substance Hannah Brown dans le quotidien anglophone de Jérusalem. *Ha'Aretz*, évidemment plus convaincu par "la colère et le désespoir qui sont l'âme du film", applaudit "une œuvre d'une immense intensité émotionnelle". Dans ses diatribes face au désert, Y "se dépeint comme une victime avant tout, ce qui lui confère un certain degré de puérilité et d'autocomplaisance", relève le journaliste Uri Klein. "Mais n'est-ce pas là un portrait fidèle de la plupart d'entre nous, Israéliens ?" interroge-t-il.

—Courrier international

Partenariat

LE GENOU D'AHED

de Nadav Lapid sort le 15 septembre en France, en partenariat avec *Courrier international*.



Revue de presse

gastronomie. ← Dessin de Hannah Clarke,
Royaume-Uni.

—La Repubblica Rome, Italie

Si les vagues, exceptionnellement hautes par cette nuit sans lune, étaient une machine à remonter le temps, il ne surprendrait personne de voir des ombres de pêcheurs de toutes les époques reproduire des gestes trois fois millénaires le long de l'immense arc côtier qui baigne les côtes de Campanie, de Basilicate et de Calabre. Des bras robustes effectuant des mouvements ancestraux pour remonter à bord de longs filets légers, conçus dans un passé immémorial pour la pêche à l'anchois : jadis pratiquée dans toute la Méditerranée, cette pêche aux filets maillants appelés "*menaica*" est aujourd'hui devenue quasi légendaire. Elle ne persiste que grâce à une petite flotte de cinq ou six chalutiers dans le Cilento méridional, entre les villes de Pisciotta, Palinuro et Marina di Camerota.

Des eaux de la *Magna Grecia* [régions d'Italie du Sud où avaient été fondées des cités grecques dans l'Antiquité] au bateau de pêche de Luca Cella, il n'y a qu'un pas : aussi rapide que le passage de la lumière à l'obscurité, à l'heure où les vagues font danser le soleil, tandis que les contours de l'antique Kamaraton [nom grec de Marina di Camerota] s'estompent au loin entre les eaux et les rochers de la côte mythique [selon l'*Énéide* de Virgile, c'est là que Palinure, pilote de la flotte d'Énée, est tombé à la mer, donnant son nom à Palinuro]. Poséidon est manifestement jaloux de ses poissons et, bientôt, il agitera les flots.

Les deux argonautes âgés qui accompagnent Luca sur son navire jettent leurs filets au moment où l'horizon disparaît dans la nuit. "*Comme nous l'ont appris nos grands-pères qui, comme nous, partaient de Marina di Camerota pour rejoindre cette même zone, le secret consiste à tendre le filet menaica à la verticale, perpendiculairement*

Aux bons anchois de menaica

En Italie, dans le Cilento, un art de la pêche se transmet depuis des millénaires. Il se donne à voir aux touristes et inspire également une scène culinaire locale en pleine ébullition.

à la trajectoire des anchois." Le détecteur de poissons moderne permet, il est vrai, de localiser plus facilement les bancs d'anchois. Autrefois, il fallait s'en remettre à l'instinct des pêcheurs aguerris, qui avaient appris à écouter la mer et à deviner ses caprices. Ils pouvaient ainsi ramer des heures à quatre ou six bras, suivant le vol des mouettes jusqu'aux zones poissonneuses.

Larges mailles. Mais l'imprévu guette à tout instant : qu'un thon vienne se prendre dans les mailles et déchire le filet, et c'est toute une nuit de pêche qui est perdue. Le passage d'un dauphin détruit inmanquablement le filet tout entier, ce qui oblige à interrompre la pêche pendant plusieurs semaines. Le préjudice est alors incalculable, car la saison est très courte dans cette mer où l'anchois n'abonde que de mars à août.

Le filet *menaica* a toujours été conçu dans un souci d'exploitation durable des ressources, ses larges mailles laissant échapper les petits anchois pour ne retenir que les plus gros, ce qui permet d'assurer le renouvellement des stocks de poissons. Un quart d'heure à peine après avoir jeté la senne, on peut déjà la remonter pour cueillir les prises à la main, centimètre par

centimètre, retirant un à un les anchois piégés dans la résille. "*C'est ça le secret pour obtenir un anchois plus tendre et à la chair bien blanche.*" Impossible, donc, de savoir à quelle heure on rentrera au port : si la pêche est bonne, le relevage des filets peut prendre sept à huit heures.

Outre les lumières qui scintillent sur la côte de Calabre, on aperçoit aussi le puissant éclat de projecteurs voisins. Ce sont les chalutiers équipés de *cianciolo*, une senne tournante bien plus grande que la *menaica*. Eux aussi observent un rituel immuable : tandis que leurs phares attirent les poissons, sur d'autres embarcations-satellites, les pêcheurs opérant par cercles concentriques referment la senne autour du banc. Un peu plus au nord, à Cetara [sur la côte amalfitaine], on pêche également l'anchois au *lamparo* [comme on appelle cette technique de pêche à la lumière].

C'est une expérience que peuvent aujourd'hui partager les touristes à Marina di Camerota, où la flotte de la Cooperativa Cilento Blu, dirigée par Felix d'Andrea, embarque des passagers pour suivre le relevage du *cianciolo*. Après quoi tout le monde prépare et déguste ensemble les poissons. Une pratique qui s'inscrit

dans un riche répertoire de traditions, telle la préparation des anchois *mbuttunate* – fendus et ouverts à plat, garnis d'une farce d'œuf, de sel, de poivre, de fromage de brebis, d'ail et de chapelure, puis cuits en friture.

Délicieux en salade. Les anchois de *menaica* – devenus un produit labellisé Slow Food [programme qui soutient les productions traditionnelles locales et durables menacées de disparition] – inspire une cuisine qui, aujourd'hui, offre un nouveau souffle à toute une génération de jeunes chefs. Précisons que les anchois sont immédiatement transformés à bord, selon une technique très particulière : ils sont lavés dans la saumure, puis disposés en alternance avec des couches de sel dans des pots de terre cuite où on les laisse vieillir trois mois.

Ainsi préparés, ils sont délicieux en salade, ou bien fendus et assaisonnés d'un mélange de mie de pain, d'ail, d'huile et de persil. Davide Mea, jeune patron de la Taverna del Mozzo à Marina di Camerota, les agrmente de mozzarella fraîche parfumée à la feuille de myrte. Riccardo Scarpato, autre jeune chef cuisinier au San Domenico, toujours à Marina, a hérité de son père Catello une véritable passion pour les anchois qu'il décline, désormais dans une sauce parmesane de son cru, rehaussée de tomates confites jaunes. Leur histoire témoigne de leur persévérance et de leur travail dans un Cilento aussi somptueux que séduisant qui, malheureusement, ne s'anime que quelques mois par an.

Restent l'enthousiasme opiniâtre des passionnés et le court-circuit temporel d'une cuisine novatrice dont les fers de lance se nourrissent d'un passé très lointain. Passé qui semble se perdre dans l'ombre des vagues, tandis que le navire de Luca rentre bien vite au port, essayant de prendre de vitesse les premières lueurs du jour.

—Jacopo Fontaneto

Publié le 17 août



histoire.

Arwa, l'autre reine de Saba

XI^e-XII^e siècle — Yémen

Souveraine sans égale dans l'histoire de l'islam médiéval, la très populaire reine Arwa va gouverner son peuple pendant plus de cinquante ans, une période faste pour cette région de la péninsule arabique.



—L'Orient-Le Jour Beyrouth

Année 1088. La reine Arwa arpente patiemment les couloirs de son palais à Jibla, dans le sud-ouest du Yémen. Dans toute la région, le bruit court que la souveraine, lâchée par ses alliés, est affaiblie politiquement et militairement. La réalité est pourtant tout autre. Fine stratège, c'est elle qui tire les ficelles d'un jeu qu'elle prépare minutieusement depuis qu'elle a fait transférer la capitale de Sanaa à Jibla l'année précédente pour se rapprocher de son ennemi juré, Saïd ibn Najar.

Seul un objectif occupe ses pensées depuis son accès au trône cette même année : venger la mort de son beau-père, le sultan Ali Al-Sulayhi, assassiné vingt ans plus tôt par le chef de la tribu rivale des Najahides lors d'une embuscade sur la route de La Mecque. Lorsqu'il lance l'offensive sur Jibla, Saïd ibn Najar ne sait pas qu'il vient d'activer le piège qui lui sera fatal alors qu'il périt lors de la contre-attaque de la reine, aidée par ses alliés.

Son désir de vengeance est terrible : le corps de Saïd ibn Najar est décapité et sa tête est plantée sur un piquet en face de la cellule où sa femme est emprisonnée, lui réservant ainsi le même sort que celui qui a été infligé par les Najahides en 1066 à la reine Asma, la belle-mère d'Arwa. *“Et cet acte, qui prouvait qu'Al-Hurra (titre royal ultime) était tout aussi cruelle qu'un politicien comme Saïd, l'ennemi de sa dynastie, devait supprimer toute illusion de quelque compassion féminine que ce soit”*, écrit la sociologue marocaine Fatima Mernissi dans son livre *Sultanes oubliées : femmes chefs d'État en islam* [Albin Michel, 1990]. La méthode paye.

Son règne sera incontesté pendant plus de cinquante ans, faisant d'Arwa une reine au parcours inédit dans l'histoire de l'islam médiéval. Née en 1048 dans les montagnes du Haraz, berceau de l'ismaélisme situé entre Sanaa et Hodeida, Arwa bint Ahmad Al-Sulayhi grandit dans le majestueux palais de Sanaa. Orpheline, la fillette vit une enfance privilégiée sous la supervision de son oncle, le sultan Ali Al-Sulayhi, et

de sa femme, la reine Asma. Cette dernière, qui la prendra sous son aile, lui permettra d'accéder à une éducation de la plus haute qualité. Décrite comme brillante par les historiens, Arwa aurait été férue d'histoire, de poésie et de théologie.

À ses 17 ans, ses noces avec son cousin Ahmad Al-Mukarram, le fils du sultan, sont célébrées avec faste, prédestinant Arwa à porter le noble titre d'“Al-Sayyida Al-Hurra” (“la femme souveraine libre”). *“La reine Asma a créé une véritable tradition de partage du pouvoir au sein du couple, élevant son fils, Mukarram, dans l'idée qu'une femme est une force qu'il serait absurde de laisser stagner à l'ombre du harem. Et Mukarram a fait de sa femme, Arwa bint Ahmad Al-Sulayhi, une associée et une partenaire”*, remarque Fatima Mernissi. Quatre enfants naîtront de leur union. *“Elle a donné deux fils à Mukarram, mais c'était elle, et personne d'autre,*

Décrite comme brillante par les historiens, Arwa aurait été férue d'histoire, de poésie et de théologie.

que Sanaa considérerait comme l'héritière naturelle du pouvoir”, précise Fatima Mernissi.

Des responsabilités qu'elle prend à bras-le-corps en tant que corégente aux côtés de la reine mère Asma, lorsque son mari, malade et paralysé, lui délègue une partie de ses pouvoirs. Accédant officiellement au trône en 1087, la souveraine, affectueusement surnommée “la petite reine de Saba” par son peuple, met l'accent durant son règne sur la prospérité économique, l'amélioration des routes et la construction d'infrastructures, d'écoles et de mosquées. Privilège ultime, elle est la seule figure royale féminine dans le monde arabo-musulman – avec sa belle-mère Asma – à avoir eu son nom prononcé lors de la *khutba* (sermon du vendredi chez les musulmans) dans les mosquées du Yémen : *“Qu'Allah prolonge les jours d'Al-Hurra, la parfaite, la souveraine, qui gère avec soin les affaires des croyants.”*

Bien qu'elle dispose d'une certaine indépendance et d'une large marge de manœuvre dans l'exercice de ses pouvoirs, la reine Arwa doit conjurer avec le califat des Fatimides, à qui le sultan Ali Al-Sulayhi a prêté allégeance lors de l'instauration de la dynastie. Basé au Caire, le califat ismaélien s'étend alors de l'Afrique du Nord au Yémen et confère légitimité et pouvoir à l'échelle régionale aux Sulayhides. Au-delà de ses responsabilités royales, la souveraine se voit également attribuer le titre de “*hujja*” par le calife Mustansir Billah. Elle est alors considérée comme l'intermédiaire entre Dieu et l'humanité. Différents *da'i* (“missionnaires”) seront déployés sous son règne à travers le Yémen et en Inde de l'Ouest, où des communautés ismaéliennes existent toujours aujourd'hui.

À la mort du sultan Mukarram, en 1091, le calife Al-Mustansir Billah ne conçoit alors pas que la souveraine règne seule et envoie ses conseillers et le frère d'Arwa pour lui enjoindre d'épouser le cousin de son mari défunt, Saba ibn Ahmad. L'écrivaine Fatima Mernissi note toutefois que les versions divergent selon les sources ; il n'est pas clair si la procédure avait été définie à l'avance par le sultan Mukarram, partageant les responsabilités entre Arwa, détentrice du pouvoir sur terre, et Saba, endossant le rôle de leader spirituel de la communauté ismaélienne au Yémen (*da'wa*). Si elle finit par céder aux demandes du calife, le mariage est vite écourté avec la mort de Saba onze ans après. En 1102, la situation est cette fois différente : le califat est miné par des dissensions en interne dans la foulée du décès du calife Mustansir huit ans plus tôt. Des circonstances qui permettent à la souveraine de continuer à régner seule, jouissant d'un soutien sans faille de son peuple, jusqu'à sa mort en 1138. Devenus des lieux de pèlerinage aujourd'hui, la mosquée qui porte le nom de la reine Arwa et le mausolée où elle est enterrée surplombent toujours les hauteurs de Jibla.

—Julie Kebbi
Publié le 23 août

➤ La vieille ville de Jibla, dans le sud-ouest du Yémen.

Photo de Santiago Urquijo/Getty Images

Changer les codes,
c'est payer sans code!

T'arrives à suivre?



**Chez Hello bank! on fait tout pour vous suivre
et simplifier vos paiements avec Apple Pay.***



*Sous réserve de conditions d'éligibilité au service Apple Pay.
Hello bank! est l'offre 100% digitale de BNP Paribas SA - 16 bd des Italiens 75009 Paris - 662 042 449 RCS Paris.
Apple, le logo Apple, iPhone et Apple Pay sont des marques déposées aux États-Unis et dans d'autres pays.